



RAPPORT ANNUEL 2022

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



Le Rapport Annuel de la Banque Centrale de la République de Guinée est disponible sur le site web de
l'Institution à l'adresse : www.bcr-guinee.org/publications



LETTRE INTRODUCTIVE ADRESSEE A SON EXCELLENCE

MONSIEUR

**LE PRESIDENT DU COMITE NATIONAL DU RASSEMBLEMENT POUR LE
DEVELOPPEMENT (CNRD), PRESIDENT DE LA TRANSITION,
CHEF DE L'ÉTAT, CHEF SUPREME DES ARMEES**

PAR

**MONSIEUR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE.**





Excellence Monsieur le Président de la Transition,

J'ai l'honneur et l'agréable plaisir de soumettre à Votre Très Haute Attention, conformément aux dispositions de la loi L/2017/017/AN portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), le Rapport Annuel de la BCRG pour l'exercice 2022.

Ce rapport décrit les principales évolutions qui ont marqué l'économie mondiale et l'économie guinéenne en 2022. Il aborde également les activités réalisées par la Banque Centrale et les perspectives pour les prochaines années.

Excellence Monsieur le Président,

L'activité économique mondiale a ralenti en 2022, sous l'effet des tensions géopolitiques, notamment le conflit russo-ukrainien. Le ralentissement de la croissance économique mondiale reflète essentiellement l'effet du durcissement des politiques monétaires et des prix toujours élevés, qui se traduisent par des conditions de financement moins favorables, des revenus réels plus faibles, et une dégradation de la confiance des entreprises et des ménages. En conséquence, la croissance économique mondiale a reculé à 3,4% en 2022 contre un rebond de 6,3% l'année précédente. Ce recul a concerné toutes les régions du monde. Ainsi, dans les économies avancées, le PIB réel a reculé à 2,7% contre 5,4% une année plus tôt, tandis que dans les économies émergentes et en développement, la croissance économique a ralenti, passant de 6,9% en 2021 à 3,4% en 2022. Au niveau de l'Afrique subsaharienne, la croissance économique a décéléré pour atteindre 3,9% contre 4,8% en 2021. S'agissant des cours des matières premières, ceux-ci ont poursuivi leur tendance haussière entamée depuis 2021, entraînant des perturbations dans la production et le commerce des matières premières pour lesquelles la Russie et l'Ukraine sont les principaux exportateurs. Ainsi, l'indice des matières premières de la Banque Mondiale s'est accru de 41,8 % par rapport à 2021 pour se situer à 143,3 en 2022. Il a été, principalement, tiré par la hausse des prix des produits énergétiques et non énergétiques, et contenu par la baisse des prix des métaux précieux.

Excellence Monsieur le Président,

Au niveau national, l'économie guinéenne a été dynamique, malgré un environnement économique international peu favorable. Ainsi, l'activité économique nationale s'est caractérisée par la mise en œuvre du Programme de Référence Intermédiaire (PRI) 2022-2025, l'amélioration du climat des affaires et les réformes dans le secteur minier. A cela, s'ajoute la mise en œuvre du Plan de Relance Économique (PRE) 2022-2025, qui a contribué à consolider la reprise économique à travers les projets à Haute Intensité de main d'œuvre. En conséquence, la croissance économique s'est établie à 5,5 %, contre 4,9 % en 2021. Ce niveau de croissance est essentiellement lié à la bonne performance du secteur secondaire, notamment le secteur minier. S'agissant de l'inflation, l'indice harmonisé des prix s'est établi à 8,6 % en décembre 2022, contre 12,5 un an auparavant, dans la région de Conakry.

Au niveau des finances publiques, celles-ci ont été caractérisées par une gestion rationnelle des dépenses publiques à travers une amélioration des indicateurs budgétaires, bien qu'ils se caractérisent par des déficits en 2022. Ainsi, les soldes budgétaires, base engagements, dons inclus et dons exclus, ont enregistré des déficits de 0,7 % du PIB et de 1,1 % du PIB en 2022, respectivement. Quant au taux d'endettement public, il est passé de 42,5 % du PIB en 2021 à 38,5 % du PIB en 2022. Ces déficits budgétaires ainsi que le taux d'endettement sont restés dans les normes du programme de coopération monétaire de la CEDEAO.

Au niveau du secteur extérieur, la balance des paiements de la Guinée en 2022 s'est soldée par un excédent du solde global de USD 516,2 millions, soit 2,4 % du PIB. Cet excédent est tiré principalement par le solde des transactions courantes et dans une moindre mesure par le compte capital. Le cumul du solde des transactions courantes et du compte capital a permis de dégager une capacité de financement de USD 3 545,4 millions (16,7 % du PIB) en 2022. Le compte financier se traduit ainsi par une acquisition nette d'actifs financiers de USD 3 029,3 millions en 2022.

S'agissant de la politique monétaire, la BCRG a modifié les conditions monétaires à travers la baisse du coefficient des réserves obligatoires intervenue en avril 2022 dans le but de soutenir les efforts de relance économique engagés par les nouvelles autorités de la transition. Cette décision a impacté les conditions monétaires et financières de l'économie guinéenne avec l'amélioration des réserves excédentaires et la liquidité globale. De même, la BCRG a poursuivi les réformes de sa politique de change, axée sur le renforcement des réserves de change, le suivi du nivellement systématique des positions de change brutes hebdomadaires des banques et du suivi du rapatriement des recettes issues de l'exportation et de la vente de l'or, via la BCRG. Ces réformes ont permis au franc guinéen de continuer de s'apprécier et de soutenir la stabilité du niveau général des prix. Ainsi, en 2022, la monnaie nationale guinéenne a maintenu une bonne performance, dans un contexte de dépréciation de la plupart des monnaies africaines face au dollar US. Au cours de la même année, le budget en devises a

dégagé un excédent de USD 310,6 millions, toutefois en baisse de 38,6 % par rapport à 2021, en lien avec la baisse des appuis budgétaires extérieurs et l'augmentation de certains postes de dépenses de l'Etat. Quant aux réserves brutes de change, elles se sont accrues de 17,2 % en glissement annuel, pour atteindre USD 2 238 millions. Ce niveau de réserves est suffisant pour couvrir 4,7 mois d'importations de biens et services.

Excellence Monsieur le Président,

En termes de perspectives, les prévisions du FMI indiquent que la plupart des événements ayant dicté l'évolution économique globale en 2022 vont continuer à avoir des effets sur l'année 2023, voire au-delà. En conséquence, le FMI prévoit une décélération de l'économie globale à 2,8 % en 2023 et 3,0 % en 2024, contre une croissance de 3,4 % en 2022. Toutes les régions du monde enregistreraient un recul de leur croissance avec un impact plus marqué pour les Économies Avancées (1,3 %, contre 2,7 % en 2022) que les Économies Émergentes et en Développement (3,9 %, contre 4,0 % en 2022).

Malgré les perspectives économiques mondiales défavorables, les autorités guinéennes prévoient une amélioration de l'activité économique nationale à moyen terme qui s'explique par la poursuite de la mise en œuvre des différents programmes de développement notamment le Programme de Référence Intermédiaire (PRI) 2022-2025, le Plan de Relance Économique (PRE) 2022-2025 ainsi que les réformes en cours dans le secteur minier. Ainsi, le taux de croissance économique atteindrait 6,1 % et 5,8 % en 2023 et 2024 respectivement, contre une croissance de 5,5 % en 2022.

Dr Karamo KABA



TABLES DES MATIERES

I- EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE	11
CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	11
1.1. Evolution de l'activité économique mondiale	11
1.2. Cours de matières premières et Inflation	14
1.3. Politique monétaire	18
1.4. Marché des changes et marché financiers	21
CHAPITRE 2 : CROISSANCE ECONOMIQUE NATIONALE ET INFLATION	25
2.1. Analyse de la croissance du côté de l'offre	25
2.2. Analyse de la croissance du côté de la demande	30
2.3. Inflation	31
CHAPITRE 3 : FINANCES PUBLIQUES	37
3.1. Loi de finances 2022	37
3.2. Exécution budgétaire en 2022	40
3.3. Dette Publique	46
CHAPITRE 4 : SECTEUR EXTERIEUR	50
4.1. Compte des transactions courantes	50
4.2. Compte de capital	58
4.3. Compte financier	58
4.4. Solde global et financement	59
CHAPITRE 5 : SECTEUR FINANCIER	60
5.1. Secteur bancaire	60
5.2. Secteur des assurances	66
5.3. Institutions financières inclusives	68
CHAPITRE 6 : PERSPECTIVES ECONOMIQUES INTERNATIONALES ET NATIONALES	72
6.1. Perspectives économiques internationales	72
6.2. Perspectives économiques nationales	73
II- MISSIONS ET GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE	77
CHAPITRE 7 : POLITIQUE MONETAIRE, CONDITIONS MONETAIRES ET FINANCIERES	77
7.1. Politique monétaire	77
7.2. Marché monétaire	80
7.3. Evolution des agrégats monétaires	82
CHAPITRE 8 : APPROVISIONNEMENT DE L'ECONOMIE EN MOYENS DE PAIEMENT	86
8.1. Gestion des comptes courants, virements et compensations	86
8.2. Gestion fiduciaire	86
8.3. Systèmes et moyens de paiements	89

CHAPITRE 9 : POLITIQUE DES CHANGES ET GESTION DES RESERVES DE CHANGE.....	93
9.1. Structure du marché des changes.....	93
9.2. Budget en devises	97
9.3. Réserves de change.....	99
9.4. Activités du contrôle et du suivi de la réglementation des changes.....	100
CHAPITRE 10 : SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIERES ET STABILITE FINANCIERES.....	102
10.1. Supervision bancaire	102
10.2. Supervision des Assurances.....	103
10.3. Supervision des institutions financières inclusives.....	105
10.4. Stabilité Financière.....	105
CHAPITRE 11 : INTEGRATION ET RELATIONS EXTERIEURES	111
11.1. Programme de coopération monétaire de la CEDEAO (PCMC)	111
11.2. Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)	114
11.3. Coopération avec le Fonds Monétaire International (FMI)	116
CHAPITRE 12 : ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE	117
12.1. Gestion des ressources humaines.....	117
12.2. Actions de formation.....	119
12.3. Etudes et recherches	120
12.4. Informatique et télécommunications.....	121
12.5. Investissement et patrimoine.....	121
12.6. Affaires juridiques et réglementation.....	122
12.7. Gestion des risques, Conformité, Contrôle Interne et Déontologie	122
III- ETATS FINANCIERES DE LA BANQUE CENTRALE	124
CHAPITRE 13 : BILAN DE LA BANQUE CENTRALE	124
13.1. Analyse des postes de l'actif.....	124
13.2. Analyse des postes du passif	126
CHAPITRE 14 : COMPTE DE RESULTAT DE LA BANQUE CENTRALE.....	129
14.1. Produits.....	129
14.1.1 Produits d'exploitation	129
14.2. Charges d'exploitation	130
14.3. Résultat exceptionnel	131
ANNEXES.....	133

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées	13
Graphique 2 : Evolution de l'indice des matières (2010=100)	15
Graphique 3 : Evolution du cours du pétrole	16
Graphique 4: Inflation dans les économies avancées	17
Graphique 5 : Inflation dans les économies émergentes.....	18
Graphique 6 : Evolution du taux directeur des principales Banques Centrales	20
Graphique 7 : Evolution du cours des principales monnaies internationales.....	22
Graphique 8 : Evolution des principaux indices boursiers	24
Graphique 9 : Contribution des secteurs à la formation du PIB (en %)	26
Graphique 10 : Contribution des sous-secteurs à la croissance du secteur primaire (en %).....	26
Graphique 11 : Evolution de la production de la bauxite (en millions de tonnes).....	27
Graphique 12 : Evolution des expéditions d'or (en tonnes)	28
Graphique 13 : Contribution des sous-secteurs à la croissance du secteur secondaire (en %).....	29
Graphique 14 : Contribution à la formation du FBCF (en %).....	30
Graphique 15 : Contribution des indices des régions à la formation de l'indice national (en %)	32
Graphique 16 : Evolution du prix du riz local étuvé rouge, Barabara (en Francs Guinéens)	34
Graphique 17 : Evolution du prix de la viande fraîche de bœuf local (en Francs Guinéens)	34
Graphique 18 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF).	43
Graphique 19: Evolution de la structure des dépenses primaires (en milliards de GNF) 2019- 2022	44
Graphique 20: Evolution des intérêts dus (en milliards de GNF) 2019-2022	45
Graphique 21: Evolution des financements du déficit budgétaire (en milliards de GNF).....	46
Graphique 22: structure de la dette extérieure.....	48
Graphique 23 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de USD)	50
Graphique 24: Evolution des composantes du compte des transactions courantes (en millions USD)	51
Graphique 25 : Evolution des principaux postes de la balance commerciale (en millions de USD)	51
Graphique 26: Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportation totale (en %).....	52
Graphique 27: Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale (en %)	54
Graphique 28: Evolution de la balance des services (en millions de USD)	56
Graphique 29: Evolution du financement du solde global de la balance des paiements (en millions USD).....	59
Graphique 30 : Structure des dépôts de la clientèle en 2022(en %).....	62
Graphique 31 : Structure des crédits par durée en 2022 (en %).....	64
Graphique 32 : Structure des crédits à court terme par agents économiques 2022 (en %).....	65
Graphique 33 : Evolution de la liquidité bancaire (en milliards de GNF)	79
Graphique 34 : Structure des encours de BDT par maturité en 2022 (en %).....	81
Graphique 35 : contribution des contreparties de la masse monétaire (en %)	83
Graphique 36: Structure de la masse monétaire selon les composantes en 2022(en %).....	85
Graphique 37 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (en %) re voir le graphique	85
Graphique 38 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport dollars US	94
Graphique 39 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro	95
Graphique 40 : Evolution du budget en devises (En millions USD).....	97
Graphique 41 : Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD).....	100
Graphique 42 : Evolution des ratios de fonds propres réglementaires rapportés actifs pondérés (en %).....	107
Graphique 43 : Evolution des prêts improductifs rapportés aux prêts bruts (en %)	107
Graphique 44: Structure du personnel par catégorie	118

Liste des tableaux

Tableau 1: Indice des prix suivant l'état des produits en 2022.....	32
Tableau 2 : Prix des produits de première nécessité par région administrative.....	35
Tableau 3 : Programmation budgétaire (en milliards de GNF et en %)	38
Tableau 4 : Evolution des recettes du secteur non minier en milliards de GNF et en pourcentage.....	41
Tableau 5 : Evolution des recettes du secteur minier en milliards de GNF et en pourcentage.....	42
Tableau 6: Evolution des Indicateurs budgétaire (en milliards de GNF et en % du PIB).....	45
Tableau 7: Evolution de la structure de la dette publique (en millions de USD et en % du PIB)	47
Tableau 8 : Evolution de la dette extérieure (En millions de USD)	48
Tableau 9: Evolution de la dette intérieure (En milliards de GNF).....	49
Tableau 10 : Les principaux produits d'exportation (en millions USD et en % du total des exportations).....	53
Tableau 11. : Les principaux produits d'importation (en millions USD et en % du total des importations)	55
Tableau 12 : Evolution du solde des revenus primaires par composante (en millions USD) un chiffre après la virgule	57
Tableau 13 : solde des revenus secondaires (en millions USD)	58
Tableau 14 : Mouvement des capitaux (en millions USD)	58
Tableau 15 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF).....	62
Tableau 16: structure des dépôts de la clientèle des banques (en milliards de GNF et en %)	63
Tableau 17 : Evolution du crédit dans les banques (en milliards de GNF et en %)	64
Tableau 18 : Répartition des points de services par catégorie d'IMF.....	68
Tableau 19: Evolution des principaux agrégats du secteur et variation sur 2022/2021.....	69
Tableau 20: Evolution des concours accordés par secteur d'activités (en %)......	70
Tableau 21: Crédits en souffrance par secteur d'activité au 31 décembre 2022.	70
Tableau 22 : Perspectives économiques mondiales – taux de croissance.....	72
Tableau 23 : Perspectives économiques mondiales – taux d'inflation	73
Tableau 24 : Perspectives économiques nationales – taux de croissance (%).....	74
Tableau 25 : Perspectives économiques nationales – taux d'inflation	75
Tableau 26 : Perspectives économiques nationales – finances publiques	75
Tableau 27 : Perspectives économiques nationales – secteur extérieur.....	76
Tableau 28 : structure des taux d'intérêts (en %)	78
Tableau 29 : Evolution du volume des émissions, souscriptions, adjudications et remboursement des BdT (en milliards de GNF).....	81
Tableau 30 : Croissance des Avoirs intérieurs nets et de ses composantes (en %)	84
Tableau 31 : Avoirs intérieurs nets et ses composantes (en milliards de GNF)	84
Tableau 32: Situation des billets retirés (BRC) et détruits de la circulation en 2022.....	87
Tableau 33: Structure des émissions de billets.....	88
Tableau 34: Opérations des banques en 2021 et 2022 (valeurs en millions de GNF).....	90
Tableau 35: Transaction en devises	95
Tableau 36 : placement de devises (Millions USD)	96
Tableau 37 : Budget en devises à fin décembre (en millions USD)	99
Tableau 38 : Nombre d'infractions relevées sur les banques	102
Tableau 39: Evolution des critères de convergence de la CEDEAO.....	113
Tableau 40: Evolution des critères de convergence du PCMA.....	115
Tableau 41: Dépenses d'assistance médicale et paramédicale (en millions GNF).....	118
Tableau 42: Evolution des actions de formation réalisées	119
Tableau 43: Séminaires et Formations diplômantes à l'étranger	120

I- EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE

CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Alors que le monde renouait avec la croissance en 2021, après la crise économique due à la Covid-19, une série de chocs, se renforçant mutuellement, a frappé l'économie mondiale en 2022. En effet, l'année 2022 a été marquée par la montée des tensions géopolitiques, notamment avec la guerre en Ukraine, et la persistance de la COVID-19 en Chine, déclenchant une nouvelle crise, qui a perturbé les marchés alimentaires et énergétiques et a aggravé l'insécurité alimentaire.

Ainsi, tout au long de l'année 2022, la conjoncture économique, en particulier dans l'industrie, s'est progressivement détériorée, entraînant un ralentissement de la croissance économique mondiale plus marqué dans les économies avancées et dans les économies émergentes. Ce ralentissement, résultant d'un choc d'offres, était dû à l'inflation élevée et à une forte remontée des taux directeurs des grandes banques centrales.

Le conflit ukrainien a exacerbé les perturbations des chaînes d'approvisionnements mondiales, entraînant une hausse du cours des matières premières, notamment énergétiques. Bien que les prix des matières premières soient peu à peu revenus sur des niveaux plus « normaux » fin 2022, le choc a été suffisant pour générer des effets plus structurels et durables. En conséquence, l'inflation dans le monde a accéléré tout au long de l'année 2022, atteignant dans certaines économies deux chiffres.

Face à une inflation galopante, plusieurs banques centrales, principalement dans les économies avancées, ont adopté un durcissement de leurs politiques monétaires, en relevant leurs taux d'intérêt directeurs. Le durcissement de la politique a été plus marqué dans les économies avancées, sauf le Japon qui a poursuivi sa politique monétaire ultra-accommodante. Dans les économies émergentes, plusieurs Banques Centrales, dont la Chine, la Turquie et la Russie, ont opté pour une politique monétaire accommodante, pour soutenir la croissance économique.

Ces changements de politique monétaire dans les économies avancées ont entraîné une forte volatilité du marché des changes et des principaux indices boursiers. Sur le marché des changes, le dollar US a surperformé les principales devises internationales. Quant au marché financier, il a enregistré des contreperformances en 2022, après une année 2021 satisfaisante, les principaux indices boursiers ayant terminé l'année en baisse.

1.1. Evolution de l'activité économique mondiale

L'activité économique mondiale a ralenti en 2022, sous l'effet des tensions géopolitiques, notamment le conflit russo-ukrainien. Le ralentissement de la croissance économique

mondiale reflète essentiellement l'effet du durcissement des politiques monétaires et des prix toujours élevés, qui se traduisent par des conditions de financement moins favorables, des revenus réels plus faibles, et une dégradation de la confiance des entreprises et des ménages. Ainsi, la croissance économique mondiale a reculé à 3,4% en 2022 contre un rebond de 6,3% l'année précédente. Ce recul a concerné toutes les régions du monde. Ainsi, dans les économies avancées, le PIB réel a reculé à 2,7% contre 5,4% une année plus tôt, tandis que dans les économies émergentes et en développement, la croissance économique a ralenti, passant de 6,9% en 2021 à 3,4% en 2022. Au niveau de l'Afrique subsaharienne, la croissance économique a décéléré pour atteindre 3,9% contre 4,8% en 2021.

1.1.1. Evolution de l'activité économique dans les économies Avancées

Malgré un pouvoir d'achat réduit par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, les Etats-Unis ont enregistré une croissance de 2,1 %. Cette croissance est tirée, quasi exclusivement, par la consommation dans les services. Ainsi, le pays revient dans un rythme de croissance naturelle, après la récession de 2,8 % pour cause de Covid-19, en 2020, et le rebond de 5,9 % de 2021.

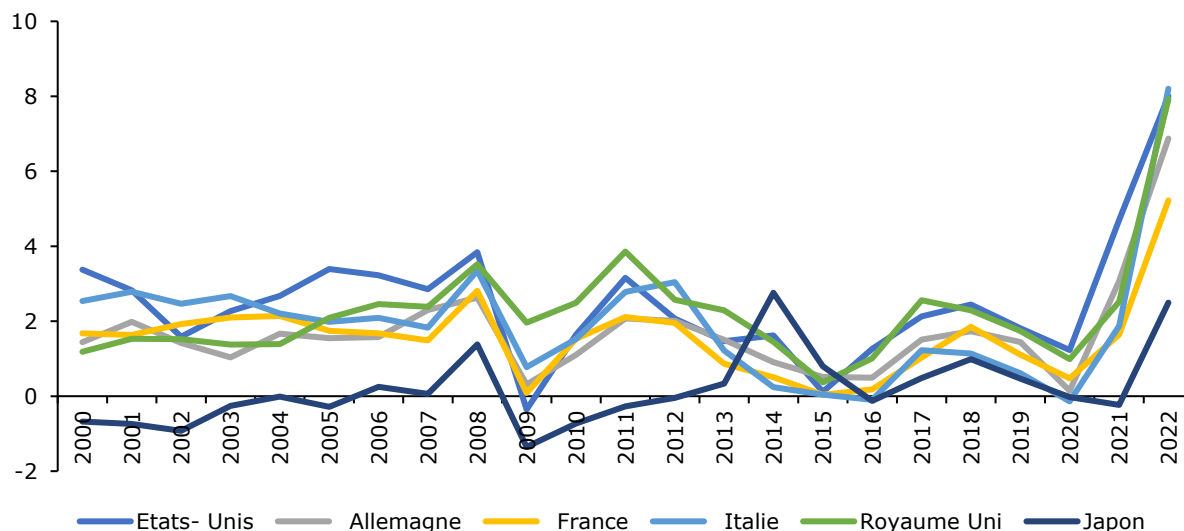
Le PIB de la zone euro a progressé de 3,5 % par rapport à 2021, un chiffre supérieur à celui de la Chine (3%) et des Etats-Unis (2,1%). L'activité économique européenne semble bien résister aux conséquences négatives de la guerre en Ukraine, grâce notamment à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et à la réouverture récente de l'économie chinoise.

L'économie allemande a enregistré une croissance de 1,9 % en 2022, malgré la guerre en Ukraine, la crise énergétique qui en découle, ainsi que les problèmes persistants observés sur les chaînes d'approvisionnement. Cette croissance est due à l'augmentation de la demande intérieure résultant de la levée des restrictions liées à la pandémie de Covid-19. En France, la croissance a atteint 2,6 % en 2022, malgré la crise sanitaire et la guerre en Ukraine. Après avoir rebondi de 7,0 % en 2021, l'économie italienne a fait preuve de résilience, en enregistrant une croissance de son PIB de 3,8 % en 2022, portée principalement par la demande intérieure.

Sur l'ensemble de l'année 2022, le Japon a enregistré une croissance de 1 % de son PIB, contre 1,1% en 2021. Il a ainsi connu une deuxième année de croissance consécutive après un plongeon de 4,3% en 2020, causé par la pandémie. L'économie japonaise est soutenue par la reprise de la consommation et des investissements. Elle bénéficie également de la politique monétaire ultra-accommodante poursuivie par la Banque du Japon malgré une inflation en hausse.

Le Royaume-Uni a bien évité la récession en 2022, grâce à la progression de son PIB de 0,1% au quatrième trimestre 2022. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2022, le PIB britannique a augmenté de 4,1% après 7,4% l'année précédente.

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées



Source : OCDE

1.1.2. Evolution de l'activité économique dans les économies émergentes et en développement

La stricte application de la politique de « zéro Covid » et la crise dans le secteur immobilier ont plombé l'économie chinoise en 2022. Ainsi, la Chine a vu son produit intérieur brut croître de 3%, contre une progression de 8% en 2021. Une contre-performance qui s'explique principalement par la crise sanitaire, qui a désorganisé l'industrie chinoise et la consommation, et la crise immobilière qui a pesé lourdement sur l'activité.

Le PIB indien devrait croître de 7 % lors de l'exercice 2022-2023, contre 8,7 % lors de l'exercice précédent. L'économie indienne pâtit à la fois de la récession mondiale, de l'inflation et du durcissement des politiques monétaires.

Le PIB de la Russie s'est contracté de 2,1% en 2022, résistant mieux que prévu à l'impact des lourdes sanctions occidentales après l'offensive de Moscou en Ukraine. L'explication de cette apparente résilience de l'économie russe tient d'abord à la hausse des prix des hydrocarbures en 2022, qui a compensé la baisse du volume des exportations. L'industrie métallurgique, notamment de l'armement, a également soutenu l'activité économique russe.

Le Brésil a enregistré une croissance de son PIB de 2,9% en 2022, essentiellement acquise grâce au dynamisme des services et de l'industrie, tandis que le secteur de l'agriculture et de la pêche a reculé. La croissance du Brésil a également été tirée par la consommation

des ménages, favorisée par des mesures de soutien mises en place par le gouvernement, comme la revalorisation des minimas sociaux (Bolsa Familia).

Malgré la réduction des taux d'intérêt, les fluctuations du prix de la livre turque et une forte inflation, l'économie turque poursuit sa croissance constante, due à la forte demande de ses produits et à la hausse considérable de l'industrie manufacturière et des exportations. Ainsi, l'économie s'est accrue de 5,6 % en 2022.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a ralenti à 3,9 % en 2022, après 4,8 % en 2021, en raison de la faiblesse des investissements et de la chute des exportations. La région a subi plusieurs chocs, dont la faiblesse de la demande extérieure, la forte hausse de l'inflation mondiale, des coûts d'emprunt plus élevés et des événements climatiques défavorables.

Au Nigeria, l'activité économique s'est accrue de 3,1 % en 2022, soutenue principalement par le secteur des services. Toutefois, ce taux de croissance, comparé aux 3,4 % enregistrés en 2021, indique un ralentissement de la croissance économique nigériane, résultant de la contreperformance des secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

L'économie ghanéenne, confrontée à une crise économique, est parvenue à réaliser une croissance de 3,1% en 2022, soutenue par l'agriculture, l'industrie et les services. La crise a été provoquée par, entre autres, une crise de la dette publique et une forte dépréciation de la monnaie.

Dans l'UEMOA, l'activité économique est restée soutenue, en dépit d'une conjoncture internationale morose et d'un environnement sociopolitique et sécuritaire interne fragile. Le taux de croissance du PIB de l'Union est estimé à 5,7% en 2022, après 6,1% en 2021. Cette bonne tenue de l'activité économique, nonobstant les divers chocs subis, est consécutive, notamment, à l'intensification des investissements dans les Etats membres ainsi qu'à la bonne tenue des activités manufacturières, commerciales et des services.

1.2. Cours de matières premières et Inflation

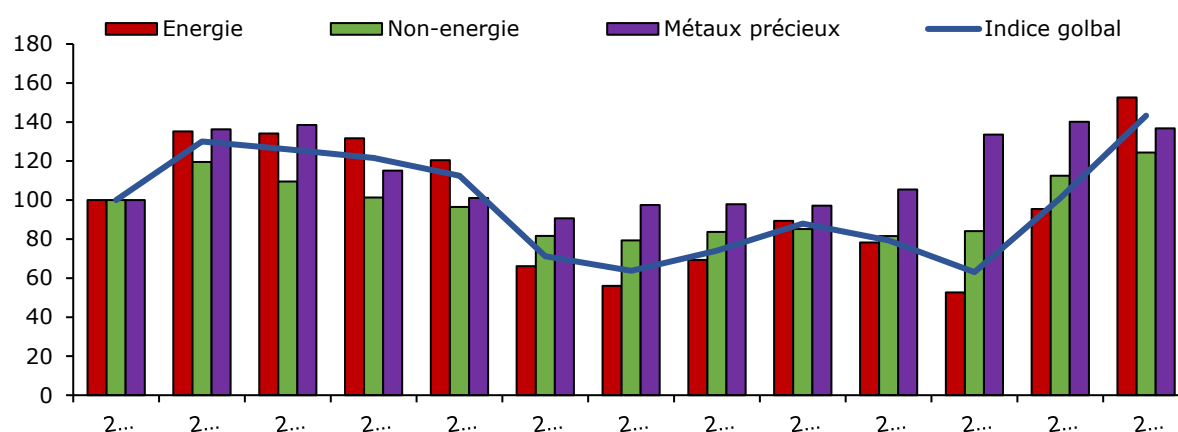
Le conflit russo-ukrainien a provoqué des perturbations majeures dans l'approvisionnement en matières premières. Les deux pays sont d'importants exportateurs d'énergie et de produits agricoles. Les perturbations ont exacerbé les tensions existantes sur les marchés des produits de base à la suite de la reprise après la pandémie de COVID19, qui a vu la demande mondiale rebondir et limiter l'offre après 2020. En conséquence, la volatilité des prix des produits de base a augmenté les prix des denrées alimentaires et accentué la pression inflationniste dans le monde entier.

1.2.1. Cours des matières premières

Au cours de l'année 2022, les cours des matières premières ont poursuivi leur hausse entamée depuis 2021 à la suite de l'ouverture des économies lors de la pandémie de la Covid-19. La hausse des cours des matières premières a été amplifiée par la guerre en Ukraine, entraînant des perturbations dans la production et le commerce des matières premières pour lesquelles la Russie et l'Ukraine sont les principaux exportateurs. En conséquence, les prix ont fortement augmenté pour tous les produits énergétiques et certains produits alimentaires, dont le blé et les oléagineux.

Ainsi, l'indice des matières premières de la Banque Mondiale s'est accru de 41,8 % par rapport à 2021 pour se situer à 143,3 en 2022. Il a été, principalement, tiré par la hausse des prix des produits énergétiques et non énergétiques, et contenu par la baisse des prix des métaux précieux.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des matières (2010=100)

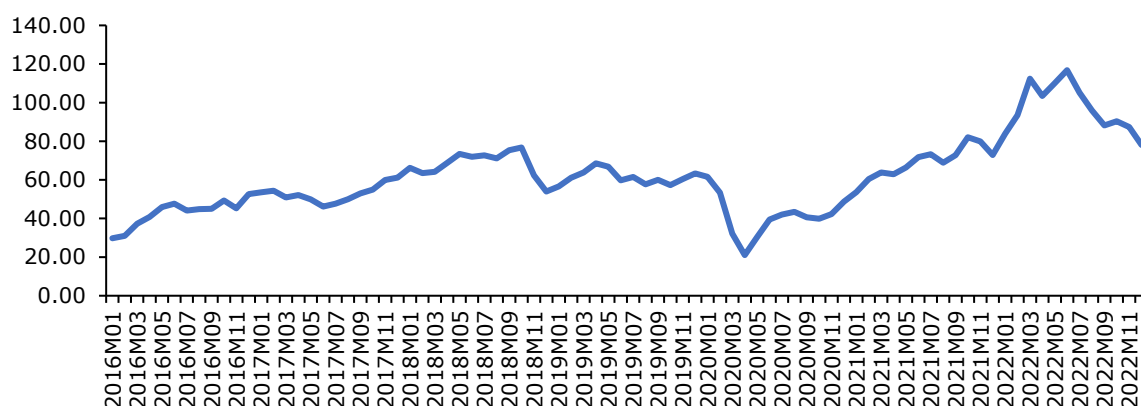


Source : Banque Mondiale

L'indice des produits énergétiques s'est établi à 152,6 en 2022, contre 95,4 en 2021, soit un accroissement de 60 %. Cet accroissement reflète la hausse du cours de tous les produits énergétiques, particulièrement du Gaz naturel. En effet, le prix du gaz naturel est passé de USD 16,1 le mètre cube en 2021 à USD 40,3 en 2022, soit une augmentation de 150,3 %.

Les prix du pétrole, bien qu'ils aient baissé depuis mi-juin, sont restés élevés en 2022. Après avoir atteint USD 116,8 le baril en juin 2022, ils sont ressortis en moyenne à USD 97,1 en 2022, contre USD 69,1 en 2021, soit une hausse de 40,6 %. Les cours du pétrole ont été affectés par de fortes incertitudes géopolitiques (intensité de la guerre en Ukraine, sanctions contre le pétrole russe, politique sanitaire en Chine) et économiques (inflation élevée, rapidité des resserrements monétaires, perspectives de croissance mondiale).

Graphique 3 : Evolution du cours du pétrole



Source : Banque Mondiale

L'indice des matières premières non énergétiques s'est établi à 124,4, en hausse de 10,6 % par rapport à 2021. Il est tiré par les prix des fertilisants, dont l'indice a augmenté de 54,8 % par rapport à 2021, pour se situer à 235,7. Le marché mondial des engrais était déjà soumis à de fortes pressions avant la guerre. Étant donné que les engrais à base d'azote sont produits à partir de gaz naturel (ou de charbon dans le cas de la Chine), les prix élevés de ces matières premières avaient déjà poussé certains prix des engrais à leur plus haut niveau depuis 2010.

Quant aux produits agricoles, leur indice s'est accru de 13,3 % pour s'établir à 106,3. Parmi les produits agricoles, les prix ont particulièrement été élevés au niveau des produits alimentaires, notamment les céréales (21,4 %) et les produits oléagineux (14,4 %). Les cours des céréales ont principalement été portés par les prix du blé qui ont fortement augmenté suite à la baisse de l'offre due à la guerre en Ukraine. En effet, le prix du blé s'est situé à USD 381,9 la tonne en 2022, contre USD 281,7 en 2021, soit un accroissement de 35,6 %. La baisse de l'offre est due à l'interruption des exportations de l'Ukraine, en raison de la fermeture de tous les ports ukrainiens de la mer Noire, qui représentent environ 90 % des exportations de blé de l'Ukraine.

Cependant, les cours des métaux précieux ont baissé de 2,4 % par rapport à 2021, leur indice se situant à 136,8. Le marché des métaux précieux a subi les effets du ralentissement de l'économie mondiale, de la poursuite du conflit russo-ukrainien et des niveaux d'inflation élevés, qui ont impacté négativement les prix de la plupart des métaux précieux. Ainsi, les prix du Platinium et de l'argent ont baissé de 11,9 % et de 13,4 %, respectivement, tandis que le prix de l'or s'est légèrement accru de 0,1 %, passant de USD 1 799,6 l'once en 2021 à USD 1 800,6 en 2022.

Le prix de l'argent a été entravé par un ralentissement de l'activité économique mondiale. La demande industrielle, qui représente plus de la moitié de la demande d'argent, s'est effondrée. Quant au prix de l'or, sa baisse reflète la faiblesse de la demande

d'investissement en or, en faveur d'autres actifs qui bénéficient de la remontée des taux d'intérêt des Banques Centrales des économies avancées. La faible demande de bijoux, notamment en Chine en raison des restrictions pandémiques intermittentes, a également pesé sur les prix de l'or.

1.2.2. Evolution de l'inflation

L'année 2022 a été marquée par une forte inflation, qui a atteint des sommets élevés. Alors que les goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement exerçaient déjà une forte pression à la hausse sur les prix, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Certains de ces facteurs s'étant atténués au cours des derniers mois de l'année, ils ont été suivis d'effets de second tour qui ont conduit à une inflation généralisée.

Aux Etats-Unis, l'inflation a atteint des sommets sans précédent depuis les années 1970. Elle a commencé à 7,5 % en janvier et a finalement grimpé à 9,1 % en juin avant de retomber à 6,5 %. La hausse des prix du pétrole et les problèmes persistants de la chaîne d'approvisionnement de Covid-19 ont maintenu les prix des denrées alimentaires à un niveau élevé. Une pénurie de puces à semi-conducteurs s'est poursuivie au premier semestre 2022, maintenant les prix des voitures neuves et d'occasion à un niveau élevé.

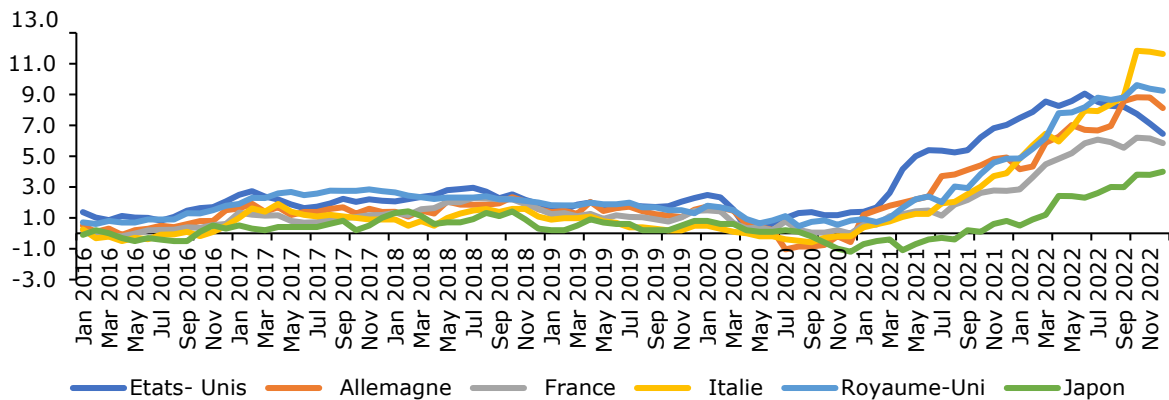
Dans la zone Euro, l'inflation en glissement annuel a plus que triplé, atteignant le niveau le plus élevé jamais mesuré à 9,2 %, contre une valeur annuelle de 2,9 % en 2021. Les prix ont grimpé sous l'effet notamment des perturbations dans les chaînes d'approvisionnements mondiales et de la crise énergétique engendrée par le conflit en Ukraine. Le gaz étant un élément important de la composition énergétique des économies européennes, les prix élevés de l'énergie ont été particulièrement marquants.

L'augmentation des prix dans la zone euro est plus marquée dans les prix à la consommation du logement, de l'eau, du gaz et d'autres combustibles, qui ont augmenté de 18 % en un an. Selon les pays, les taux annuels les plus élevés ont été enregistrés en Hongrie (25,0%), en Lettonie (20,7%) et en Lituanie (20,0%), tandis que les taux annuels les plus bas ont été enregistrés en Espagne (5,5%), au Luxembourg (6,2%) et en France (6,7%). En Allemagne et en Italie, l'inflation a atteint 9,6 % et 12,3 %, respectivement.

Après avoir atteint un pic de 11 % en octobre 2022, l'inflation britannique s'est établie à 10,5% en décembre 2022, nourrie par les prix de l'énergie et de l'alimentation élevés, les tensions sur le marché du travail, les difficultés des chaînes d'approvisionnements et les conséquences du Brexit.

Graphique 4: Inflation dans les économies avancées

Graphique 4 : Inflation dans les économies avancées

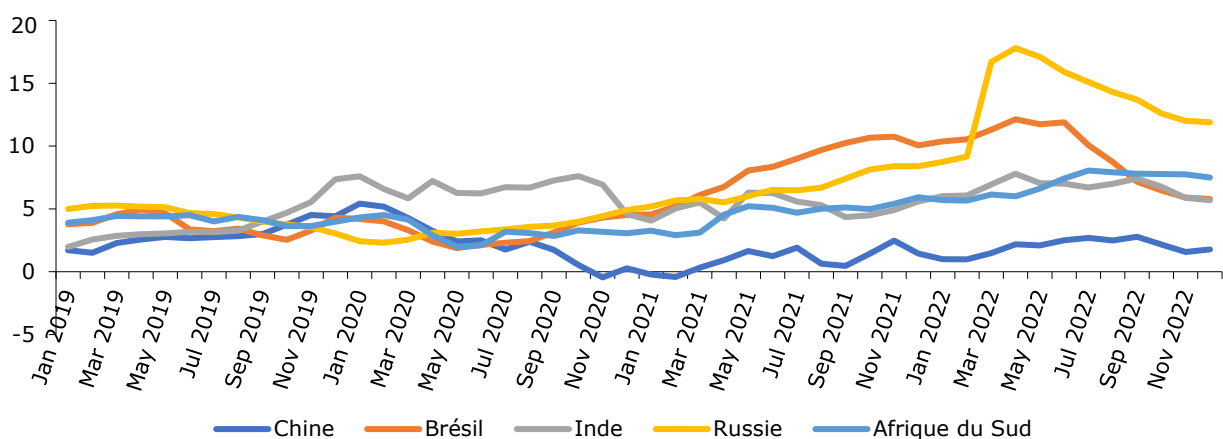


Source : OCDE

Au Japon, l'inflation atteint son plus haut niveau depuis plus de 31 ans, son taux s'établissant à 4,0 %. Toutes les composantes de l'indice des prix à la consommation ont augmenté à un rythme plus rapide. Les facteurs liés au coût, notamment un yen en baisse et des prix élevés des matières premières, ont principalement soutenu la hausse des prix au Japon.

Alors que les pays du monde entier étaient aux prises avec une inflation élevée en 2022, le Brésil a atteint l'un des taux les plus bas parmi les pays du G20, son taux d'inflation se situant à 5,79 % en 2022, contre 10,06 % en 2021. L'inflation était en partie due à la flambée des prix des matières premières après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Elle a été tirée fondamentalement par les aliments et les boissons, qui ont vu leur prix augmenter de 11,64 % au cours de l'année.

Graphique 5 : Inflation dans les économies émergentes



Source : FMI

1.3. Politique monétaire

Après plus d'une décennie de taux bas, les banques centrales ont dû remonter brutalement leurs taux d'intérêt directeur pour contrer l'inflation. L'année 2022 a ainsi été marquée par

un resserrement monétaire rapide dans les économies avancées, à l'exception du Japon qui a maintenu son taux directeur inchangé. Parallèlement à la remontée des taux directeurs, les banques centrales ont entamé une réduction de leurs bilans (resserrement quantitatif).

1.3.1. Politique monétaire dans les économies avancées

De nombreuses Banques Centrales à travers le monde ont procédé à un resserrement de leurs politiques monétaires tout au long de l'année 2022. C'est la Réserve Fédérale Américaine (FED) qui a donné le ton. Avec six hausses successives, la fourchette du taux des fonds fédéraux a été relevée de [0,0 % - 0,25 %] à [4,0 % - 4,50 %].

Dans la zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) n'est pas restée en marge dans la lutte contre l'inflation galopante, même si elle a changé l'orientation de sa politique monétaire tardivement. En juillet 2022, la BCE a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis 2011, suivi de trois hausses de taux supplémentaires, entraînant une augmentation globale de 2,5 points de pourcentage en 2022.

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a également procédé à un durcissement de sa politique monétaire pour faire face à la forte inflation subie par le Royaume. Ainsi, après huit hausses successives, le taux directeur a été porté à 3,50 % à fin 2022.

A la différence de la plupart des grandes banques centrales dans le monde, la Banque du Japon a poursuivi sa politique monétaire ultra accommodante, malgré des signes d'une hausse des prix et des salaires dans l'archipel. Elle a ainsi maintenu son directeur à -0,1 % durant 2022. L'institution n'a pas non plus modifié sa politique de contrôle de la courbe des taux, qui permet au rendement des emprunts d'État (JBG) à dix ans de fluctuer de 50 points de base dans les deux sens par rapport à l'objectif de 0 %.

1.3.2. Politique monétaire dans les économies émergentes et en développement

La majorité des économies émergentes, en particulier l'Inde et le Brésil, ont aussi connu un resserrement monétaire en 2022, face aux pressions inflationnistes et aux resserrements des taux de la Fed. A l'inverse, la Chine a abaissé plusieurs fois ses taux pour soutenir l'investissement et le crédit immobilier. De même, en Russie et en Turquie, les Banques Centrales ont adopté des politiques monétaires accommodantes.

La Réserve Banque de l'Inde a entamé un cycle de politique monétaire resserrée en mai 2022, peu après la flambée des prix engendrée par la guerre en Ukraine. Son taux directeur, fixé alors à 4,0%, a été porté à 6,25 % à fin 2022, après 5 hausses consécutives.

La Banque Centrale du Brésil (BCB) a poursuivi une politique monétaire restrictive jusqu'en août 2022 où elle a mis un terme à la série de 12 hausses consécutives de son taux

directeur (le taux Selic). En effet, face à la hausse constante de l'inflation, la BCB a été amenée à rehausser son taux directeur de 1 175 points de base, depuis le mois de mars 2021, à 13,75% à fin 2022, pour contenir l'inflation.

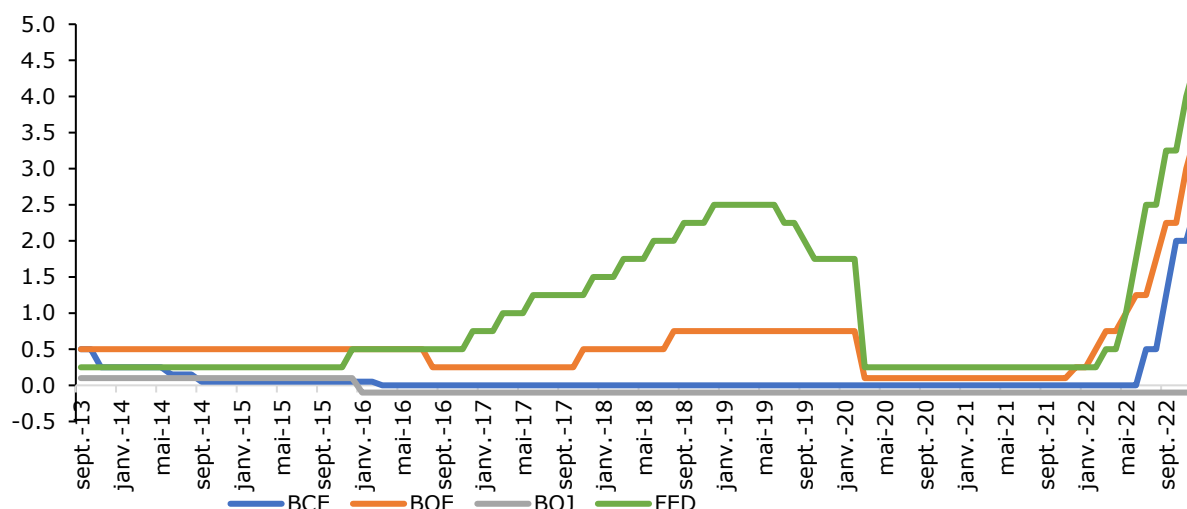
La Banque Centrale chinoise s'est engagée à soutenir la demande intérieure et à maintenir une croissance "efficace" du crédit. Elle a accordé une priorité à la stabilisation de la croissance, de l'emploi et des prix, ainsi que le soutien à l'expansion de la demande intérieure. Ainsi, la politique monétaire est devenue modérément accommodante à la suite de mesures d'assouplissement modestes fondées sur les taux d'intérêt, des réductions du taux de réserves obligatoires et de l'utilisation de politiques de crédit structurelles pour orienter le crédit aux PME et aux autres emprunteurs.

En Russie, après avoir augmenté son taux directeur à 20 % en février 2022, dans la foulée des premières sanctions internationales, la Banque Centrale de la Russie (BCR) a adopté une politique monétaire accommodante. Elle a en effet procédé à 6 baisses successives, ramenant son taux directeur de 20 % à 4 % à fin 2022. Cette orientation accommodante de la politique monétaire visait à soutenir l'économie mise en difficulté par les sanctions occidentales à la suite de l'invasion de l'Ukraine.

En Turquie, en dépit de la forte hausse de l'inflation et à rebours des théories économiques classiques, la Banque Centrale a opté pour une politique monétaire accommodante, à rebours de la politique suivie par ses homologues du G20. Elle a baissé son taux directeur de 500 points de base plusieurs fois de suite pour le porter à 9 % en décembre 2022. Elle entend ainsi privilégier la croissance et les exportations à la stabilité des prix.

Graphique 6 : Evolution du taux directeur des principales Banques Centrales

Graphique 6 : Evolution du taux directeur des principales Banques Centrales



Source : Bloomberg

1.4. Marché des changes et marché financiers

Le choc inflationniste, la crise énergétique et le durcissement des conditions monétaires ont alimenté la volatilité tant sur les marchés d'actions que d'obligations. Les indices européens ont fait preuve d'une meilleure résilience que les indices américains et émergents en raison de leur plus forte pondération en valeurs de rendement.

1.4.1. Evolution des principales devises internationales

Comme en 2021, le marché des changes est marqué par l'appréciation du dollar par rapport aux principales devises internationales. En effet, la Fed a relevé ses taux directeurs plus rapidement que les autres banques centrales et la forte hausse de l'incertitude a soutenu la devise américaine. Dans l'ensemble, l'indice du dollar, qui est utilisé pour mesurer la valeur du dollar par rapport à un panier de devises largement utilisées dans le commerce international, s'est apprécié de plus de 12 % en 2022.

Par rapport à l'euro, le dollar s'est apprécié de 6,8 %, le taux de change de l'euro passant de USD 0,88 en décembre 2021 à USD 0,94 en décembre 2022, après avoir dépassé la parité en septembre 2022. La livre sterling a perdu plus de 10 % de sa valeur par rapport au dollar américain (USD) en 2022, tombant à des niveaux record en septembre 2022, après que le Gouvernement britannique a annoncé une série de réductions d'impôts. En décembre 2022, le taux de change GBP/USD s'est situé à 1,22 contre 1,35 en décembre 2021, soit une dépréciation de 8,7 %. La livre a baissé sous l'effet des perspectives de l'économie britannique moins bonne et de l'inflation galopante, en raison des sanctions contre la Russie.

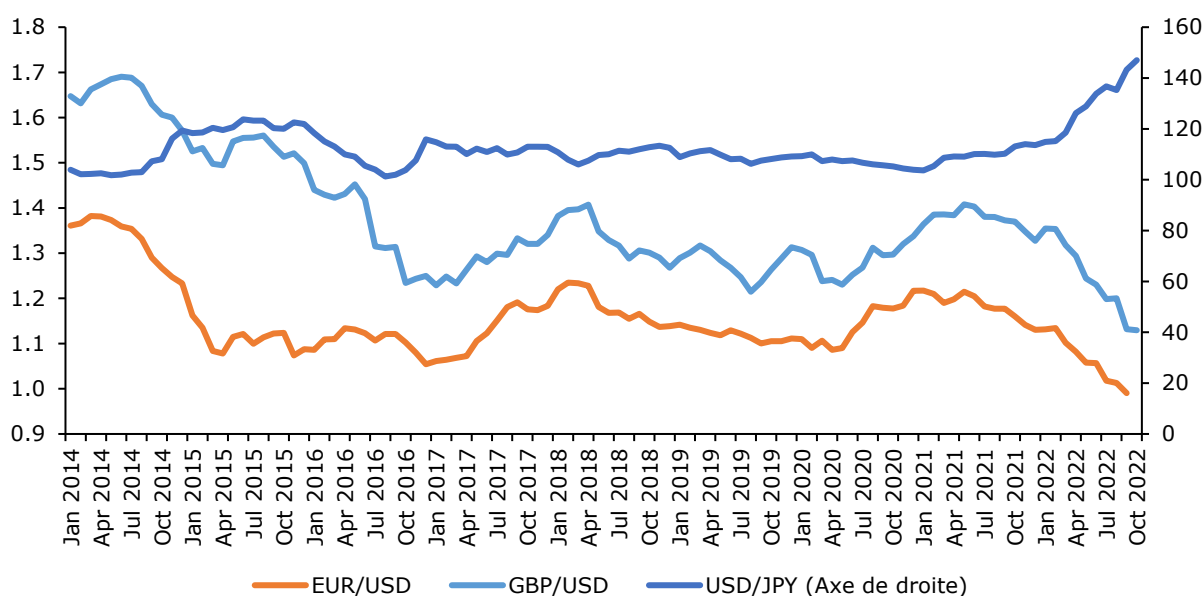
Le yen a enregistré la plus forte baisse, avec une perte de plus de 10 % par rapport au dollar américain, en grande partie due au déficit commercial du Japon et à la position accommodante de la Banque du Japon (BoJ). Ainsi le dollar s'est apprécié de 19,2 % par rapport à décembre 2021, en s'échangeant contre JPY 135,42 en décembre 2022.

Dans les économies émergentes, le yuan chinois s'est déprécié de 9,7 % par rapport au dollar qui s'est échangé contre CNY 6,98 en décembre 2022. En Inde, la roupie a aussi perdu environ 10 % de sa valeur face au dollar, malgré de multiples interventions de la Banque Centrale Indienne (RBI). Le taux de change du dollar US est passé de INR 75,37 en décembre 2021 à INR 82,46 en décembre 2022, soit une dépréciation de 9,4 %.

Le rouble russe a été performant en 2022, en dépit des sanctions internationales. Il s'est apprécié de 11,36 % par rapport au dollar US. Le taux de change du dollar US est ainsi passé de RUB 73,72 en décembre 2021, contre RUB 65,34 en décembre 2022. La valeur de la monnaie russe a été renforcée grâce aux prix élevés du pétrole en 2022.

De même, le réal brésilien s'est apprécié par rapport au dollar US, dopé par la hausse du prix des matières premières, le rééquilibrage des portefeuilles d'investissement sur les marchés et un différentiel de taux d'intérêt réel important. Le dollar s'est échangé contre BRL 5,24 en décembre 2022, soit une dépréciation de 7,2 % par rapport à décembre 2021.

Graphique 7 : Evolution du cours des principales monnaies internationales



Source : Bloomberg

1.4.2. Evolution des principales places boursières

L'année 2022 a été une année difficile pour le marché boursier américain depuis la crise financière mondiale de 2008 sur fond de resserrement de la politique monétaire américaine. Les marchés des actions ont subi des pertes allant de 15 à 30% et, aussi, les marchés obligataires ont subi une baisse similaire. Le tout étant lié aux mouvements sur les taux d'intérêt qui ont grimpé de près de 2,5% depuis le début de l'année.

Ainsi aux Etats-Unis, les trois principaux indices de Wall Street ont enregistré leur première baisse annuelle depuis 2018. L'indice Nasdaq, où se concentrent les valeurs technologiques, a ainsi baissé de 33,1 % tandis que le Dow Jones a replié de 8,78 % et l'indice élargi S&P 500, le plus représentatif du marché américain, a lui reculé de 19,1 %.

Les places financières européennes ont également connu une année 2022 difficile, souffrant du cycle de hausse des taux agressif des grandes banques centrales pour contrer une inflation record et de l'anticipation de répercussions très négatives de la guerre en Ukraine. L'indice européen Stoxx 600, qui représente 600 des principales capitalisations boursières européennes, a reculé de plus de 12 % en 2022. La bourse de Francfort a enregistré un recul de 15,2 % de l'indice vedette DAX. Le CAC 40 a baissé de 9,50 % par rapport au 31 décembre 2021. En revanche, le MIB 40, qui est le principal indice de la bourse italienne, s'est accru de 4,67 % en 2022.

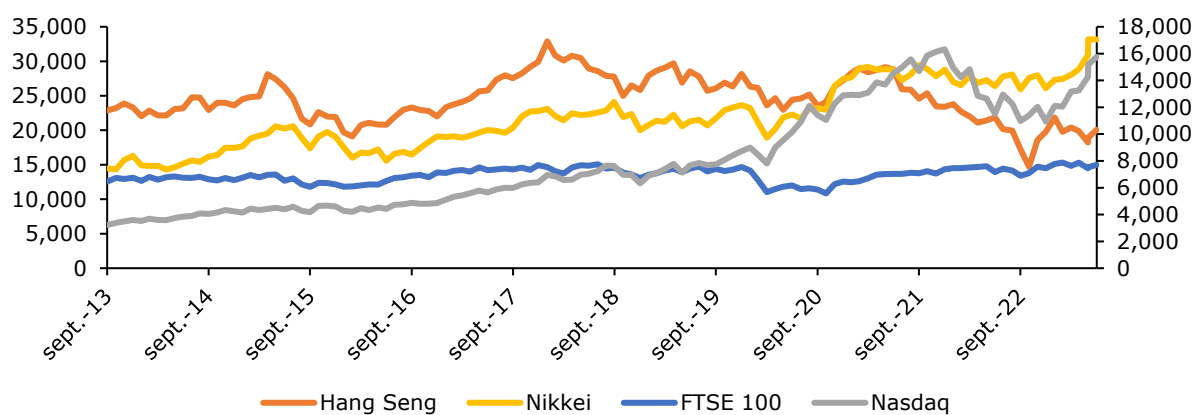
La place financière britannique a résisté, avec une croissance de 0,91 % de l'indice principal, le FTSE 100, qui fait une relative belle figure. Cependant, le FTSE 250 perd de 19.71 %. Le FTSE 100 a été soutenu par une forte hausse des cours des actions des sociétés énergétiques et minières, secteurs qui ont bénéficié de la décision de la Russie de plonger l'Europe dans une crise d'approvisionnement en gaz.

La moyenne de référence Nikkei 225 a terminé l'année en baisse de 9,4%, sa première baisse annuelle en quatre ans, impacté par la guerre de la Russie en Ukraine et les craintes d'une éventuelle récession mondiale à la suite d'un resserrement monétaire agressif par les banques centrales, qui ont compensé l'impact de solides bénéfices des entreprises avec la chute historique du yen.

En Asie, la Bourse de Shanghai a perdu plus de 15,1 %, sa pire année depuis 2018, tout comme la Bourse de Shenzhen (-21,63 %). La place de Hong Kong a chuté de plus de 15 %, pire performance depuis 2011.

En Turquie, le BIST 30, la Bourse d'Istanbul, a triplé de valeur en 2022, une surprenante exception sur une année marquée par la chute des cours ailleurs dans le monde. Il a progressé de 163 % en devise locale, soutenu par les investisseurs locaux.

Graphique 8 : Evolution des principaux indices boursiers



Source : Bloomberg

CHAPITRE 2 : CROISSANCE ECONOMIQUE NATIONALE ET INFLATION

Au cours de l'année 2022, l'économie guinéenne a été dynamique, malgré l'environnement économique international caractérisé par le durcissement des conditions financières, la crise russo-ukrainienne et la recrudescence de la pandémie de la Covid-19 en Chine. Ce dynamisme s'est traduit par l'accélération de la croissance économique liée à la performance du secteur secondaire, notamment le sous-secteur minier.

Le dynamisme de l'économie guinéenne reflète les performances macroéconomiques du pays, dans un contexte de refondation et de rectification institutionnelle. Il a également été soutenu par les réformes institutionnelles mises en place par les Autorités de la transition.

En effet, l'activité économique nationale est caractérisée par la mise en œuvre du Programme de Référence Intermédiaire (PRI) 2022-2025, l'amélioration du climat des affaires et les réformes dans le secteur minier. A cela, s'ajoute la mise en œuvre du Plan de Relance Économique (PRE) 2022-2025, qui a contribué à consolider la reprise économique à travers les projets à Haute Intensité de main d'œuvre identifiés par les Bureaux de Stratégie de Développement (BSD) des Départements sectoriels.

Du côté de l'offre, la croissance observée est soutenue par la bonne performance des activités secondaires, notamment celles du secteur extractif.

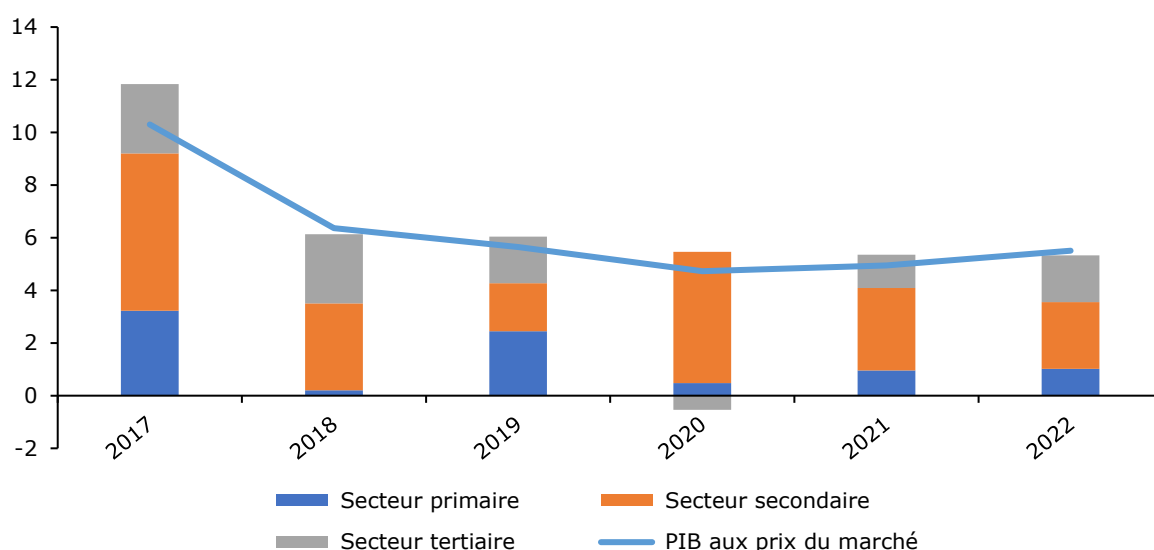
Du côté de la demande, elle est portée essentiellement par les investissements privés, notamment miniers.

Concernant l'inflation, la Guinée s'est dotée d'un indice national harmonisé des prix à la consommation couvrant les huit régions administratives et portant sur 615 produits, contrairement à l'ancien indice qui ne couvrait que la région de Conakry et concernait 312 produits.

2.1. Analyse de la croissance du côté de l'offre

La croissance économique s'est établie à 5,5 %, contre 4,9 % en 2021. Ce niveau de croissance est essentiellement lié à la bonne performance du secteur secondaire, notamment le secteur minier. En effet, le secteur secondaire a contribué à 3,1 % à la croissance économique, contre une contribution de 1,3 % et 1,0 % pour les secteurs tertiaire et primaire, respectivement.

Graphique 9 : Contribution des secteurs à la formation du PIB (en %)

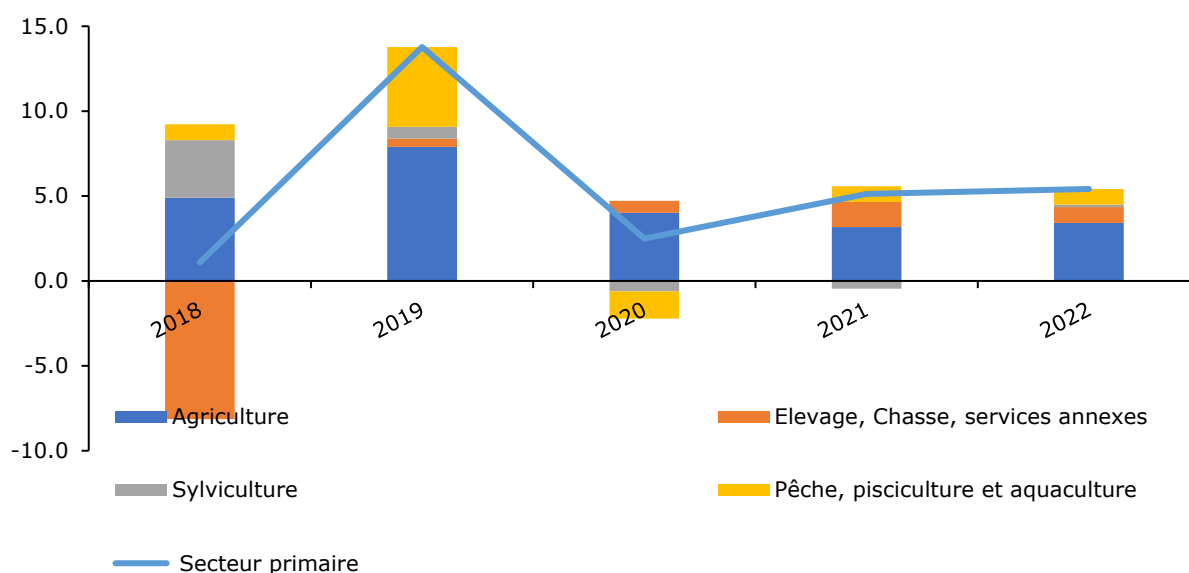


Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

2.1.1. Secteur primaire

Comme en 2021, le secteur primaire a enregistré une croissance de 5,4 %. La croissance du secteur est essentiellement portée par la bonne tenue des activités agricoles, des activités du sous-secteur « élevage, chasse et services annexes et celles du sous-secteur « Pêche, pisciculture et aquaculture » dont les contributions respectives à la croissance du secteur sont de 3,4 %, 0,9 % et 0,9 %.

Graphique 10 : Contribution des sous-secteurs à la croissance du secteur primaire (en %)



Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

En dépit des difficultés d'approvisionnement en intrants et de l'augmentation des coûts de production, la production du sous-secteur agricole s'est accrue de 6,5 % en 2022, contre une croissance de 6,1 % l'année précédente.

Le taux de croissance du sous-secteur de l'élevage s'est établi à 5,9 % en 2022, contre 9,7 % en 2021. L'épidémie de grippe aviaire qui a sévi dans le Grand Conakry et la fermeture de centaines de fermes avicoles sont les principales causes de ce ralentissement du sous-secteur.

Les activités de pêche ont augmenté de 4,6 % en 2022. Elles sont portées par les mesures de lutte contre les pratiques illicites et la réduction du nombre de permis accordés par type de navires de pêches semi industrielle.

Les activités de sylviculture ont augmenté de 1,2 % en 2022, contre une baisse de 3,6 % en 2021, résultant de l'allègement des mesures prises par les autorités pour limiter la coupe abusive du bois, reboiser 1 000 hectares et créer des forêts pour la production du bois de chauffe sur 2 790 hectares.

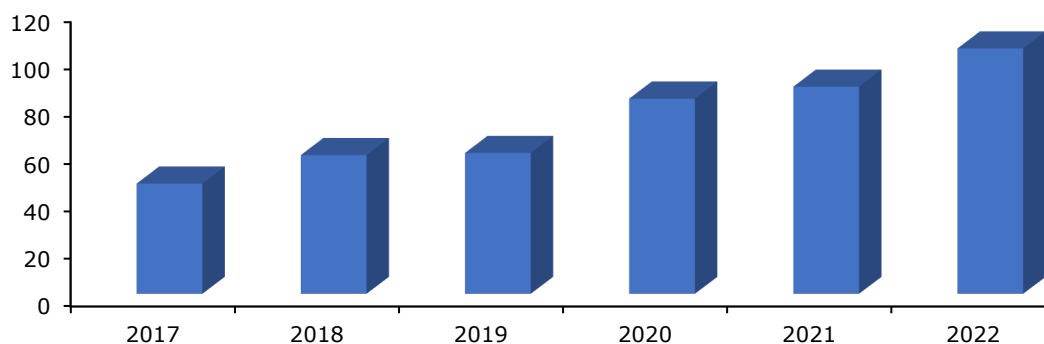
2.1.2. Secteur secondaire

Les activités dans le secteur secondaire se sont accrues de 6,8 % en 2022, contre 8,6 % en 2021. Ce ralentissement est lié à la baisse du rythme de la croissance des activités extractives et à celle de la production et distribution d'eau et d'électricité.

Les activités extractives ont augmenté de 8,6 % en 2022, contre une hausse de 12,4 % l'année précédente. Cette baisse de rythme de croissance est liée à la baisse de la production artisanale de l'or, à la baisse de la production de l'alumine Friguia et à la baisse de la production du fer liée à l'arrêt des activités de la SMFG.

La production de la bauxite a atteint 103,5 millions de tonnes en 2022, en hausse de 18,4 % par rapport à 2021.

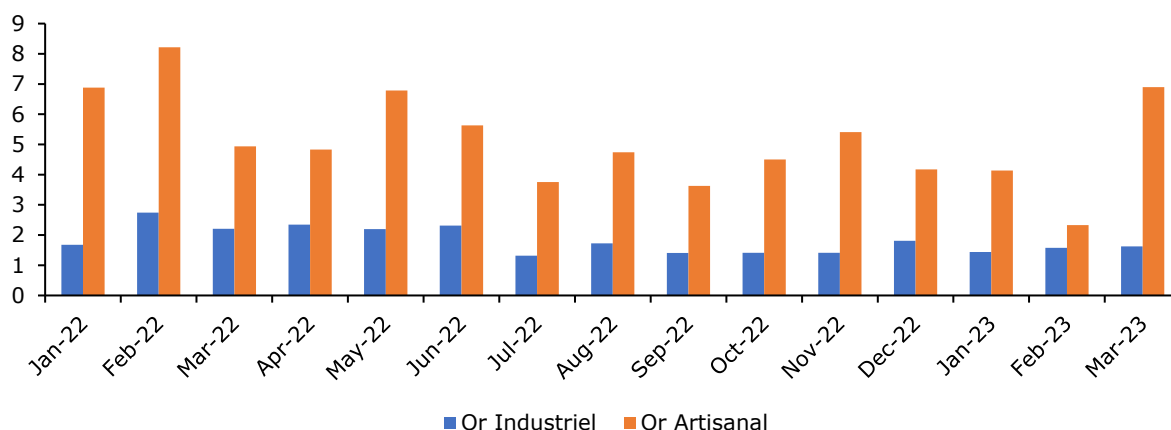
Graphique 11 : Evolution de la production de la bauxite (en millions de tonnes)



Source : Ministère des Mines et de la Géologie

La production d'or a diminué de 4 % par rapport à 2021, pour atteindre 89,3 tonnes en 2022, en lien avec la forte baisse de la production artisanale. Les expéditions d'or, enregistrées au niveau de la BCRG, ont baissé de 17,7 % par rapport à 2021, pour s'établir à 86 tonnes en 2022.

Graphique 12 : Evolution des expéditions d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Le taux de croissance des activités de production de l'eau, de l'électricité et du gaz s'est établi à 7,5 % en 2022, contre 11,3 % en 2021. Les difficultés de paiement des factures cumulées par la clientèle depuis le début de la pandémie de Covid-19, malgré la subvention de l'État, sont les principales raisons du ralentissement du sous-secteur.

La quantité d'eaux produites a atteint 63,1 millions de m³ en 2022, contre 63,3 millions de m³ l'année précédente. La production d'électricité se situe à 3,2 millions de Mwh en 2022, contre 2,9 millions de Mwh en 2021.

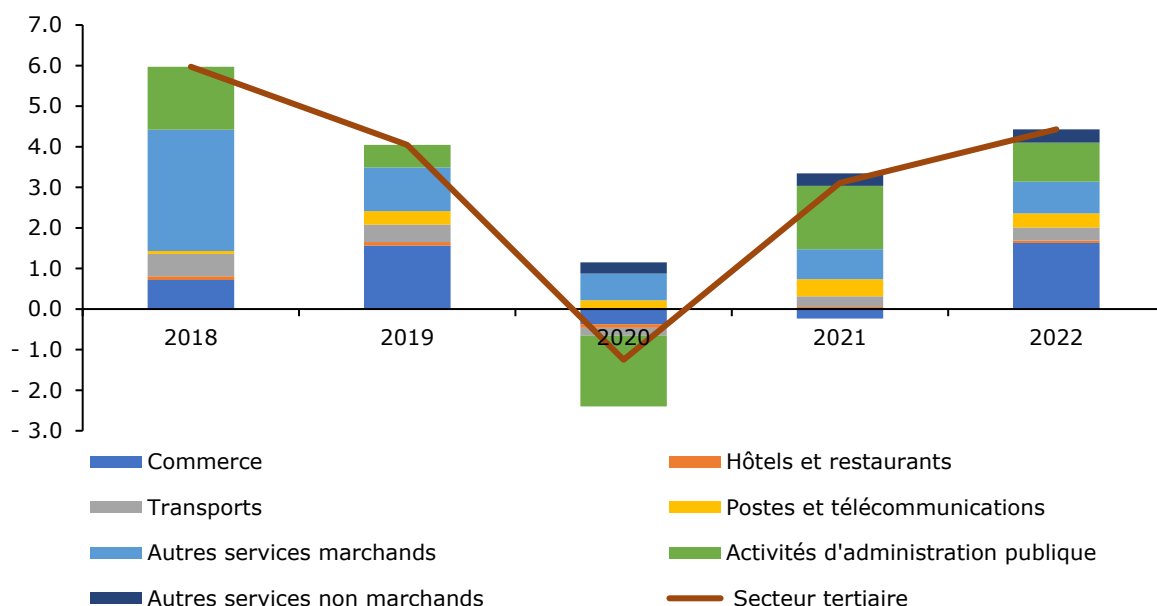
La hausse de la demande et l'amélioration progressive de la chaîne d'approvisionnement ont permis une bonne tenue des activités de fabrication. En effet, le taux de croissance des activités de fabrication de produits alimentaires et de boissons s'est établi à 5,9 % en 2022, contre 3,1 % en 2021. De même, les activités de fabrication d'autres produits manufacturiers augmentent de 2,5 % en 2022, contre 2,4 % en 2021.

Quant aux activités de construction, leur taux de croissance s'est situé à 4,8 % en 2022, contre 4,4 % en 2021. Cette performance résulte de la poursuite des travaux de construction des infrastructures routières (routes nationales, voirie urbaine de Conakry, échangeurs, ...).

2.1.3. Secteur tertiaire

Les activités du secteur tertiaire ont crû de 4,4 % en 2022, contre 3,1 % en 2021, essentiellement tirées par les activités commerciales et celles de l'administration publique qui ont contribué respectivement à 1,6 % et 1,0 % à la croissance du secteur.

Graphique 13 : Contribution des sous-secteurs à la croissance du secteur secondaire (en %)



Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

Après un recul de 0,6 % en 2021, le sous-secteur du commerce s'est accru de 4,2 % en 2022, en lien avec l'ouverture des frontières par les autorités de transition et la levée des mesures de barrière sanitaire liées à la pandémie de COVID-19.

Le taux de croissance des activités de transport s'établit à 3,3 % en 2022, contre 2,7 %. L'allègement des mesures de restriction de déplacement, la suppression des barrages érigés à l'intérieur du pays et la remise en service du train Conakry Express sont les principales raisons de l'amélioration des activités du sous-secteur. Le trafic aérien s'est accru de 20,1 % par rapport à 2021, pour se situer à 10 228 vols en 2022. Le nombre de passagers à l'aéroport a atteint 625 080 passagers, en hausse de 37,3 %.

Les activités du sous-secteur de l'hôtellerie ont progressé de 3,2 % en 2022, contre 2,5 % en 2021, résultant de la reprise de la clientèle dans les complexes hôteliers et à la réouverture des lieux de divertissement et de rassemblement (salles de jeux, bars, plages, etc.).

Quant aux activités de postes et télécommunications, elles ont ralenti en 2022 avec un taux de croissance de 13 %, contre 18,2 % en 2021. Ce ralentissement est dû à la baisse du nombre d'abonnés de certains opérateurs et à la baisse du télétravail. En 2022, avec

plus de 13 millions d'abonnés de la téléphonie mobile, 7 millions d'abonnés internet et plus de 1 800 employés, le secteur de télécommunication connaît un taux de pénétration de 100,3 % pour la téléphonie mobile, 20 % pour le mobile money et 52,3 % pour l'internet.

Le départ à la retraite de plusieurs fonctionnaires a ralenti les activités des services de l'administration publique, qui ont progressé de 5,1 % en 2022, contre 8,6 % l'année précédente.

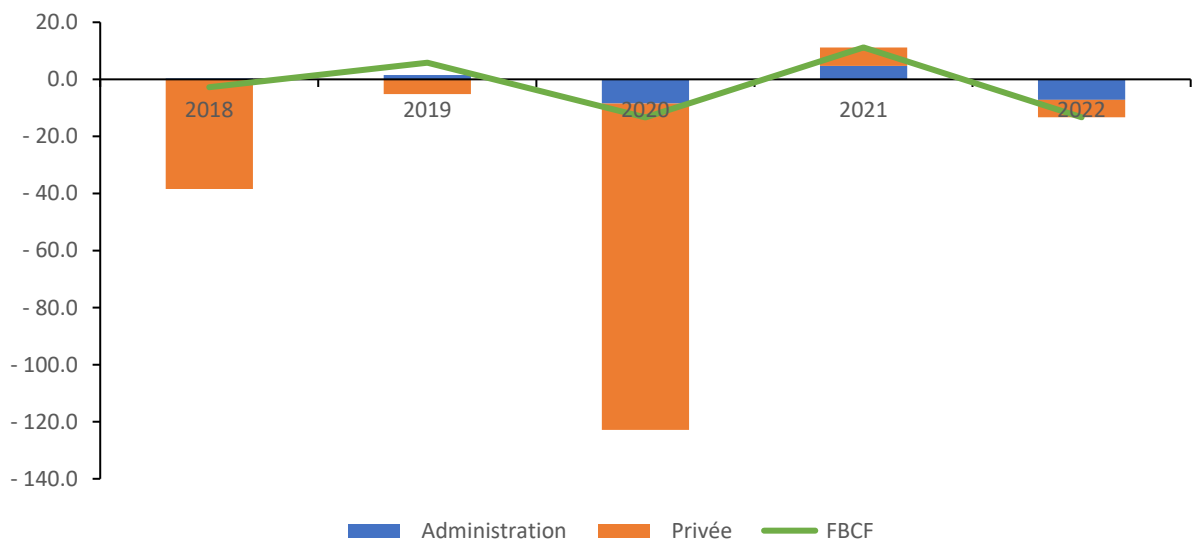
2.2. Analyse de la croissance du côté de la demande

Du côté de la demande, la croissance du PIB est portée par les exportations des biens et services résultants de l'augmentation de la demande des produits miniers.

2.2.1. Investissements

Les investissements ont baissé de 13,3 % en 2022, contre 11,2 % l'année précédente, en lien avec le retard accusé dans le démarrage des travaux de construction des infrastructures inscrits au Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025. Au cours de l'année, les investissements de l'administration publique et ceux du secteur privé ont baissé respectivement de 50,7 % et 7,1 %. Au niveau des investissements privés, les investissements miniers ont chuté de 29,3 %, tandis que les investissements des ménages ont légèrement augmenté de 0,4 %.

Graphique 14 : Contribution à la formation du FBCF (en %)



Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

2.2.2. Consommation et échanges extérieurs de biens et services

Compte tenu des mesures de rationalisation des dépenses prises par les nouvelles autorités, la consommation finale a ralenti en passant d'une croissance de 7,7 % en 2021 à une croissance de 1,9 % en 2022. Ce ralentissement est soutenu par la baisse de 3,9 % de la consommation publique, en lien avec la baisse des subventions et transfert (à la suite de la diminution des subventions accordées par l'Etat à la SEG) et celle des dépenses courantes (suite aux réformes engagées pour l'assainissement du fichier de la fonction publique et à la mise à la retraite de nombreux fonctionnaires). Toutefois, ce ralentissement est atténué par la hausse de 6,1 % de la consommation privée.

2.3. Inflation

A partir d'août 2022, l'Institut National de la Statistique a commencé à produire l'indice national harmonisé des prix à la consommation qui couvre toutes les régions administratives et concerne 615 produits, contrairement à l'ancien indice qui ne concernait que la région spéciale de Conakry et portait sur 312 produits. Ce nouvel indice a pour année de base 2019 et comprend 12 fonctions, contre 10 fonctions pour l'ancien indice.

L'indice national harmonisé des prix à la consommation a baissé de 0,1 % par rapport à novembre 2022. Cette baisse résulte de celle des prix de 0,9 %, 0,3 %, 0,4 % et 0,1 %, respectivement à Boké, Kankan, Faranah et N'zérékoré.

2.3.1. Composantes de l'indice des prix à la consommation

Selon la fonction de consommation, la diminution de l'indice national en décembre 2022 est notamment imputable aux fonctions « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles », « Articles d'habillement et chaussures », et « Santé », qui baissent respectivement de 1,3 %, 0,2 % et 0,1 %. Cette baisse est atténuée par les hausses des prix des composantes « Alimentations et boissons non alcoolisées (+0,1%) », et « Biens et services divers (+0,5%) ».

La baisse des prix de la fonction « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » résulte de celle des prix des « combustibles solides et autres ». Les baisses des prix des « articles de ménage non durable » et ceux de « mobilier pour chambre à coucher et salle de bain » ont impacté négativement les prix de la fonction « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer ». Quant à la fonction « Santé », la légère baisse des prix découle de celle des prix des médicaments modernes (antipaludéen, anti-hémorroïdes et coton hydrophile).

Selon l'état des produits, les produits frais ont augmenté de 0,2 %, tandis que les prix des « produits hors énergie et produits frais » ont baissé légèrement de 0,1 %, par rapport au

mois de novembre. Par rapport à la provenance, les prix des produits locaux ont diminué de 0,1 % tandis que les produits importés ont augmenté de 0,1 %. Quant aux secteurs de production, les prix des produits des secteurs secondaire et primaire ont reculé, chacun de 0,1 %.

Tableau 1: Indice des prix suivant l'état des produits en 2022

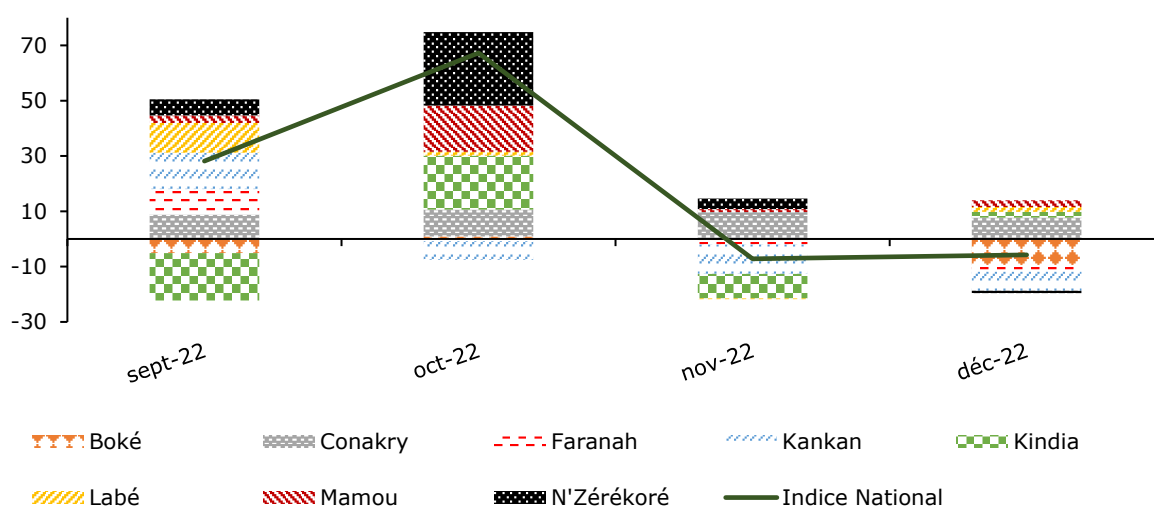
	Pondération	juin	juil.	Août	sept	oct.	nov.	déc.
Indice Global	10000	136,2	137,8	138,5	138,9	139,8	139,7	139,6
Energie	624	132,9	138,9	138,5	141,6	142,4	141,2	139,7
Produits frais	3845	145,1	147,3	148,3	146,1	147,4	146,9	147,2
Hors Energie et Produits frais	5531	130,4	131,1	131,7	133,5	134,3	134,5	134,4

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.2. Evolution des prix par régions administratives

La baisse de l'indice national des prix à la consommation est portée, essentiellement, par celle des prix à Boké, Kankan, Faranah et N'Zérékoré.

Graphique 15 : Contribution des indices des régions à la formation de l'indice national (en %)



Source : Institut National de la Statistique

A Boké, l'indice des prix baisse de 0,9 % par rapport à novembre 2022, en lien avec la baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (- 1,9 %), des « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-2,9 %) et les prix de la fonction « santé » (-1,7 %).

A Conakry, l'indice harmonisé des prix a augmenté de 8,6 % en décembre 2022, contre 12,5 un an auparavant, essentiellement tiré par les prix des composantes « Alimentations et boissons non alcoolisées » (15,7 %), « Restaurants et hôtels » (27,5 %) et « Transports » (+15,3%). La hausse des prix de la fonction « Alimentations et boissons non alcoolisées » s'explique principalement par la perturbation de la chaîne

d'approvisionnement, en lien avec la poursuite des travaux de construction des infrastructures routières.

Selon l'état des produits, la hausse des prix à Conakry, en glissement annuel, est soutenue par les produits frais et des produits hors « énergie et produits frais », qui augmentent respectivement de 14,6 % et 6,7 %. Par nature des produits, l'accroissement des prix à la consommation dans la région de Conakry résulte à la fois de la hausse de 12,5 % des prix des produits importés et 8,6 % des produits locaux. Selon le secteur de production, la hausse des prix dans la région de Conakry est tirée principalement par les prix des produits du secteur primaire (32,6 %).

L'indice des prix à Faranah a baissé de 0,4 %, consécutivement à la diminution des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,0 %), des « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (- 2,9 %) et des « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (- 2,3 %).

Compte tenu de la diminution des prix des « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles », des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » et de « santé », l'indice des prix baisse de 0,3 % à Kankan.

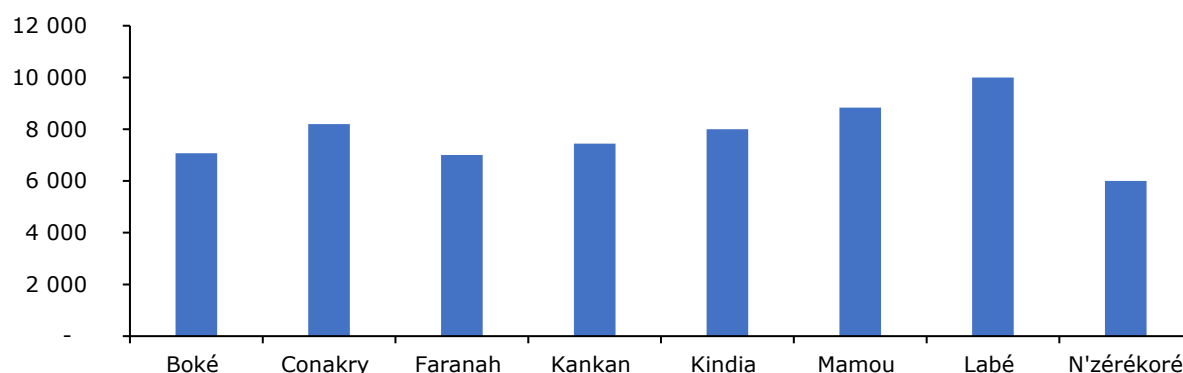
A N'Zérékoré, l'indice des prix baisse légèrement de 0,1 %, en raison, principalement, de la diminution des prix « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles », des « articles d'habillement et chaussures » et des « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants ».

Toutefois, à Kindia, à Labé et à Mamou l'indice des prix augmentent respectivement de 0,2 %, 0,3 % et 0,4 % respectivement, du fait de l'accroissement des prix « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer ».

2.3.3. Evolution des prix des produits de première nécessité

En moyenne, le kilogramme du « riz local étuvé rouge, Barabara » s'est vendu à GNF 7 818, en décembre 2022, dans le territoire national. Cette variété de riz coûte moins cher à N'Zérékoré, avec GNF 6 000 le kilogramme, tandis que le même kilogramme coûte GNF 10 000 dans la région de Labé et GNF 8 200 à Conakry.

Graphique 16 : Evolution du prix du riz local étuvé rouge, Barabara (en Francs Guinéens)



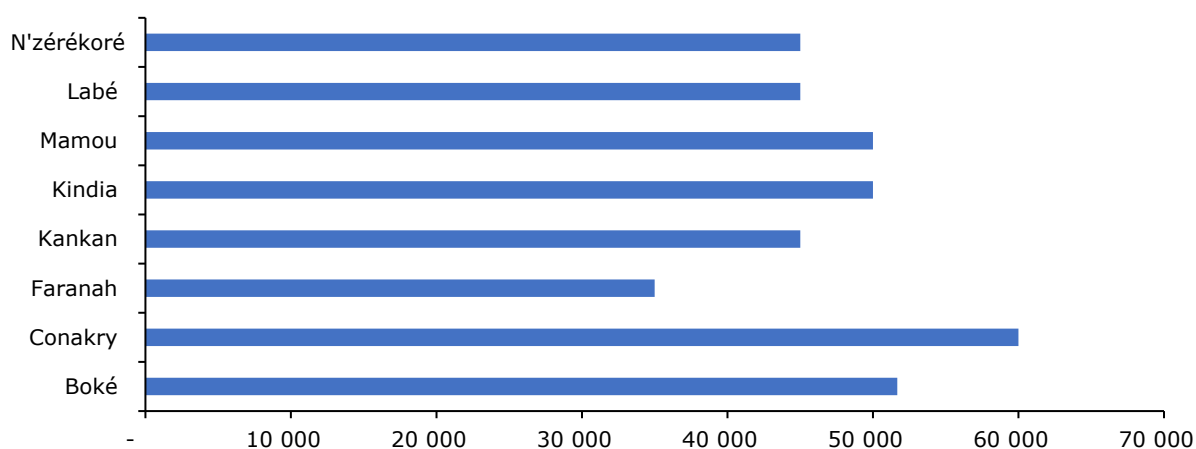
Source : Institut National de la Statistique

Quant au « riz importé de luxe, type Thaïlande » le prix minimum du kilogramme à Faranah (GNF 6 500), contre un maximum de GNF 8 011 à Labé. La moyenne du prix du kilogramme du riz, au niveau national, est de GNF 7 065.

En décembre 2022, les prix du carburant (Essence à la pompe, gasoil à la pompe, essence en vrac et gasoil en vrac) sont restés au même niveau sur l'étendue du territoire national. Cette situation s'explique par le fait que les prix de ces produits sont administrés par les autorités. En effet, le prix d'un litre s'établit à GNF 12 000 pour l'essence et le gasoil à la pompe et GNF 13 000 pour l'essence et le gasoil en vrac.

Le kilogramme de la « viande fraîche de bœuf local » se vend, en moyenne, à GNF 47 708, avec un minimum de GNF 35 000 à Faranah et un maximum de GNF 60 000 à Conakry. Le niveau élevé des prix à Conakry s'explique par les frais induits par les déplacements des bœufs de l'intérieur vers la Capitale.

Graphique 17 : Evolution du prix de la viande fraîche de bœuf local (en Francs Guinéens)



Source : Institut National de la Statistique

Quant au Poulet vivant, il coute moins cher à Mamou, avec GNF 44 444 le poulet, contre GNF 71 670 à Boké et GNF 56 315 à Conakry. Le prix moyen du poulet vivant dans l'ensemble des régions est de GNF 53 947.

Encadré 1 : Nouvel Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC).

L'Institut National de la Statistique a commencé à publier, à partir d'Août 2022, un nouvel Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation. Ce nouvel indice a pour année de base l'année 2019 et couvre toutes les régions administratives de la Guinée, contrairement à l'ancien indice qui se limitait uniquement à la Capitale. Les pondérations utilisées proviennent de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) réalisée en 2019.

Le panier considéré pour le calcul de cet indice, est composé de 615 variétés de produits suivies dans 5 619 points de vente au niveau national. Le nouvel indice comprend 12 fonctions, contre 10 fonctions pour l'ancien indice.

La première maquette de publication de ces nouveaux indices est élaborée depuis août 2022. Des coefficients de raccordement ont permis de rendre les indices antérieurs, base 2002, comparables aux nouveaux indices.

Pour la Région de Conakry, il est possible de calculer les évolutions en glissements annuels.

Tableau 2 : Prix des produits de première nécessité par région administrative

Variété	Boké	Conakry	Faranah	Kankan	Kindia	Mamou	Labé	N'Zérékoré
Riz local étuvé rouge, BARABARA	7 071	8 200	7 000	7 440	8 000	8 833	10 000	6 000
Riz importé de luxe, type Thaïlande	8 008	7 000	6 500	6 833	6 000	7 167	8 011	7 000
Farine de blé	8 000	9 200	6 500	8 833	11 000	9 000	10 040	9 000
Viande fraîche de bœuf local au kg	51 667	60 000	35 000	45 000	50 000	50 000	45 000	45 000
Poulet vivant	71 670	56 315	49 123	50 278	53 941	44 444	56 608	49 419
Daurade rouge (Sinapa) frais	42 500	67 993	27 105	22 667	40 405	47 333	40 094	11 574
Kouta frais (baracouda)	37 500	32 060	36 566	51 476	41 615	33 000	27 463	14 026
Bonga fumé	20 515	41 594	16 017	35 000	41 866	42 373	24 876	23 077
Konkoe fumé	115 798	54 042	76 928	79 365	80 353	98 333	47 402	75 000
Sardinelles fumées/séchées	44 521	23 549	17 777	17 870	25 844	27 693	38 000	29 171
Feuille de manioc	5 254	10 594	5 000	6 007	10 231	9 262	7 800	6 090
Feuilles de patate	5 254	7 655	3 627	6 051	16 761	8 987	5 017	5 941
Haricot blanc	36 881	20 641	7 685	12 660	22 132	23 013	28 579	20 000
Arachides décortiquées	14 926	13 370	8 377	14 286	15 025	19 408	14 152	11 437
Pomme de terre	12 667	11 800	15 000	12 333	9 616	8 575	12 500	16 000
Manioc frais	9 908	6 653	2 542	5 557	8 059	7 532	4 747	8 516
Igname	20 017	14 648	18 526	11 329	22 575	23 628	22 833	12 658
Noix de cola	20 000	53 000	15 000	35 000	40 000	50 000	60 000	15 000
Charbon de bois	2 469	4 028	3 199	1 560	1 931	2 215	3 549	2 500
Bois de cuisine, type kinsi	3 226	4 849	4 481	4 481	4 581	4 444	4 170	5 000

Variété	Boké	Conakry	Faranah	Kankan	Kindia	Mamou	Labé	N'Zérékoré
Essence à la pompe	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Gasoil à la pompe	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Essence en vrac	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000
Gasoil en vrac	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000

Source : Institut National de la Statistique

CHAPITRE 3 : FINANCES PUBLIQUES

La politique budgétaire de l'État en 2022 est réalisée dans un contexte marqué, sur le plan international, par la guerre en Ukraine et la baisse des flux du commerce international. Sur le plan national, ce contexte est marqué par plusieurs facteurs dont, entre autres, la mise en œuvre des mesures de refondation de l'État à travers une gestion transparente, les exonérations accordées sur certains produits de première nécessité et le paiement partiel des arriérés de la dette publique.

L'ensemble de ces facteurs a permis une gestion rationnelle des finances publiques à travers une amélioration des indicateurs budgétaires, bien qu'ils soient déficitaires en 2022. Ainsi, les soldes budgétaires, base engagements, dons inclus et dons exclus, ont enregistré des déficits de 0,7 % du PIB et de 1,1 % du PIB en 2022, respectivement. Ces déficits sont restés dans les normes du programme de coopération monétaire des États membres de la CEDEAO, dont le déficit est fixé à moins de 3,0 % du PIB.

Avec ce niveau de déficit, le taux d'endettement public est passé de 42,5 % du PIB en 2021 à 38,5 % du PIB en 2022.

3.1. Loi de finances 2022

La loi de finances 2022 a été élaborée dans un contexte de poursuite de la guerre en Ukraine et de la flambée des cours des produits énergétiques et alimentaires. Ces éléments ont contribué à l'élaboration d'une loi de finances rectificatives (LFR), qui a été adoptée en septembre 2022. La LFR 2022 ainsi adoptée prévoit un taux de croissance du PIB de 5,1%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 10,2%, un taux de pression fiscale de 14,01% du PIB et un taux de change de 8 800 GNF pour 1 Dollar US.

Les projections dans la loi de finances rectificatives 2022 ont été réalisées dans un contexte de prévision à la hausse aussi bien des recettes publiques que celle des dépenses publiques.

Les recettes publiques étaient en amélioration de 2 %, en lien avec la progression prévue des recettes non fiscales de 99,04 %, dans un contexte de baisse simultanée des recettes fiscales et des dons de 3,8 % et de 32,1 %, respectivement.

Dans le cadre de la moralisation de la gestion publique, les dépenses publiques devraient augmenter modérément de 0,6% par rapport à la loi de finances rectificatives de 2021. Ce niveau de prévision des dépenses publiques serait en lien avec une augmentation des dépenses d'investissement de 18,7 %, en raison des travaux de réalisation des infrastructures publiques, notamment les routes.

En revanche, les dépenses courantes devraient baisser de 2,4 %, par rapport à la LFR de 2021, en lien avec la contraction projetée au niveau des dépenses de personnel (-4,6%), des dépenses sur biens et services (-5,14%) et des charges financières de la dette (- 36,6 %). Cependant, les dépenses de transferts devraient enregistrer une hausse de 6,5 % par rapport à la LFR 2021, en raison des programmes d'amélioration de la bourse des étudiants.

Tableau 3 : Programmation budgétaire (en milliards de GNF et en %)

	LFR 2021 (1)	LFI 2022	LFR2022 (2)	Variation % (1) et (2)
RECETTES TOTALES	25 784,0	26 063,8	26 292,8	2,0
Recette fiscale	23 303,8	23 985,0	22 415,1	-3,8
Recette non fiscale	782,2	1 147,0	1 556,9	99,0
Dons	1 698,0	0,0	1 152,4	-32,1
DEPENSES TOTALES	29 319,0	30 607,7	?	-100,0
Dépenses courants	19 578,6	19 245,8	19 104,7	-2,4
Charges financières de la dette	1 153,1	1 267,4	731,7	-36,6
Dépenses personnel	7 468,7	6 795,4	7 125,7	-4,6
Dépenses de biens et services	3 637,1	3 161,5	3 450,1	-5,1
Dépenses de transferts	7 319,7	8 021,5	7 797,7	6,5
Dépenses d'investissements	8 755,1	10 177,7	10 393,6	18,7
Solde de base	1 532,7	2 066,0		
Solde de base en % PIB	0,93	1,20		

Source : Ministère du Budget

Encadré 1 : Principales réformes fiscales majeures en 2022.

Les principales réformes mises en place en 2022 visent notamment à renforcer la bonne gouvernance et la bonne gestion des ressources fiscales. Ces réformes inscrites dans le nouveau code permettent d'apporter des clarifications tant sur les notions employées que sur les obligations pouvant être mises à la charge du contribuable ou de l'administration fiscale.

I. Retenues sur les traitements et salaires (RTS)

- Rajout d'un nouveau taux de 8% pour la tranche de revenus comprise entre GNF 3 000 001 et GNF 5 000 000 ;
- Application d'un taux de 15% à la tranche de revenus compris entre GNF 10 000 001 et GNF 20 000 000 ;
- Suppression de la déduction forfaitaire de 10% sur la base taxable à la RTS.
- Plafonnement de l'exonération des indemnités forfaitaires de logement, de transport, de panier et repas ainsi que des primes de cherté de vie et de craie, à 25 % du salaire brut de l'employé.

II. Taxe d'Apprentissage (TA)

- Elargissement du champ d'application de la TA aux entreprises employant moins de 30 employés, contre un seuil de 10 employés auparavant ;
- Elargissement du champ des exonérations à toute rémunération versée aux personnes handicapées physiques et aux indemnités versées aux stagiaires dont le stage n'excède pas douze (12) mois avec la limite de GNF 1 200 000 ;
- Réduction du taux de TA de 3% à 2% ;
- Seuil de recouvrement de la taxe fixé à un montant supérieur à 30 000 GNF (soit 2 500 GNF par mois).

III. Impôt sur les sociétés (IS)

- Modification des règles de déductibilité applicables à certaines charges ;
- Le déficit d'un exercice est déductible du bénéfice de l'exercice suivant dans la limite de 70% du bénéfice imposable de cet exercice, mais la part de déficit non déductible en application de cette limite est reportable sans limitation de durée, dans la même limite de 70% ;
- Déductibilité à hauteur de 1,5 ‰, contre 1 ‰ précédemment, des dons, pourboires et libéralités
- Modification de certaines règles d'amortissement des actifs.

IV. Impôt sur les Revenus de Capitaux Mobiliers (IRCM)

- modification du taux de la retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers, qui passe désormais de 10% à 15% du montant brut des revenus distribués.

V. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

- Le seuil d'assujettissement à la TVA est passé de GNF 500 000 000 à GNF 1 000 000 000 du chiffre

3.2. Exécution budgétaire en 2022

A fin décembre 2022, l'exécution du budget s'est traduite par une mobilisation accrue des recettes publiques et une gestion rationnelle des dépenses budgétaires, dans un contexte de refondation nationale. Toutefois, le solde budgétaire s'est détérioré en raison de l'accumulation des manques à gagner sur les recettes et dons, en lien avec les crises actuelles, et malgré la prudence observée par le gouvernement dans l'exécution du budget.

3.2.1. Recettes et dons

Au cours de l'année 2022, la gestion budgétaire est marquée par une bonne performance des ressources publiques, qui a porté essentiellement sur une forte mobilisation des recettes totales dans un contexte de baisse des dons.

En effet, les ressources budgétaires ont augmenté de 8,48 %, passant de GNF 21 344,3 milliards en 2021 à GNF 23 154 milliards en 2022. Le taux de mobilisation des recettes, par rapport à la LFR 2022, se situe à -89 %, dont 99,5 % sont mobilisées par les régies financières et 0,5 % au titre des dons du Fonds commun de l'éducation.

Après avoir enregistré une augmentation de 9,6 % par rapport à 2021 pour se situer à GNF 22 322,5 milliards, les recettes totales affichent un taux de réalisation de près de 87,7 %. Elles reflètent la bonne tenue des recettes tant du secteur non minier que du secteur minier.

Les recettes du secteur non minier, représentant 83 % des recettes totales, sont passées de GNF 17 063,8 milliards en 2021 à GNF 18 408,9 milliards en 2022, soit une augmentation de 7,9 %. Cette performance s'explique par l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales.

En hausse de 1,2 % par rapport à 2021, les recettes fiscales mobilisées, auprès du secteur non minier, se chiffrent à GNF 15 889,4 milliards en 2022, en raison de l'accroissement des contributions directes. La hausse est contenue par la baisse des impôts sur le commerce international et des impôts sur les biens et services.

Les réformes fiscales, notamment la modification de certaines composantes du Code des impôts, dans sa partie impôts sur le revenu, la retenue sur traitements et salaires, ont contribué à l'amélioration des impôts directs. A ce titre, les contributions directes ont atteint GNF 4 081 milliards en 2022, contre GNF 3 050,9 milliards en 2021, soit une progression de 33,8 %, portée, principalement, par les impôts sur les sociétés et les impôts sur le revenu sur les personnes physiques.

Les impôts sur le revenu des sociétés se sont inscrits en hausse de 46,32 % par rapport à 2021 pour se situer à GNF 2 172,5 milliards en 2022. Cette hausse est expliquée par

l'application du Code des impôts portant sur la modification des règles de déductibilité applicables à certaines charges entrant dans le calcul du résultat fiscal des sociétés. Quant aux impôts sur le revenu des personnes, ils se sont accrus de 9,6 % par rapport à 2021 pour se situer à GNF 1 412,2 milliards en 2022, en lien principalement avec l'application d'un taux de 15 % sur la tranche de revenus compris entre GNF 10 000 001 et GNF 20 000 000, et la création d'un nouveau taux de 8,0 % sur la tranche de revenus compris entre GNF 3 000 001 et GNF 5 000 000.

Par ailleurs, les recettes sur le commerce international se sont contractées de 14,7 % par rapport à 2021, pour se situer à GNF 3296,35 milliards en 2022. Cette contraction est imputable à la baisse des droits fiscaux sur les importations de produits pétroliers. De même, les taxes sur les biens et services, générées par le secteur non minier, ont baissé de 3,1 % par rapport à 2021, pour s'établir à GNF 8 508,1 milliards en 2022, en lien avec les exonérations accordées sur certains produits de première nécessité.

En hausse de 84,9 % par rapport à 2021, les recettes non fiscales du secteur non minier se sont établies à GNF 2 519,5 milliards en 2022, imputable à la bonne performance de toutes les composantes, notamment les redevances et dividendes (43,0%), les ventes de documents administratifs (9,3%) et les recettes des jeux de loteries (17,2%).

Tableau 4 : Evolution des recettes du secteur non minier en milliards de GNF et en pourcentage

	2021	2022	Variation en %	Part en % en 2022
Recettes du secteur non minier	17 063,8	18 404,9	7,9	82,4
Recettes fiscales	15 701,3	15 885,4	1,2	86,3
Contribution directe	3 050,9	4 081,0	33,8	25,7
Impôts sur les sociétés	1 484,8	2 172,5	46,3	53,2
Impôts sur le revenu des personnes	1 288,6	1 412,2	9,6	34,6
Impôts sur le patrimoine	22,4	45,7	103,9	1,1
Autres contributions directes	255,2	450,7	76,6	11,0
Taxe sur les biens et services	8 784,1	8 508,1	-3,1	53,6
Impôts sur le commerce international	3 866,3	3 296,4	-14,7	20,8
Recettes non fiscales	1 362,5	2 519,5	84,9	13,7

Source : Ministère du Budget

Après avoir enregistré une baisse en 2021, les recettes du secteur minier se sont renforcées de 18,2 % en 2022, pour s'établir à GNF 3 913,6 milliards. Cette amélioration est portée principalement par l'encaissement des taxes minières à l'extraction et des droits fiscaux à l'exportation.

En effet, les taxes minières à l'extraction sont passées de GNF 1 166,0 milliards en 2021 à GNF 1 476,1 milliards en 2022, soit une hausse de 26,6 %, imputable à l'augmentation

de la production minière. De même, le droit fiscal à l'exportation s'est amélioré de 25,1 % par rapport à 2021, pour se situer à GNF 1 902 milliards en 2022, résultant de la hausse des exportations des produits miniers. Cependant, les redevances d'exploitation minière ont atteint GNF 57,3 milliards en 2022, contre GNF 143 milliards en 2021, soit une régression de 60 %.

Tableau 5 : Evolution des recettes du secteur minier en milliards de GNF et en pourcentage

	2021	2022	Variation en %	Part en % en 2022
Recettes du secteur minier	3 309,9	3 913,6	18,2	
Recettes fiscales	3 159,8	3 850,2	21,9	98,4
Impôt sur les sociétés minières	256,6	472,2	84,0	12,3
Taxe Minière à l'Extraction (TME)	1 166	1 476,1	26,6	38,3
Droit fiscal à l'exportation	1 520,8	1 901	25,1	49,4
Taxe sur les produits miniers	216,4	0,00	-100,0	0,0
Recettes non fiscales	143,0	57,3	-60,0	1,5
Redevances d'exploitation minière	143,0	57,3	-60,0	100,0
Autres recettes	7,0	6,2	-12,2	0,2

Source : Ministère du Budget

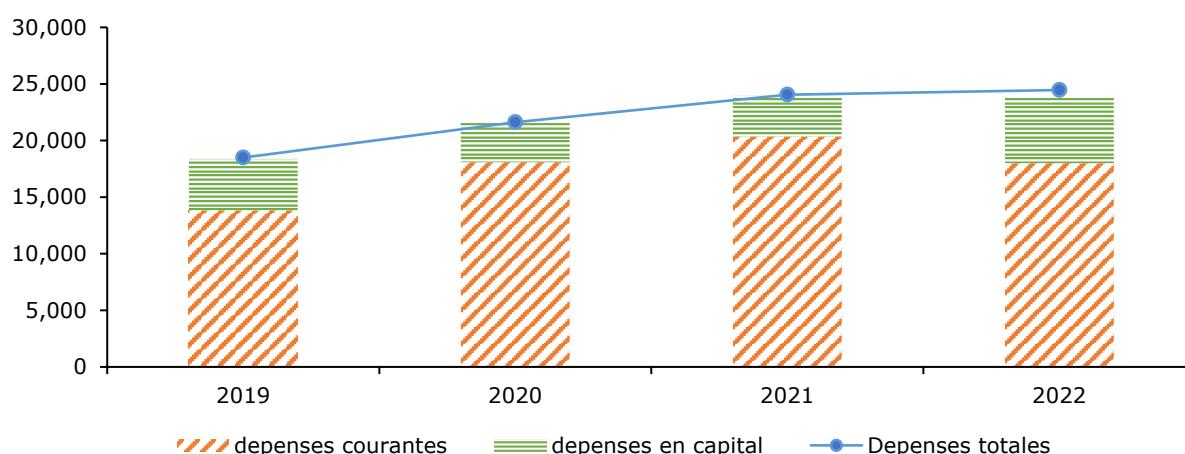
La mobilisation des dons a été faible en 2022, en raison de la situation difficile dans les pays partenaires liée à la crise en Ukraine et à la persistance de la COVID-19. En conséquence, les dons mobilisés ont enregistré une baisse de 14,3 % par rapport à 2021, pour se situer à GNF 831,4 milliards en 2021. Cette baisse est aussi liée à la réduction des dons affectés et des dons non affectés, qui ont diminué de 10,6 % et de 100 %, respectivement.

3.2.2. Dépenses

Au cours de l'année 2022, l'exécution des dépenses budgétaires est caractérisée par la moralisation de la gestion des finances publiques, favorisant une gestion rationnelle de ces dépenses.

Ainsi, les dépenses publiques ont connu une hausse de 1,7 % par rapport à leur niveau de 2021, pour s'établir à GNF 24 464,4 milliards, soit un taux de réalisation de 77 %. Cette évolution est liée à l'augmentation des dépenses en capital, contenue par la baisse des dépenses courantes.

Graphique 18 : Evolution des dépenses publiques (en milliards de GNF).



Source : Ministère du Budget

Au cours de l'année 2022, le gouvernement de la transition a engagé de grands projets, notamment la reconstruction des infrastructures routières dans la capitale et dans les régions administratives du pays. La réalisation de ces projets a entraîné un accroissement de 62,2 % des dépenses en capital qui se sont établies à GNF 5 829,9 milliards en 2022. Cette évolution est liée à l'effet cumulé de l'accroissement des investissements publics sur financement interne, ainsi que ceux des investissements publics sur financement extérieur. En dépit de leur progression, le taux de réalisation des dépenses en capital est ressorti à 45 % pour les investissements sur ressources propres et à 66 % pour les investissements sur financement extérieur.

En hausse de 125,4 % par rapport à 2021, les investissements sur financement interne se sont situés à GNF 3 078,7 milliards en 2022. De même, les investissements sur financement extérieur se sont accrus de 23,5 % par rapport à 2021 pour atteindre GNF 2 751,3 GNF en 2022.

En revanche, avec la politique de moralisation des dépenses publiques, instaurée par les autorités de la transition, les dépenses courantes se sont établies à GNF 17 996,6 milliards en 2022, en baisse de 11,6 % par rapport à 2021. Ces dépenses sont tirées à la baisse par les dépenses primaires et contenues par une augmentation des intérêts de la dette publique.

Les dépenses primaires sont évaluées à GNF 17 215,8 milliards en 2022, contre GNF 19 576,41 milliards en 2021, soit une baisse de 12,1 %. Cette baisse est imputable à la contraction de toutes ses composantes, dont les dépenses sur traitements et salaires, les dépenses pour autres biens et services et les subventions et transferts.

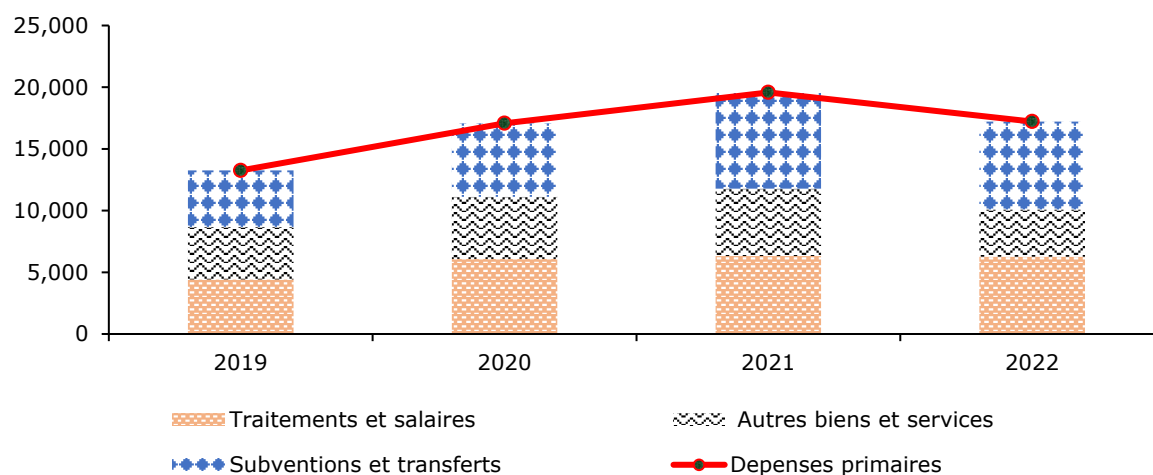
En effet, les dépenses pour traitement et salaire ont modérément baissé de 0,7 % par rapport à 2021, pour se situer à GNF 6 270,5 milliards en 2022. Cette baisse est le fruit

des réformes engagées dans le cadre de l'assainissement du fichier de la fonction publique et de la mise à la retraite de plusieurs fonctionnaires. Elle est surtout tirée par la contraction de la rémunération des fonctionnaires (-17,4 %), de la rémunération des contractuels temporaires (-6,9 %) et des salaires des experts contractuels dans le cadre des projets (- 65,4 %). Cependant, la rémunération des militaires s'est accrue de 85,7 %, en lien avec la valorisation de leur salaire et l'octroi de la promotion en grade à certains militaires.

De même, les dépenses pour autres biens et services ont reculé de 30,0 % par rapport à 2021, en s'établissant à GNF 3 821,5 milliards en 2022. Ce recul est imputable à la gestion rationnelle en fourniture et biens des départements ministériels.

Les subventions et transferts se sont contractés de 8,7 %, en passant de GNF 7 801,1 milliards en 2021 à GNF 7 123,8 milliards en 2022. Cette contraction résulte principalement de la baisse de 40,9 % des subventions accordées par l'État à la Société de l'Électricité de Guinée. Ces subventions représentaient 41,4 % des dépenses primaires.

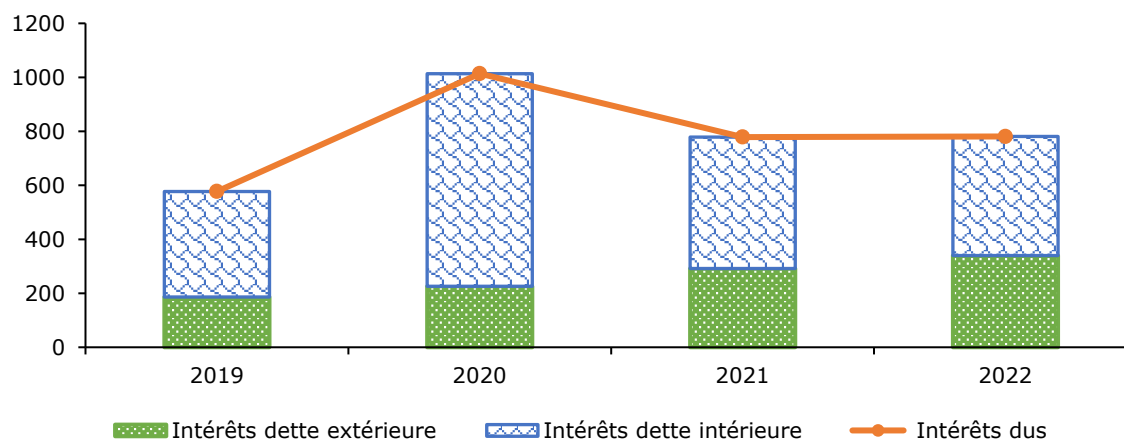
Graphique 19: Evolution de la structure des dépenses primaires (en milliards de GNF) 2019- 2022



Source : Ministère du Budget

Après avoir progressé de 75,6 % en 2021, les intérêts sur la dette ont augmenté de 0,28 %, pour se situer à GNF 780,8 milliards en 2022. Cette augmentation provient de l'accroissement des intérêts sur la dette extérieure, qui sont passés de GNF 291,8 milliards en 2021 à GNF 339,8 milliards en 2022, soit une progression de 16,4 %. Cependant, les intérêts sur la dette intérieure se sont contractés de 9,4 % par rapport à 2021, pour s'établir à GNF 441 milliards en 2022.

Graphique 20: Evolution des intérêts dus (en milliards de GNF) 2019-2022



Source : Ministère du Budget

3.2.3. Solde budgétaire et financement

De l'examen de l'évolution des recettes publiques et des dépenses publiques, l'exécution du budget s'est soldée par un déficit du solde budgétaire (base engagements, dons inclus) de GNF 1 310,46 milliards en 2022. Ce déficit représente 0,7 % du PIB, contre un déficit de 1,7 % du PIB en 2021, soit une amélioration qui est le fruit des réformes engagées par le Gouvernement dans le cadre de la gestion des finances publiques. De même, le solde budgétaire (base engagements dons exclus) est ressorti déficitaire de GNF 2 141,9 milliards (1,2 % du PIB) en 2022, contre un déficit de GNF 3 681,7 milliards (2,3 % du PIB) en 2021. Après avoir enregistré un déficit de GNF 675,2 milliards (0,4 % du PIB) en 2021, le solde primaire se traduit par un excédent de GNF 1 906,4 milliards (1 % du PIB) en 2022.

Quant au solde budgétaire (base caisse), il s'est détérioré, en passant d'un excédent de GNF 145,8 milliards (0,1 % du PIB) en 2021 à un déficit de GNF 1 261,68 milliards (0,5 % du PIB) en 2022.

Tableau 6: Evolution des Indicateurs budgétaire (en milliards de GNF et en % du PIB)

	2019	2020	2021	2022
Solde base engagement dons inclus	-594,7	-2 801,7	-2 711,1	-1 310,5
En % du PIB	-0,5	-2,0	-1,7	-0,7
Solde base engagement dons exclus	-1 187,7	-4 298,5	-3 681,8	-2 141,9
En % du PIB	-1,0	-3,1	-2,3	-1,2
Solde base caisse	-2 807,0	-5 373, 7	145,8	-1 261,7
En % du PIB	-2,2	-3,9	0,1	-0,7
Solde primaire	1 170,7	-1 221,5	-675,2	1 906,4
En % du PIB	0,9	-0,9	-0,4	1,0

Source : Ministère du Budget

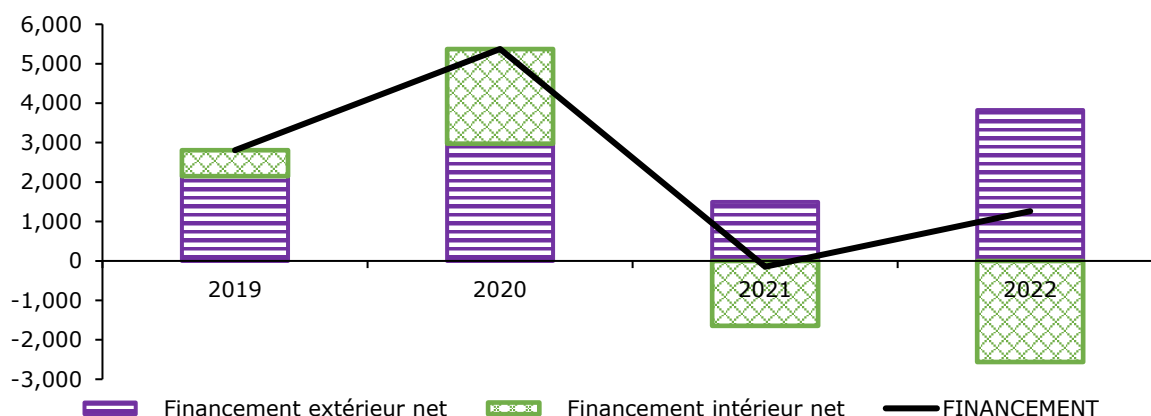
Le besoin de financement de l'administration publique est couvert par le financement extérieur net de GNF 3 825,6 milliards dans un contexte de désendettement net vis-à-vis de l'économie nationale pour un montant de GNF 2 563,9 milliards.

Le financement extérieur en 2022 est constitué par des emprunts projets de GNF 4 369,2 milliards et des emprunts hors projets non affectés de GNF 2 449,4 milliards. Ce financement est accompagné par un remboursement de la dette extérieure de GNF 548 milliards.

Le désendettement vis-à-vis de l'économie nationale en 2022 a porté aussi bien sur le secteur bancaire que sur le secteur non bancaire, avec des niveaux de désendettement de GNF 1 526,9 milliards et de GNF 1 037,1 milliards, respectivement.

Le désendettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire est essentiellement constitué du désendettement auprès de la Banque Centrale de GNF 1 154 milliards et dans une moindre mesure de celui auprès des banques commerciales de GNF 372,9 milliards.

Graphique 21: Evolution des financements du déficit budgétaire (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

3.3. Dette Publique

La gestion prudente de la dette publique, en privilégiant les emprunts concessionnels conformément aux réformes de finances publiques en cours, a permis d'enregistrer un taux d'endettement public de 35,8 % en 2022, contre 42,5 % en 2021. Ce taux reste en dessous du seuil communautaire fixé à 70,0 % du PIB, inscrit dans le Programme de Coopération Monétaire des Etats membres de la CEDEAO.

En termes d'évolution, la dette publique est passée de USD 7 006,8 millions en 2021 à USD 7 585,6 millions en 2022, soit une hausse de 8,6 %, principalement tirée par la dette intérieure et dans une moindre mesure par la dette extérieure.

Tableau 7: Evolution de la structure de la dette publique (en millions de USD et en % du PIB)

	2019	2020	2021	2022
	En millions de USD			
Dette publique et dette garantie	5019,01	6335,28	7006,77	7585,62
Dette intérieure	2 397,29	2 535,26	3 025,07	3 515,21
Dette extérieure	2 621,72	3 800,02	3 981,70	4 070,42
	En pourcentage de l'encours total			
Dette intérieure	47,76	40,02	43,17	46,34
Dette extérieure	52,24	59,98	56,83	53,66
	En pourcentage du PIB			
Dette intérieure	17,60	17,45	18,35	16,57
Dette extérieure	19,25	26,15	24,16	19,18
Dette Totale	36,85	43,60	42,51	35,75

Source : Ministère du Budget

3.3.1. Dette Publique extérieure

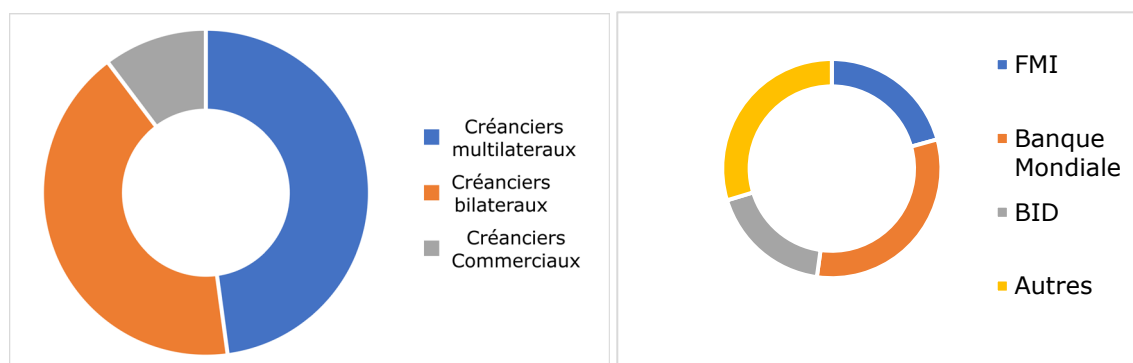
La dette extérieure a augmenté de 2,2 % par rapport à 2021 pour se situer à USD 4 070,4 millions en 2022, soit 53,7 % de la dette publique totale. Cette augmentation modérée est imputable à l'accroissement de la dette multilatérale de 2,8 % et contenue par la baisse de la dette bilatérale de 3,6 %. De même, la dette commerciale est passée de USD 319,4 millions en 2021 à USD 418 millions en 2021, soit une hausse de 30,9 %.

Ainsi, le rythme de progression du taux d'endettement extérieur a enregistré une baisse, passant de 24,2 % du PIB en 2021 à 19,2 % du PIB en 2022. L'appréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises étrangères a contribué à la baisse de ce taux d'endettement.

Pendant ces dernières années, la structure par créanciers de la dette extérieure est marquée par la prépondérance de la dette à l'égard des créanciers multilatéraux et des créanciers bilatéraux, qui représentent, respectivement, 47,9 % et 41,9 % de la dette extérieure totale en 2022.

La dette multilatérale demeure fortement concentrée sur trois principaux créanciers, dont la Banque Mondiale (31,5 %), le Fonds Monétaire International (20,7 %) et la Banque Islamique de Développement (18,1 %).

Graphique 22: structure de la dette extérieure



Source : Ministère du Budget

La dette bilatérale est constituée de plus de 84 % de créanciers bilatéraux hors Club de Paris et de 4,7 % des créanciers bilatéraux Club de Paris. Concernant la dette contractée auprès de pays, la Chine arrive en tête de liste avec un encours de USD 1 194,5 millions, soit 83,1 % de la dette bilatérale (club de Paris). Ce rang de la Chine est attribué à son intervention dans le financement des grands projets d'infrastructure, notamment les infrastructures énergétiques.

Avant l'éclatement du panier de DTS entre les différentes devises, le portefeuille de la dette extérieure était composé de 42 % en dollars et de 13 % en euro. À la suite de l'éclatement de ce panier de DTS, ce portefeuille est actuellement constitué de 57 % en dollars et de 25 % en Euro. Cette diversification permet de réduire l'exposition de la dette publique au risque de fluctuation du taux de change.

Tableau 8 : Evolution de la dette extérieure (En millions de USD)

	2019	2020	2021	2022
Dette extérieure	2622	3800	3982	4070
Créances multilatéraux	1336,8	1737,4	1895,4	1948,4
FMI	338,5	520,5	480,4	403,4
Banque Mondiale	466,8	575,5	621,9	613,5
BAD	173,3	208,2	230,2	249,4
BID	194,7	217,5	310,2	353,3
BEI	38,3	72,9	95,9	136,7
Autres	125,1	142,8	156,9	192,1
Créanciers bilatéraux	1180,5	1800,3	1766,8	1704,1
Club de Paris (exclus C2D)	33,1	41,0	45,8	79,7
Hors club de Paris	1147,4	1759,4	1542,2	1438,3
Angola	117,2	112,5	112,5	103,1
Chine	650,4	1276,8	1246,1	1194,5
Prêt Souapiti	0,0	575,1	575,1	575,1
Koweït	77,7	74,6	76,1	82,0
Libye	42,4	52,5	52,5	52,5
Arabie Saoudite	105,9	104,4	102,2	104,1
Autres	153,9	138,6	178,9	186,1
Créanciers Commerciaux	104,4	262,3	319,4	418,0

Source : Ministère du Budget

3.3.2. Dette publique intérieure

La dette intérieure a augmenté de 9,1 % par rapport à 2021, pour se chiffrer à GNF 30 066,6 milliards en 2022. Cette hausse résulte de l'accroissement simultané des emprunts obligataires à 3 ans, de la dette titrisée et de la recapitalisation de la dette BCRG. L'encours des emprunts obligataires est passé de GNF 1 247,0 milliards en 2021 à GNF 2 471,4 milliards en 2022, soit une hausse de 98,2 %, en raison de la hausse des besoins de financement des travaux d'infrastructures routières.

De même, la dette titrisée, qui représente 13,8 % de la dette intérieure, a atteint GNF 4 163,9 milliards en 2022, contre GNF 2 511,1 milliards en 2021, soit une augmentation de 65,8 %. En hausse de 10,1 % par rapport à 2021, la recapitalisation de la dette BCRG s'est établie à GNF 10 959,48 milliards en 2022.

Par ailleurs, les encours des bons du trésor ont baissé de 8 % par rapport à 2021, pour se situer à GNF 7 962 milliards en 2022, en raison de l'amélioration de la trésorerie de l'État liée à la bonne mobilisation des recettes publiques. Les crédits de TVA se sont également inscrits en baisse de 13,3 %, pour atteindre GNF 4 509,8 milliards en 2022, en lien avec la bonne performance des régies financières.

En termes de structure, le portefeuille de la dette intérieure est essentiellement composé de 36,5 % de la recapitalisation de la dette BCRG, de 26 % des bons du trésor et de 13 % de la dette titrisée.

Tableau 9: Evolution de la dette intérieure (En milliards de GNF)

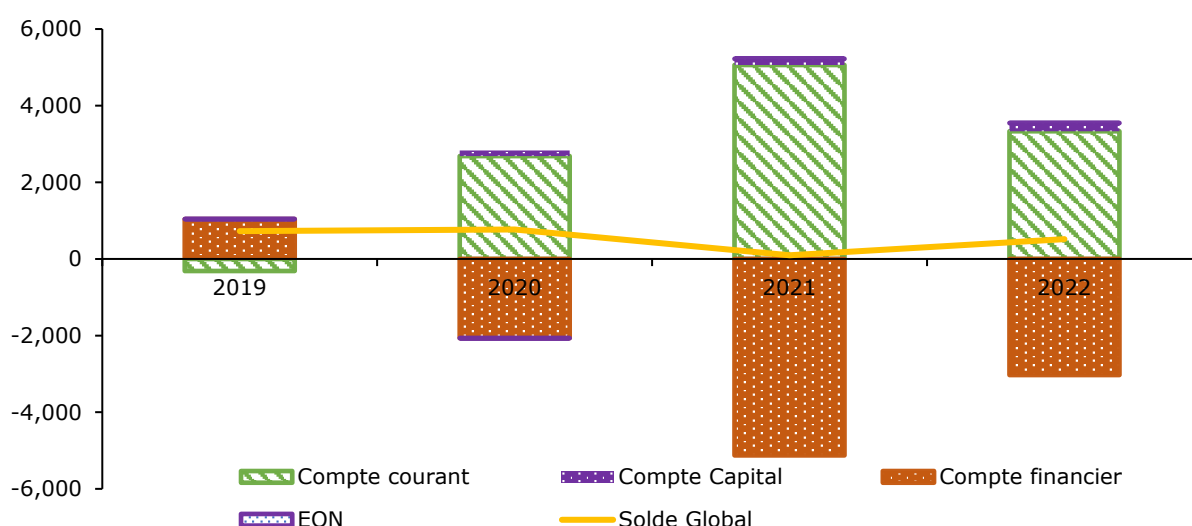
	2019	2020	2021	2022
Dette intérieure	22 536,5	25 327,3	27 570, 9	30 066,6
Bons du trésors	4 864,3	7 250,5	8 655,5	7 962,0
Emprunts obligataires 3 ans	1 501,5	2 091,7	1 247,0	2 471,4
Dette titrisée	1 824,8	2 557,1	2 511,1	4 163,9
BCRG (avance à court terme)	1 283,7	3 159,8	0,0	0,0
Recapitalisation dette BCRG	10 551,4	10 268,2	9 953,8	10 959,5
Autres (crédits TVA)	2 510,3	0,00	5 203,6	4 509,8

Source : Ministère du Budget

CHAPITRE 4 : SECTEUR EXTERIEUR

En 2022, les relations de la Guinée avec le reste du monde se sont réalisées dans un contexte marqué par la poursuite de la guerre en Ukraine, la mise en œuvre de la politique zéro Covid en Chine et la poursuite de la réforme institutionnelle engagées par les autorités de la transition. En dépit de ce contexte, la balance des paiements de la Guinée en 2022 s'est soldée par un excédent du solde global de USD 516,2 millions, soit 2,4 % du PIB. Cet excédent est tiré principalement par le solde des transactions courantes et dans une moindre mesure par le compte capital. Le cumul du solde des transactions courantes et du compte capital a permis de dégager une capacité de financement de USD 3 545,4 millions (16,7 % du PIB) en 2022. Le compte financier se traduit ainsi par une acquisition nette d'actifs financiers de USD 3 029,3 millions en 2022.

Graphique 23 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de USD)

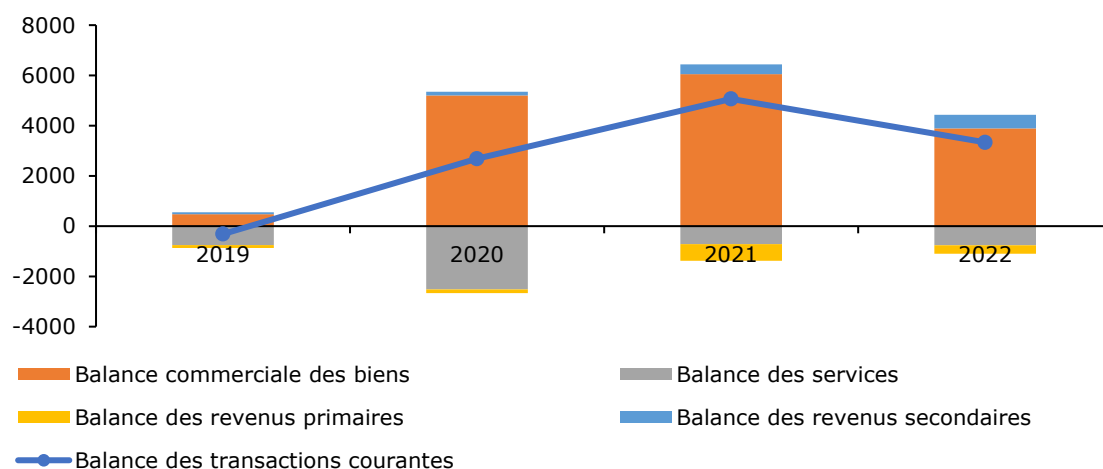


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.1. Compte des transactions courantes

Comme en 2021, le solde des transactions courantes a enregistré un excédent de USD 3 332,6 millions (15,7 % du PIB) en 2022, en baisse de 34,2 % par rapport à son niveau de 2021. Cette baisse est en lien avec le déficit enregistré au niveau de la balance des services et de celle des revenus primaires. Cependant, l'excédent de la balance des revenus secondaires s'est davantage renforcé.

Graphique 24: Evolution des composantes du compte des transactions courantes (en millions USD)

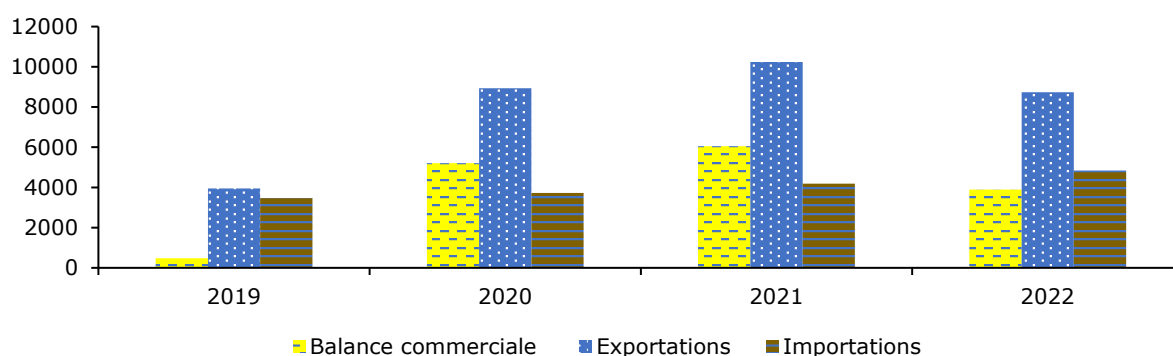


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.1.1. Balance commerciale

Au cours de l'année 2022, la balance commerciale s'est soldée par un excédent de USD 3 892,4 millions, soit 18,3 % du PIB. Toutefois, comparé à son niveau de 2021, ce résultat traduit une baisse du solde de la balance commerciale de 35,7 %. Cette baisse du solde commercial résulte de la contraction des exportations, alors que les importations se sont accrues. Elle s'est accompagnée par une baisse du taux de couverture du commerce extérieur, qui passe de 244,5 % en 2021 à 180,3 % en 2022.

Graphique 25 : Evolution des principaux postes de la balance commerciale (en millions de USD)

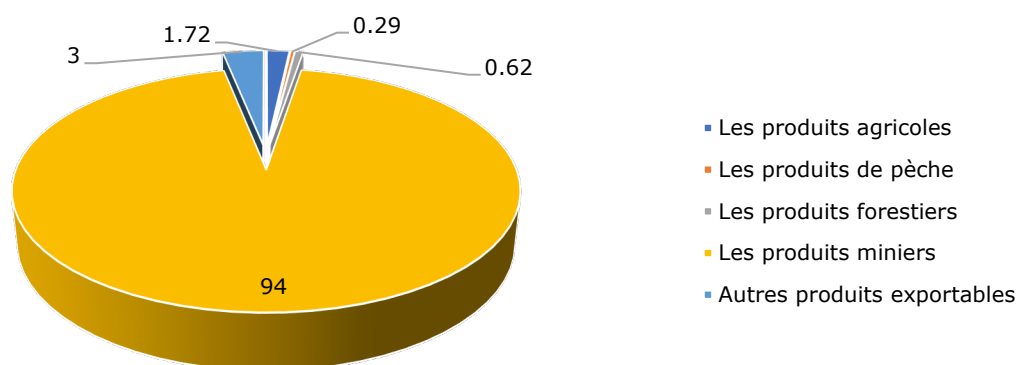


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Contrairement à 2021, les exportations de biens ont baissé de 14,7 % pour s'établir à USD 8 735 millions en 2022, en lien avec le ralentissement des exportations des produits miniers, notamment l'or, et dans une moindre mesure de celles des produits de pêche et des produits forestiers.

La structure des exportations en 2022 est marquée par la prépondérance des exportations des produits miniers, qui représentent près de 95 % des exportations totales. Ces exportations des produits miniers sont suivies par celles des produits agricoles, des produits de pêche et des produits forestiers avec un poids cumulé de 2,6 %.

Graphique 26: Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportation totale (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les exportations des produits miniers, qui étaient de USD 8 537,0 millions en 2021, ont baissé de 3,6 % pour se situer à USD 8 229,7 millions en 2022. Cette baisse est portée principalement par les exportations de produits aurifères, tandis que les exportations de bauxite et de l'alumine ont augmenté.

En effet, les exportations des produits aurifères sont passées de USD 5 499,1 millions en 2021 à USD 4 535,1 millions en 2022, soit une baisse de 17,5 %. Cette baisse est due au recul de la production de l'or, bien que son cours ait enregistré une évolution favorable sur le marché international. En volume, les exportations d'or se sont contractées de 17,1 % par rapport à 2021, pour se situer à 86,6 tonnes en 2022.

En revanche, les exportations de bauxite ont enregistré une hausse en valeur et en volume. En valeur, ces exportations sont établies à USD 3 546,9 millions en 2022, contre USD 2 889,6 millions en 2021, soit une amélioration de 22,8 %. Cette amélioration est impulsée par l'accroissement de la production. Quant au volume exporté de bauxite, il a progressé de 13,2 % par rapport à 2021, pour se chiffrer à 88,8 millions de tonnes en 2022.

En augmentation de 10,9 % par rapport à 2021, les exportations en valeur de l'aluminium ont atteint USD 113,6 millions en 2022, en raison de la hausse tant du volume que du prix de ce produit sur le marché international. Le prix moyen de l'aluminium par tonne métrique sur le marché mondial est passé USD 2 472,9 en 2021 à USD 2 705 en 2022.

Par ailleurs, dans le souci d'approvisionner le marché local en produits halieutiques et dans le strict respect du repos biologique, le Gouvernement guinéen a décidé en juin 2022 d'interdire l'exportation et la réexportation du poisson. Conséquences de ces mesures, les exportations des produits de la pêche se sont contractées en valeur et en volume en 2022. En valeur, les exportations des produits de la pêche ont reculé de 1,4 % par rapport à 2021, pour se situer à USD 25,3 millions en 2022. En volume, ces exportations sont ressorties à 13,8 tonnes en 2022, contre 15,5 tonnes, soit une baisse de 9,7 %.

De même, le cours du caoutchouc par kg a fléchi de 12,5 %, en passant de USD 2,1 en 2021 à USD 1,8 en 2022, imputable à la pénurie de semi-conducteurs. Cette baisse a surtout impacté les exportations de produits forestiers qui se sont chiffrées à USD 53,8 millions en 2022, contre USD 145,1 millions en 2021, soit une contraction de 62,9 %.

En revanche, bénéficiant de l'effet prix de certains de ces produits, notamment la noix de cajou, le cacao et le café, les exportations des produits agricoles se sont améliorées en 2022. Ainsi, ces exportations ont augmenté de 14,2 % par rapport à 2021, pour s'établir à USD 150,4 millions en 2022. Cette évolution est portée par des accroissements de 11,6 % pour la « noix de cajou » et de 67,1 % pour le cacao.

Tableau 10 : Les principaux produits d'exportation (en millions USD et en % du total des exportations)

	2019	2020	2021	2022
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	102,3	73,8	131,6	150,4
Part en % des Exportations	2,6	0,8	1,3	1,7
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	25,3	19,1	25,6	25,3
Part en % des Exportations	0,6	0,2	0,3	0,3
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	40,2	39,7	145,1	53,8
Part en % des Exportations	1,0	0,4	1,4	0,6
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)	3518,9	8394,9	8539,0	8229,7
Part en % des Exportations	89,2	94,0	83,4	94,2
OR	1193,5	5352,1	5499,1	4535,1
DIAMANTS	19,5	7,6	15,0	8,8
Bauxite	2228,7	2950,4	2889,6	3546,9
Alumine	77,3	74,9	102,4	113,6
Fer et Argent	0,00	9,9	32,9	25,4

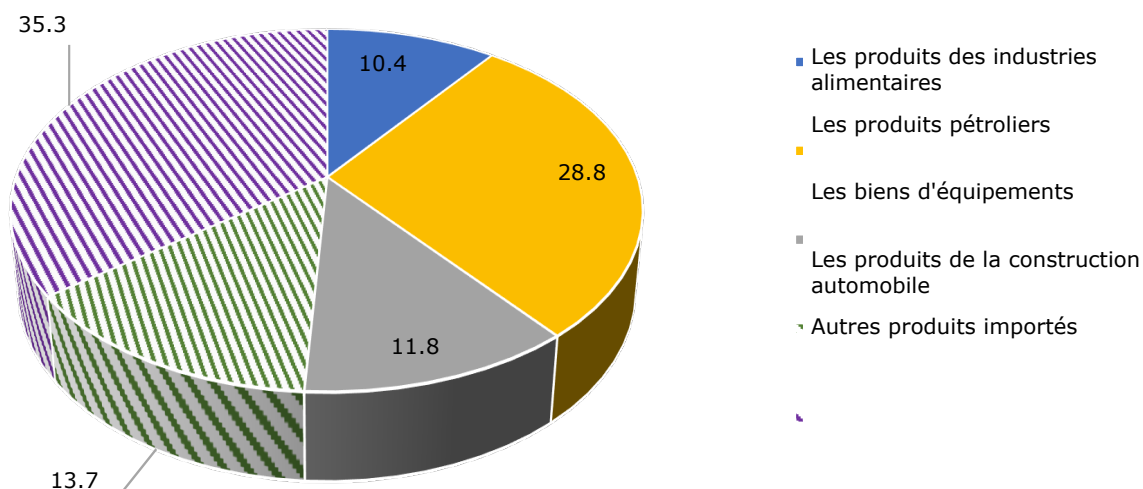
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Quant aux importations, elles ont enregistré une hausse de 15,7 % par rapport à 2021. Cette évolution a porté sur certains groupes de produits tels que, les produits pétroliers, les biens d'équipement et les produits de construction automobile, excepté des produits alimentaires.

Par structures, les importations de la Guinée en 2022 sont dominées principalement par les produits pétroliers, les produits alimentaires, les biens d'équipement et les produits de

construction automobile, avec des poids respectifs de 28,8 %, 10,4 %, 11,8 % et de 13,7 %.

Graphique 27: Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Ainsi, tirées par l'augmentation des prix des produits énergétiques, les importations en valeur des produits pétroliers se sont accrues de 32 % par rapport à 2021, pour se situer à USD 1 393,4 millions en 2022. Cette hausse est expliquée par l'accroissement des importations d'essence, de gazoles, de fiouls lourds, d'huiles lubrifiantes pour moteur et de produits pétroliers raffinés solides. De même, les importations en volume des produits pétroliers ont augmenté de 3,5 %, passant de 2,1 millions de tonnes en 2021 à 2,2 millions de tonnes en 2022.

Concernant les autres groupes de produits, les importations des biens d'équipement se sont accrues de 22,2 % à USD 573,2 millions en 2022, résultant de l'augmentation de 87,1 % des achats d'appareils d'émission et de transmission de son et de l'image et de 67,1 % d'acquisition des récepteurs radio et autoradios.

En parallèle, les importations des produits de construction automobile se sont établies à USD 662,9 millions en 2022, en hausse de 101,8 % par rapport à 2021. Cette tendance haussière est portée notamment par les acquisitions des carrosseries et remorques, des bateaux de pêche et barques miniers, des pièces et accessoires automobiles, du matériel ferroviaire roulant, des véhicules utilitaires ainsi que des voitures de particuliers.

Cependant, l'augmentation de la production agricole, fruit de la campagne agricole menée par les autorités de la transition et la suppression du ravitaillement des militaires en riz ont contribué au recul des importations des produits alimentaires, notamment du riz. Les importations des produits alimentaires se sont situées à USD 565,6 millions en 2022, en contraction de 11,3 %, en lien avec la baisse des importations de riz de 21,4 % en valeur.

Exceptionnellement, les autres composantes des produits alimentaires se traduisent par des accroissements de 98,3 % pour les boissons non alcoolisées, de 59,2 % pour les huiles, de 38,3 % pour les viandes de volailles et de 6,4 % pour le lait.

Tableau 11. : Les principaux produits d'importation (en millions USD et en % du total des importations)

	2019	2020	2021	2022
Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre etc.)	389,72	436,07	565,64	501,52
Part en % des importations	11,23	11,70	13,51	10,36
Les produits pétroliers (essence, gazoles, fiouls lourds, lubrifiants etc.)	614,84	513,68	1055,59	1393,39
Part en % des importations	17,72	13,78	25,21	28,77
Les biens d'équipements (moteurs thermiques, fours et brûleurs, matériels agricoles etc.)	480,77	462,63	469,14	573,19
Part en % des importations	13,86	12,41	11,20	11,84
Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, voitures, pièces etc.)	504,98	367,80	328,52	662,93
Part en % des importations	14,55	9,87	7,85	13,69

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.1.2. Balance des services

Le solde des services a continué à se dégrader, en passant d'un déficit de USD 714,62 millions (4,3 % du PIB) en 2021 à un déficit de USD 760,50 millions (3,6 % du PIB) en 2022, soit une détérioration de 6,4 %. Cette dégradation substantielle est imputable, principalement, à l'augmentation de paiements par les agents guinéens des services de transport et des services de télécommunication, d'informatique et d'information.

Le solde des services de transport a affiché un déficit de USD 524,2 millions en 2022, contre un déficit de USD 460,7 millions l'année précédente, augmentation portée par la dégradation du déficit du solde des services de transports tant maritime qu'aérien.

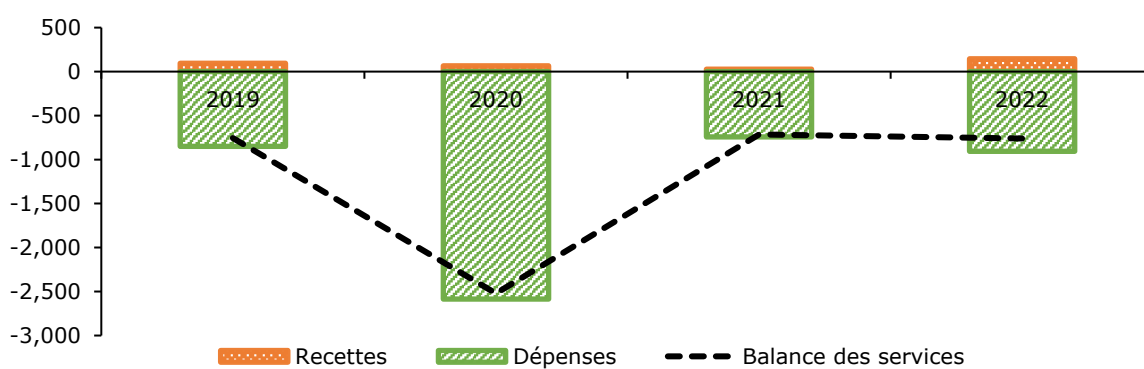
Les dépenses au titre de transport maritime se sont accrues de 29,7 % par rapport à 2021 pour se situer à USD 498,7 millions en 2022, en raison de la hausse des dépenses sur les frets maritimes qui continuent d'être impactés par les effets de la crise sanitaire de COVID-19 et de la guerre en Ukraine. En revanche, les recettes de transport maritime se sont affichées à USD 40,3 millions en 2022, en hausse de 100% par rapport à 2021.

Parallèlement, la balance des services de transport aérien a enregistré une baisse, en dégageant un déficit de USD 65,2 millions en 2022, contre un déficit de USD 51,4 millions l'année précédente, en raison de la hausse plus marquée des dépenses sur les frets, qui augmentent de 16,2 %.

En ce qui concerne la balance des services de télécommunication, d'informatique et d'information, son déficit a crû de USD 31,7 millions par rapport à son niveau atteint en 2021, pour se situer à USD 53,1 millions en 2022. Ce déficit est expliqué par l'augmentation des dépenses sur les services de télécommunication et des services d'informatique.

Les dépenses sur les services de télécommunication sont passées de USD 10,9 millions en 2021 à USD 38,39 millions en 2022, soit une progression de USD 27,5, tandis que la hausse des recettes sur ces services n'est que de USD 4,04 millions. De même, les dépenses sur les services d'informatique ont augmenté de USD 12,68 millions pour être à USD 19,66 millions en 2022.

Graphique 28: Evolution de la balance des services (en millions de USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.1.3. Balance des revenus primaires

Le compte des revenus primaires s'est soldé par un déficit de USD 336,6 millions (1,6 % du PIB) en 2022, contre un déficit de USD 663,71 millions (4,0 % du PIB) en 2021, soit une réduction du déficit de 49,3 %. Cette évolution du solde des revenus primaires provient de l'évolution du solde des revenus des investissements, plus particulièrement des revenus d'investissements directs et des revenus des autres investissements. En revanche, le solde de la rémunération des salariés et celui des autres revenus primaires se sont détériorés.

Ainsi, le déficit du solde des revenus d'investissements directs est passé de USD 628,2 millions en 2021 à USD 273,1 millions en 2021, soit une baisse de 67,8 %. La baisse de ce déficit est le résultat de la contraction des revenus des investissements versés aux non-résidents, qui se sont situés à USD 31,1 millions en 2022, contre USD 95,5 millions un an plus tôt, résultant en partie de la baisse des bénéfices des sociétés étrangères installées en Guinée. Dans le même temps, les investissements à l'étranger ont généré des recettes de USD 0,4 million en 2022, profitant ainsi de la hausse des bénéfices et des dividendes dans les pays partenaires.

Les revenus des autres investissements sont ressortis déficitaires de USD 213,1 millions en 2022, contre USD 449,4 millions en 2021, soit une baisse de 57,3 %, impacté par la contraction du paiement des intérêts sur les autres investissent aux non-résidents. Ce paiement a atteint USD 229,27 millions en 2022, contre USD 500,4 millions en 2021. Parallèlement, les intérêts sur les autres investissements versés aux résidents s'améliorent de USD 15,2 millions.

Cependant, le solde des revenus des travailleurs (rémunération des salariés) s'est davantage détérioré en affichant un déficit de USD 68,5 millions en 2022, contre USD 12,2 millions, sous l'effet de la hausse du paiement des salaires aux travailleurs et experts étrangers.

Le solde des autres revenus primaires, composés essentiellement des revenus des administrations (Taxes et subventions portant sur les importations, exportations ou la production) a affiché un excédent de USD 5 millions en 2022, contre un déficit de USD 11,6 millions un an plus tôt.

Tableau 12 : Evolution du solde des revenus primaires par composante (en millions USD) un chiffre après la virgule

	2019	2020	2021	2022
Rémunération des salariés	18,75	-4,90	-12,17	-68,53
Revenus des investissements	-136,01	-140,99	-628,23	-273,08
Revenu des investissent directs	-73,84	-24,47	-95,51	-30,74
Revenu des investissements de portefeuille	-7,10	-15,72	-33,13	-34,82
Revenus des autres investissements	-53,72	-102,01	-499,43	-213,06
Revenu des avoirs de réserves	-1,34	1,22	-0,16	5,53
Autres revenus primaires	3,17	1,10	-11,55	5,03

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.1.4. Balance des revenus secondaires

La balance des revenus secondaires a poursuivi son amélioration en enregistrant un solde excédentaire de USD 537,27 millions (2,5 % du PIB), contre USD 389,7 millions (2,4 % du PIB) en 2021. Cette tendance est le reflet de l'accroissement de l'excédent des revenus secondaires des autres secteurs (sociétés financières, non-financières, ménages, ISBLSM).

En effet, le solde des revenus secondaires des autres secteurs est marqué par un excédent de USD 579,2 millions en 2022, en hausse de 38,9 % par rapport à son niveau atteint l'année précédente, tirée par la hausse de la réception des envois de fonds des travailleurs guinéens à l'étranger. Ainsi, ces envois de fonds des travailleurs ont atteint USD 523,8 millions en 2022, contre USD 342,3 millions en 2021, soit un accroissement de 53 %, en raison, entre autres, de la reprise de l'activité économique mondiale, qui a été secouée par les effets de la crise sanitaire de Covid-19.

Par ailleurs, le déficit des revenus secondaires des administrations publiques a atteint USD 41,9 millions en 2022, après avoir atteint USD 27,4 millions en 2021. Cette évolution est imputable à la hausse des transferts courants des administrations publiques versés aux non-résidents, qui ont progressé de 17,5 % pour se situer à USD 40,7 millions en 2022.

Tableau 13 : solde des revenus secondaires (en millions USD)

	2019	2020	2021	2022
Revenus secondaires des Administrations publiques	3,98	11,50	-27,39	-41,94
Coopération internationale courante	22,22	40,63	7,22	-1,28
Autres transferts courants des administrations publiques	-18,46	-29,15	-34,61	-40,67
Revenus secondaires des autres secteurs	74,88	135,52	417,06	579,21
Envoi de fonds des travailleurs	52,87	0,00	312,52	460,87

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.2. Compte de capital

Le compte capital a connu une amélioration en réalisant un solde excédentaire de USD 212,8 millions (1,0 % du PIB) en 2022, en hausse de 33,9 % par rapport à 2021. Cette bonne performance est favorisée par l'augmentation des dons-projets des partenaires extérieurs du pays et la cession d'actifs non-financiers non-produits (Simandou).

Tableau 14 : Mouvement des capitaux (en millions USD)	2019	2020	2021	2022
Balance du compte capital	40,69	147,12	158,95	212,76
Crédit	41,32	150,38	162,33	222,86
Débit	0,63	3,25	3,38	10,10

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.3. Compte financier

Le compte financier, bénéficiant des effets de la capacité de financement, a enregistré une acquisition nette d'actifs financiers de USD 3 029,3 millions en 2022, contre une acquisition nette des actifs financiers de USD 5 167,5 millions l'année précédente. Cette situation découle de l'accroissement d'actifs des autres investissements, en lien notamment avec l'augmentation des actifs (monnaie et dépôts) des sociétés résidentes. Ainsi, le montant des actifs en termes de monnaie et dépôts de ces sociétés s'est situé à USD 3 903,3 millions, contre USD 4 371,5 millions, résultant de l'amélioration des avoirs de la Banque Centrale et des banques commerciales.

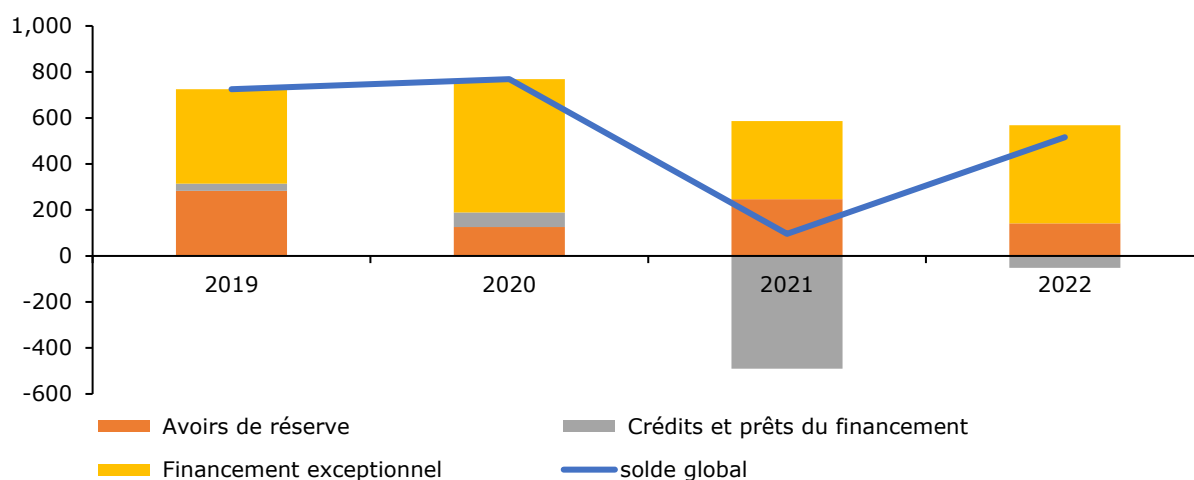
Par ailleurs, le poste des investissements directs étrangers a enregistré un accroissement net de passif de USD 590,1 millions en 2022, contre USD 197,6 millions en 2021, résultant de l'amélioration des flux entrants des investissements directs étrangers dans le pays. Le montant des flux entrants des investissements directs étrangers (IDE) a été multiplié par

4 pour se situer à USD 598,3 millions en 2022. Ces flux entrants des IDE sont orientés principalement dans les grandes sociétés minières de la place.

4.4. Solde global et financement

L'évolution des relations économiques de la Guinée s'est globalement traduite par un solde global excédentaire de 2,4 % du PIB (USD 516,2 millions) en 2022, contre un déficit de 0,3 % du PIB (USD 55,1 millions) un an plus tôt. L'amélioration du solde global a permis de réconforter les avoirs de réserves de USD 142 millions en 2022.

Graphique 29: Evolution du financement du solde global de la balance des paiements (en millions USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

CHAPITRE 5 : SECTEUR FINANCIER

Au cours de l'année 2022, le secteur financier guinéen a consolidé sa dynamique, entamée depuis quelques années. Profitant des conditions macroéconomiques favorables, le secteur financier s'est renforcé par un accroissement de ses activités, se traduisant par l'augmentation du nombre d'institutions financières, et reste dominé par le secteur bancaire.

En dépit de la baisse du nombre d'établissements, les activités du secteur bancaire ont été soutenues en 2022, grâce essentiellement à l'embellie des activités économiques et des conditions financières accommodantes. Les dépôts et les crédits ont poursuivi leurs ascensions au cours de l'exercice 2022, grâce à de bonnes politiques de mobilisation des ressources et d'octroi des crédits.

Le secteur des assurances a également enregistré de belles performances en 2022, avec l'accroissement du nombre de compagnies. Globalement, le marché des assurances s'est bien porté avec une hausse du chiffre d'affaires et des sinistres payés.

Les institutions de finance inclusive ne sont pas restées en marge des performances globales du secteur financier guinéen. Elles se sont aussi accrues en nombre d'établissements, se reflétant dans la dynamique des activités du secteur, tant au niveau des institutions de microfinance qu'au niveau des établissements de monnaie électronique.

5.1. Secteur bancaire

Le secteur bancaire guinéen a été dynamique au cours de l'année 2022, en dépit de la réduction du nombre d'établissements de crédits, concernant notamment deux qui étaient en situation d'inactivités. Les activités bancaires se sont bien portées, soutenues par un environnement macroéconomique favorable. Les crédits et les dépôts, qui sont les principales activités bancaires en Guinée, ont enregistré une hausse, reflétée dans le bilan et le résultat financier du secteur, qui se sont accrus.

5.1.1. Présentation du secteur bancaire

A fin 2022, le secteur bancaire Guinéen comptait vingt-un (21) établissements de crédit dont dix-sept (17) banques en activité, deux banques en démarrage d'activités, une (1) institution financière spécialisée et un (1) établissement Financier, soit une banque et un établissement financier de moins qu'en 2021. Le secteur entretient un réseau de 205 agences et 218 distributeurs automatiques de billets, contre respectivement 191 et 199 à fin 2021, soit quatorze (14) nouvelles agences et dix-neuf (19) nouveaux distributeurs automatiques. L'effectif total du personnel du secteur s'élève à 2 912 Agents et Cadres, contre 2 419 en 2021.

Au niveau du secteur bancaire, le nombre de clients est passé de 835 430 à 988 906, soit une augmentation de 153 476 clients. Cette augmentation de la clientèle est portée par les particuliers dont le nombre s'est établi à 793 453, tandis que le nombre de clients d'entreprises s'est situé à 89 699.

Le secteur bancaire guinéen est concentré, dominé essentiellement par trois banques appelées « grandes banques » qui représentent, 44% des parts de marché en termes de total bilan, 45,48% en termes de total dépôts et 48,6% en termes de total crédits. Une banque est la première en termes de total bilan (21,7%) et de total dépôts (23,1%), tandis qu'une autre occupe la première place en termes de total crédits (23%).

Les banques moyennes représentent 30,5% du total bilan dont 32,1% du total dépôts et 26,3% du total crédits. Les petites banques représentent 25,1% du total bilan dont 22,4 % du total dépôts et 25,1 % du total crédits.

5.1.2. Evolution des activités bancaires

L'activité bancaire a connu une progression en 2022 avec un total bilan en hausse de 33,6%, passant de GNF 35 878 milliards à fin 2021 à GNF 47 941 milliards à fin 2022. La hausse du passif s'explique principalement par l'augmentation de GNF 11 396 milliards (32,3%) des ressources hors trésorerie, dont les dépôts de la clientèle, en augmentation de GNF 10 123 milliards (35,5%), les autres ressources à court terme, en augmentation de GNF 756 milliards (28,9%) et les fonds propres qui ont progressé de GNF 517 milliards (12,0%). La hausse de l'actif s'explique par l'augmentation de GNF 7 377 milliards (37,1%) des « Emplois de trésorerie » et celle de GNF 4 686 milliards (29,3%) des « Emplois hors trésorerie ».

5.1.2.1. Évolution des dépôts

Au cours de l'année 2022, les dépôts bancaires ont poursuivi leur tendance haussière amorcée depuis 2013, soutenue par la dynamique des activités économiques et la politique monétaire prudente observée.

Ainsi, les dépôts collectés par le système bancaire auprès de la clientèle ont augmenté de 35,6% par rapport à fin 2021 pour s'établir à GNF 38 610 milliards à fin décembre 2022, tandis que cette progression n'était que de 9 % à fin 2021. L'accroissement de ces dépôts est principalement lié à l'augmentation des dépôts à vue, des dépôts à terme et dans une moindre mesure des comptes d'épargne sur livret.

Les dépôts à vue, qui étaient de GNF 18 145,4 milliards à fin 2021, se sont améliorés de 46,8 % pour atteindre GNF 26 636,8 milliards à fin 2022, alors que cette augmentation était de 8,7 % à fin 2021. Cette augmentation est portée essentiellement par les comptes d'épargne et les comptes ordinaires, qui enregistrent des hausses de 18,8 % et de 19,3 %,

respectivement. En hausse modérée de 0,7 %, par rapport à fin 2021, les comptes d'épargne sur livret sont passés de GNF 6 147,2 milliards à fin 2021 à GNF 6 191,4 milliards à fin 2022.

Les dépôts à terme se sont accrus de 41,8 %, pour se situer à GNF 5 551,7 milliards à fin 2022, contre une augmentation de 16,7 % à fin 2021. L'accroissement des dépôts à terme est porté par les politiques de rémunération qui sont devenues plus attractives.

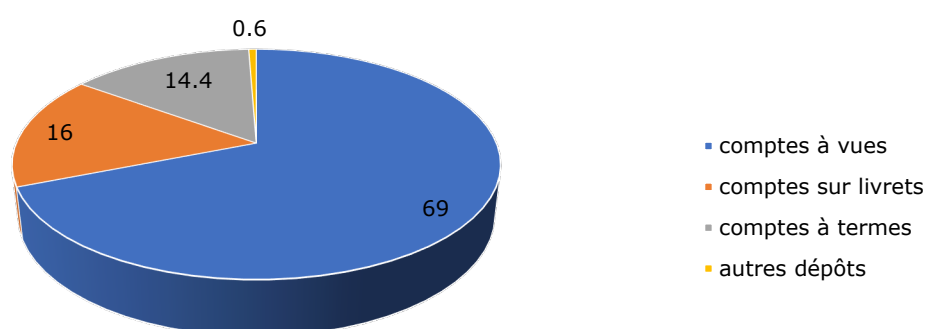
Tableau 15 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF)

	2020	2021	2022	Variation (2022)	
				Absolue	En %
Dépôts à vue (DAV)	16 687,97	18145,4	26636,8	8491,4	46,8
Comptes ordinaires	3 414,53	3416,6	4074,6	658,1	19,3
Comptes d'épargne	9 578,20	10984,1	13049,5	2065,4	18,8
Autres comptes créditeurs	3 695,23	3744,7	9512,8	5768,1	154,0
Comptes en GNF	714,1	784,4	1835,2	1050,8	134,0
Comptes en devises	2 981,09	2960,3	7677,6	4717,3	159,4
Comptes d'Epargne sur livret	6 002,78	6147,2	6191,4	44,2	0,7
Dépôts à terme (DAT)	3354,4	3915,8	5551,7	1635,9	41,8
Durée < 2ans	3354,4	3915,8	5551,7	1635,9	41,8
Durée > 2ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons de caisse	32,3	59,9	58,6	-1,3	-2,2
Autres produits financiers	39,5	197,5	171,6	-25,9	-13,1
TOTAL des Dépôts	26116,9	28465,9	38610,0	10144,1	35,6
Part des dépôts à vue (%)	63,9	63,7	69,0		
Part des comptes sur livret (%)	23,0	21,6	16,0		
Part des dépôts à terme (%)	12,8	13,8	14,4		

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En 2022, l'analyse de la structure de l'épargne de la clientèle indique que les dépôts de la clientèle restent essentiellement dominés par les comptes à vue (69 %) et les comptes d'épargne sur livret (16 %). Cette structure montre que les dépôts du système bancaire guinéen sont en particulier constitués de dépôts transférables (85%), tandis que les dépôts non transférables ne représentent que 14 % des dépôts bancaires. Les dépôts transférables comprennent les comptes à vue et les comptes d'épargne sur livret. En revanche, les dépôts non transférables sont constitués de comptes à terme.

Graphique 30 : Structure des dépôts de la clientèle en 2022(en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La prédominance des comptes à vue dans le total des dépôts collectés traduit la préférence du public pour la liquidité, plutôt que pour des placements. Cette tendance souligne la faiblesse des ressources à long terme pour les banques, et serait notamment l'une des difficultés du secteur bancaire à faire face au financement des investissements des agents économiques.

Par agents économiques, les dépôts de la clientèle sont essentiellement constitués par les dépôts de la clientèle privée (92%). Ces dépôts sont détenus principalement par des Privés résidents, notamment des Sociétés privées (46%), des Particuliers (36,4%) et des Entrepreneurs individuels (8,5%). Les non-résidents détiennent moins de 1% de l'encours total des dépôts. Quant aux dépôts du secteur public, ils représentent 8 % des dépôts de la clientèle.

Tableau 16: structure des dépôts de la clientèle des banques (en milliards de GNF et en %)

	2020	2021	2022
Secteur Public	515,7	577,4	3228,5
Part en % des dépôts	2,0	2,0	8,4
Compagnie d'assurance	43,3	56,5	45,9
<i>Part en % des dépôts</i>	0,2	0,2	0,1
Sociétés privées	11014,1	12541,1	17762,3
Part en % des dépôts	42,2	44,1	46,0
Entrepreneurs individuels	2473,9	2582,7	3295,9
<i>Part en % des dépôts</i>	9,5	9,1	8,5
Particuliers et divers	11825,8	12445,6	14050,6
<i>Part en % des dépôts</i>	45,3	43,7	36,4
Non-résidents	244,0	262,6	226,8
Part en % des dépôts	0,9	0,9	0,6
TOTAL des Dépôts	26116,8	28465,9	38610,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée/DPMC

5.1.2.2. Évolution des crédits

En 2022, les crédits octroyés par les banques ont suivi la même tendance que les dépôts. En effet, à fin 2022, l'encours global des crédits a atteint GNF 15 740,4 milliards, contre GNF 11 981,6 milliards à fin 2021, soit une progression de 31,37%, tandis que celle observée en 2021 n'était que de 8 %. Cette progression correspond à une injection supplémentaire de crédit dans l'économie d'un montant global de GNF 3 758,8 milliards. Cette évolution recouvre principalement une accélération des crédits à court terme et des crédits à moyen terme, et dans une moindre mesure celle des crédits à long terme.

Les crédits à court terme se sont établis à GNF 9 381,2 milliards à fin 2022, contre GNF 6 215,1 milliards un an auparavant, soit une hausse de 50,9 %, sous l'effet des facilités de caisse, accordées aux sociétés privées, aux particuliers et au secteur public. Ces facilités de caisse ont atteint GNF 5 505,8 milliards à fin 2022, contre

GNF 3 209,1 milliards à fin 2021, soit une croissance de 71,6%. Cette tendance des crédits à court terme est renforcée par les crédits de financement de stocks qui s'améliorent de 86,6 %.

Les crédits à moyen terme ont progressé de 6,6 % par rapport à fin 2021 pour s'établir à GNF 5 788,5 milliards à fin 2022. Cette progression est imputable à l'accroissement des crédits d'investissements, essentiellement destinés aux particuliers.

Bien que les crédits à long terme restent relativement faibles, ils ont atteint GNF 570,7 milliards à fin 2022, en hausse de 67 % par rapport à fin 2021. Cette évolution est tirée par les crédits d'investissement, notamment les crédits à l'équipement et à l'habitat. Ces crédits ont été destinés aux sociétés privées et aux particuliers.

Les créances impayées ont enregistré une hausse de 91,1 % (GNF 31,5 milliards) à fin 2022, contre une progression de 8 % (GNF 29,86 milliards) à fin 2021. De même, les créances immobilisées, douteuses ou contentieuses, ont également augmenté de 39,3 % (GNF 221,4 milliards) à fin 2022, contre une hausse de 12 % (GNF 60,6 milliards) un an plus tôt.

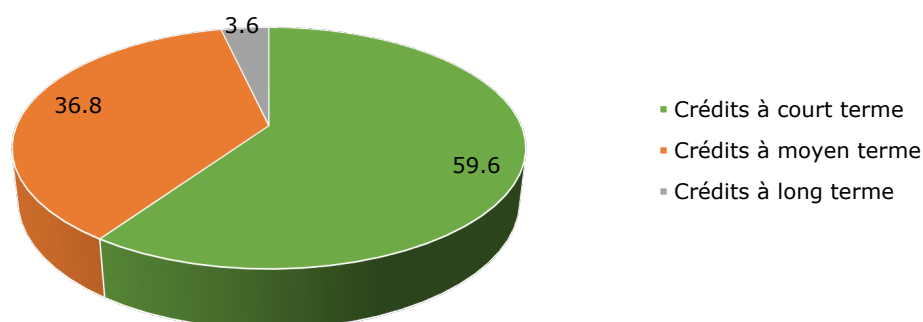
Tableau 17 : Evolution du crédit dans les banques (en milliards de GNF et en %)

	2020	2021	2022	Variation	
				Absolue	En %
Crédits à Court Terme (CCT)	5 973,8	6 215,1	9 381,2	3 166,1	50,9
Part des CCT en %	53,9	51,9	59,6		
Crédits à Moyen Terme (CMT)	4 848,1	5 430,8	5 788,5	357,7	6,6
Part des CMT en %	43,7	45,3	36,8		
Crédits à Long Terme (CLT)	272,5	335,8	570,7	234,9	70,0
Part des CLT (%)	2,5	2,8	3,6		
Total crédits	11 094,39	11 981,6	15 740,4	3 758,8	31,4

Source : Banque Centrale de la République de Guinée/DPMC

Comme en 2021, la structure des crédits par terme en 2022 est restée dominée par les crédits à court terme (59,6 %). Par ailleurs, les crédits à moyen et à long terme ont représenté respectivement 36,8 % et 3,6 % de l'encours total des crédits.

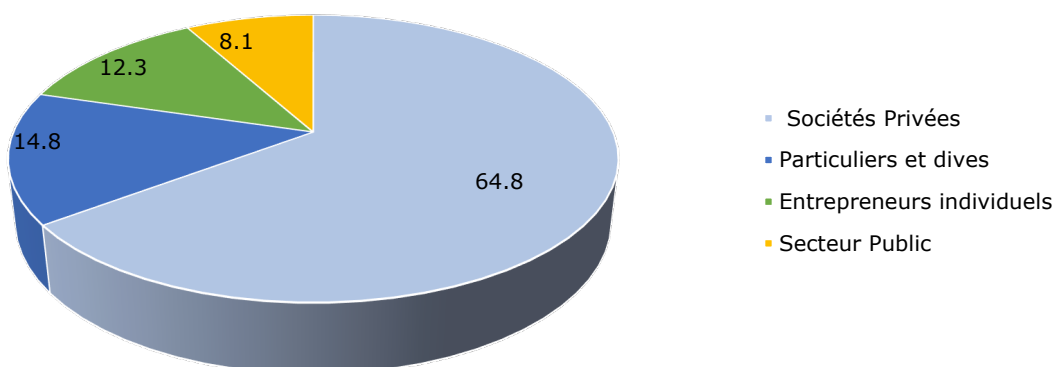
Graphique 31 : Structure des crédits par durée en 2022 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En termes de répartition par agent économique, l'encours des crédits à court terme est détenu à 64,8 % par les Sociétés Privées, 14,8 % par les Particuliers et Divers, 12,3 % par les Entrepreneurs Individuels et 8,1 % par le secteur public. Quant à l'encours des crédits à moyen terme, ils sont détenus à 55,1 % par les Particuliers et 43,3 % par les Sociétés privées. L'encours des crédits à long terme est reparti entre les Particuliers (55,7%), les Sociétés privées (21,8%), les entrepreneurs individuels (15,1%) et les Non-Résidents (7,4%).

Graphique 32 : Structure des crédits à court terme par agents économiques 2022 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.1.2.3. Rentabilité des Banques et qualité du portefeuille de Crédit

A fin 2022, le résultat net cumulé du secteur bancaire est bénéficiaire de GNF 1 080 milliards, contre GNF 775 milliards à fin 2021, soit une hausse de GNF 305 milliards (39%). Le PNB est ressorti à fin 2022 à GNF 4 023 milliards, contre GNF 3 663 milliards à fin 2021, soit une augmentation de GNF 360 milliards (10%). Cette hausse est due principalement à l'accroissement de GNF 224 milliards (17%) sur les produits des opérations avec la clientèle, de GNF 172 milliards (14%) sur les reprises d'amortissements et de provisions ainsi que de GNF 110 milliards (31%) sur les opérations de trésorerie et interbancaires.

Au même moment, les « Charges bancaires » ont augmenté de GNF 166 milliards (40%). A préciser que sur les dix-sept banques en activité, une seule banque a enregistré une perte au titre de l'exercice 2022 pour un montant cumulé de GNF 20 milliards.

A fin 2022, le taux moyen de créances douteuses (NPL) du secteur est de 9,7%, contre 11,5% en 2021. Cinq (5) banques ont un taux de dégradation du portefeuille supérieur à la moyenne du secteur. Le taux moyen de provisionnement est de 52,73% au 31 décembre 2022, contre 55,47% à fin 2021. Le taux de dégradation le plus élevé par banque ressort à 27% et le taux de provisionnement le plus élevé est de 98,98%. Le taux de dégradation le plus bas est de 0,75% et le taux de provisionnement le plus faible est à 12%.

Cette dégradation de la qualité du portefeuille de crédits est liée à la prise en compte de la nouvelle instruction sur la comptabilisation et le provisionnement des créances en souffrance ainsi qu'aux impacts des différents chocs sur certains clients du secteur bancaires.

5.2. Secteur des assurances

L'industrie des assurances a réalisé en 2022, un chiffre d'affaires de GNF 829,58 milliards, en progression de 16,80% par rapport à l'année précédente (GNF 710,26 milliards). L'accroissement des émissions de primes d'assurances a été le fait des deux branches : la croissance étant plus marquée au niveau des assurances-vie et capitalisation qui progressent de 38,38% en 2022, contre une croissance de 16,80% pour les assurances IARDT. Les assurances dommages dominent le marché avec 76,15% de la production globale, contre 23,85% pour l'assurance-vie.

La contribution de l'assurance à la production nationale (Primes d'assurance/PIB) est de 0,5 %. La dépense moyenne d'assurance par habitant (Primes d'assurance/Population), encore appelée densité de l'assurance, connaît une nette progression sur la même période, passant de GNF 57 787 en 2021 à GNF 66 012 en 2022, soit 7 USD.

5.2.1. Présentation du secteur des assurances

L'industrie des assurances compte à fin 2022 seize (16) compagnies agréées dont quatre (4) compagnies spécialisées en assurance vie, les douze (12) autres étant spécialisées en Assurance non-Vie.

En plus des sociétés, le marché guinéen est animé par un réseau de distribution comprenant 73 agents mandataires des compagnies, 59 Sociétés et Cabinets de courtage et 133 bureaux directs ainsi que des producteurs en assurance vie. A ceux-ci, s'ajoutent quelques établissements financiers, tels que les banques et les institutions de microfinance pratiquant la bancassurance et la micro assurance. Ce réseau couvre la plupart des régions du pays, offrant ainsi des services de proximité aux assurés et bénéficiaires de contrats.

Interviennent également sur le marché, dans le cadre de leur métier, des Experts chargés d'évaluer les portefeuilles et les sinistres, ainsi que des Médecins et des enquêteurs. En outre, on note sur le marché, la présence d'un Bureau National de la Carte Brune CEDEAO qui gère les sinistres transfrontaliers dans la sous-région et d'un Fonds de Garantie Automobile (FGA) dont le rôle consiste à prendre en charge les victimes d'accidents de la circulation pour lesquelles les responsables ne sont pas connus ou sont connus, mais non solvables. Il est prévu la création d'un Pool de transport public des Voyageurs (Pool TPV).

5.2.2. Activité des compagnies d'assurance

Les primes totales émises par le marché des assurances s'élèvent à GNF 828,58 milliards contre GNF 710,26 milliards en 2021, en progression de 16,8%. Les quatre compagnies leaders du marché réalisent 70,0% du total des primes.

En assurance vie et capitalisation, les primes émises s'élèvent à GNF 197,84 milliards en 2022, contre GNF 142,96 milliards en 2021, en progression de 38,4%. En assurance dommage, les primes émises s'élèvent à GNF 631,74 milliards, en hausse de 114% par rapport à 2021 (GNF 567,30 milliards).

Concernant les placements réalisés par l'ensemble des entreprises opérant sur le marché des assurances, ils se sont situés à GNF 526,19 milliards en 2022, contre GNF 505,15 milliards en 2021, en progression de 4,2%. Les placements des sociétés vie et capitalisation s'élèvent au 31 décembre 2022 à GNF 436,86 milliards, contre GNF 340,78 milliards en 2021, en progression de 28,2%. Au 31 décembre 2022, les sociétés Non-vie ont effectué des placements à hauteur de GNF 89,33 milliards, contre GNF 164,37 milliards en 2021, soit une baisse de 45,65%. Les principaux actifs de placement du secteur des assurances sont constitués de valeurs mobilières et immobilières assimilées et de droits réels immobiliers. Compte tenu de l'insuffisance de véhicules d'investissement, notamment l'absence d'une bourse des valeurs, les placements restent dominés par les placements en banques et les investissements immobiliers. On note également une forte appétence des sociétés d'assurance pour les titres d'Etat, notamment les Bons du Trésor.

Les commissions versées s'élèvent à GNF 65,03 milliards, contre GNF 56,38 milliards en 2021, soit une hausse des frais d'acquisition des contrats de 15,3%. En assurances dommage, les commissions ont été de GNF 51.57 milliards en 2022, alors qu'en assurances vie et capitalisation, elles ont été estimées à GNF 13,46 milliards. Ainsi, les frais de gestion (commissions + frais généraux) se chiffrent à GNF 266,57 milliards, contre GNF 228,02 milliards en 2021, soit une évolution de 16,9%. Ce qui équivaut à 32,1% du chiffre d'affaires, ce taux est en baisse par rapport à celui de 2021 (35,3%).

5.2.3. Activité des sociétés en réassurances

En 2022, les cessions de primes s'élèvent à GNF 320,7 milliards, contre GNF 296,1 milliards en 2021, soit une hausse de 8,3 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation des cessions de primes constatées au niveau de quatre (4) sociétés qui représentent 41,83 % des cessions en 2022. Le taux de cession de primes représente 38,7% des primes totales collectées, en dessous de celui de 2021 (41,7 %).

Au cours de l'exercice 2022, les Réassureurs ont contribué à hauteur de GNF 19,9 milliards au règlement des sinistres, contre GNF 12,2 milliards en 2021, soit une hausse de 62,6 %.

Cette hausse s'explique, notamment par celle observée au niveau de quatre (4) leaders qui représentent 73,0 % des sinistres cédés en 2022. L'augmentation plus importante des primes cédées par rapport aux sinistres cédés montre que les risques placés en réassurance ont connu moins de sinistralité et la nécessité pour les sociétés du marché de mieux maîtriser leurs programmes de réassurance pour inverser cette tendance qui leur est défavorable.

Le montant des primes acquises aux réassureurs est de GNF 329,8 milliards, en hausse de 10,6 % par rapport à celui de 2021 qui se chiffre à GNF 298,3 milliards. En ce qui concerne la part des réassureurs dans les charges, celle-ci s'établit à GNF 288,3 milliards, contre GNF 51,4 milliards en 2021, en forte hausse de 461,0 %. Ainsi, le solde de réassurance de l'exercice 2022 est favorable aux réassureurs à hauteur de GNF 41,6 milliards, contre GNF 246,9 milliards en 2021, soit une baisse de - 83,2 %.

5.3. Institutions financières inclusives

La finance inclusive s'est renforcée au cours de l'année 2022, grâce à l'accroissement des activités des institutions de microfinance et des établissements de monnaies électroniques. En effet, le nombre d'IMF s'est accru d'une institution, avec dans son sillage un accroissement du nombre d'agences, de clients et de personnels du secteur. De même, le nombre d'établissements de Monnaie Électronique (EME) s'est également accru, ainsi que le nombre de transactions et le nombre de comptes mobiles money ouverts.

5.3.1. Institutions de microfinances

Au 31 décembre 2022, le secteur de la microfinance compte vingt (20) Institutions de Microfinance contre dix-neuf (19) en 2021, répartis en deux catégories comme suit :

- 16 IMF qui collectent des dépôts et accordent des prêts à leurs membres ou au tiers ;
- Et 4 IMF qui accordent des prêts, sans exercer l'activité de collecte de dépôts.

Le secteur compte un réseau de 3 163 agences (ou points de services) pour environ 1,1 client et 1 691 employés.

Tableau 18 : Répartition des points de services par catégorie d'IMF

Points de service	2022	2021	Part (%)	Variation (%)
IMF de type coopératif et mutualiste	160	169	5,1	9
IMF de type société anonyme	2 992	2 184	94,6	37
d'IMF ne collectant pas d'épargne	11	10	0,3	1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les IMF proposent généralement à la clientèle des services de dépôts à vue et de crédits à court terme. Certaines parmi elles offrent, en plus de ces services de base, d'autres services comme le transfert d'argent, la commercialisation de produits d'assurance, la vente de cartes bancaires, des services financiers mobiles, la formation, le conseil, etc.

Les ressources des IMF sont composées principalement des dépôts à vue (ressources à court terme) et des emprunts. Le total des dépôts s'élève à GNF 863,98 milliards avec un taux de croissance de 8,0 % en 2022, contre un encours de 799,7 milliards pour un taux de 21% en 2021. Cinq (5) IMF ont contribué à hauteur de 86% de cette croissance.

Tableau 19: Evolution des principaux agrégats du secteur et variation sur 2022/2021.

Indicateurs	2018	2019	2020	2021	2022	Variation (%)
Nombre d'IMF	26	22	17	19	20	5
Nombre d'agences et PS	376	461	683	2 363	3 163	34
Nombre d'employés	944	1 071	936	1 556	1 691	9
Nombre de clients	695 714	856 464	816 236	956 960	1 136 757	19
Nombre de crédits accordés	302 541	378 187	363 468	157 052	201 255	28
Volume des crédits (en milliards de GNF)	620,32	951,56	880,28	1 132,28	1 417,18	17
Encours des crédits (en milliards de GNF)	491,12	706,43	698,52	819,61	946,86	16
Encours en souffrance (en milliards de GNF)	36,39	53,98	71,73	91,35	92,03	1
Encours de dépôts (en milliards de GNF)	404,21	446,08	658,24	799,74	863,98	8

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les ressources des IMF qui ne collectent pas l'épargne proviennent des lignes de crédit accordées par les bailleurs de fonds dans le cadre des programmes d'aide au développement, ou d'emprunts. Elles se chiffrent à GNF 1,333 milliards, contre GNF 1,362 milliards en 2021 soit une légère baisse de 2 %.

Les emprunts ont enregistré un taux de croissance de 1%, contre 116% en 2021. Ils se chiffrent à GNF 192,29 milliards, contre GNF 190,36 milliards un an plus tôt.

L'encours des crédits a progressé de 16 %, contre un recul de 1% par rapport à 2021. Il s'établit à GNF 946,866 milliards en 2022, soit un accroissement de GNF 127,259 milliards par rapport à l'année écoulée. Les crédits à court terme sont les plus importants et s'expliquent par le fait que les ressources des IMF sont dominées par les ressources à court terme.

Les liquidités des IMF se sont élevées à GNF 258,1 milliards, contre un montant de GNF 273,3 milliards en 2021, soit un recul de 6 %. Ensuite, les investissements nets ont enregistré une progression de 33 % et représentent un montant de GNF 168 milliards contre GNF 126,2 milliards en 2021.

En termes de part de marché de dépôt et de crédit, trois Institutions occupent la position de leader sur le secteur de la microfinance. Les parts de celles-ci représentent 65% du

total des dépôts du secteur et 55% du portefeuille de crédits du secteur, contre respectivement 68 % et 56 % en 2021.

Comme les années précédentes, les financements ont été orientés en majorité vers le secteur « commerce, restauration et hôtellerie », qui bénéficie de plus de la moitié des crédits accordés (65 %), suivis par les autres secteurs (11 %), puis des Travaux publics, Bâtiments et Logements (10 %) et celui de l'Agriculture, Élevage et Pêche (10 %).

Tableau 20: Evolution des concours accordés par secteur d'activités (en %).

Secteur d'activité	2018	2019	2020	2021	2022
Agriculture, Élevage et Pêche	13,1	8,9	12,6	8,76	10%
Travaux publics, Bâtiments et L.	14,6	15,7	11,4	13,54	10%
Commerce, Restauration et H	45,3	46,6	54,2	56,26	65%
Industrie et Artisanat	4	3,3	2,9	1,58	1%
Transport et Communication	5,1	12,4	7,1	3,66	4%
Autres secteurs	17,9	13,1	11,8	16,20	11%

Source : Banque Centrale de la République de Guinée.

Hormis le cas des autres secteurs, le secteur du Commerce, Restauration et Hôtellerie affiche le risque le plus élevé qui est de 3%. Il est suivi des deux secteurs (Agriculture, Élevage et Pêche) et Travaux publics, Bâtiments et Logements) pour chacun 1%.

Tableau 21: Crédits en souffrance par secteur d'activité au 31 décembre 2022.

Secteur d'activité	Montant en mds	Poids %	Taux d'impayé
Agriculture, Élevage et Pêche	12,1	13	1%
Travaux publics, Bâtiments et Logements	5,3	6	1%
Commerce, Restauration et Hôtellerie	32,1	35	3%
Industrie et Artisanat	2,3	2	0%
Transport et Communication	2,2	2	0%
Autres secteurs	38,7	42	4%
TOTAL	92,0	100	10%

Source : Banque Centrale de la République de Guinée.

5.3.2. Établissements de Monnaie Électronique

Au 31 décembre 2022, on dénombre sept (7) EME agréés par le Comité des agréments, dont quatre (4) en activité. Une nouvelle société qui a été agréée en 2022 n'a pas encore débuté ses activités d'émission de monnaie électronique. Parmi ceux-ci :

- quatre (4) établissements fonctionnels ;
- un (1) établissement en cessation d'activité et dont la demande de retrait d'agrément était en cours d'examen par le Comité des Agréments ;
- deux (2) établissements agréés n'ont pas fait usage de leur agrément, et ce, plus de douze (12) mois après l'octroi de l'Agrément.

Le nombre total de comptes ouverts a enregistré une hausse de 20% en passant de 10 millions en 2021 à 12 millions à fin 2022. Toutefois, le taux d'activité des comptes qui s'est établi à 23,7 % n'a enregistré qu'une augmentation de l'ordre de 1,4% par rapport à 2021.

Le nombre de points de services est passé de 81 665 en 2021 à 86 730 à fin 2022, soit une progression de 6 %. Avec 62 000 points de vente, le leader du marché occupe 71 % du réseau de distribution.

Le maillage territorial démontre une large couverture du territoire national avec une forte concentration au niveau de la Zone spéciale de Conakry, qui regroupe 44 % des points de services, suivi des Régions de Kindia et de Kankan (13% chacune). Les régions de Faranah, Mamou et Labé disposent des taux de couverture les plus faibles avec 5% environ chacune.

La volumétrie des transactions des établissements de monnaie électronique a continué sa progression aussi bien en termes de nombre de transactions qu'en valeur des transactions. Ainsi, au 31 décembre 2022, les EME ont enregistré 639 millions de transactions, soit une valeur totale de GNF 178,7 milliards.

Toutefois, l'utilisation de la monnaie électronique par les clients reste dominée par les rechargements et retraits de fonds sur les comptes de monnaie électronique, qui représentent respectivement 51% en volume et 80% en valeur de l'ensemble des transactions. Les paiements marchands représentent respectivement 6% en nombre et 2% en valeur. Le transfert international reste très marginal dans les opérations de monnaie électronique Avec 0,3 % et 1% respectivement en nombre et valeur de l'ensemble des transactions. Avec respectivement 6% en nombre et 2% en valeur, les paiements représentent un fort levier de croissance dans le domaine des transactions électroniques.

CHAPITRE 6 : PERSPECTIVES ECONOMIQUES INTERNATIONALES ET NATIONALES

6.1. Perspectives économiques internationales

Selon les perspectives économiques mondiales du FMI, la plupart des événements ayant dicté l'évolution économique globale en 2022 vont continuer à avoir des effets sur l'année 2023, voire au-delà. Ainsi, les pressions inflationnistes resteront élevées, mais resteront néanmoins moins intenses qu'en 2022 en raison du probable maintien de l'orientation des politiques monétaires restrictives par les Banques centrales. De même, les politiques budgétaires auront une faible marge de manœuvre dans un contexte de déficits budgétaires et de dettes publiques élevées, conséquences des mesures de soutien budgétaire contre la Covid-19. Les tensions géopolitiques issues de la guerre Russo-Ukrainienne persisteraient entraînant un maintien des prix des matières premières à des niveaux élevés tandis que les récentes tensions dans le système financier demeurent encore à la suite des difficultés financières de certaines banques aux Etats-Unis et en Europe avec la crainte d'une nouvelle crise financière globale. En conséquence, le FMI prévoit une décélération de l'économie globale à 2,8% en 2023 et 3,0% en 2024, contre une croissance de 3,4% en 2022 (voir Tableau 22). Toutes les régions du monde prévoient un recul de leur croissance avec un impact plus marqué pour les Economies Avancées (1,3%, contre 2,7% en 2022) que les Economies Emergentes et Economie en Développement (3,9%, contre 4,0% en 2022). Plus particulièrement, la croissance reculerait à 1,6 % et 0,8% en 2023, contre 2,1% et 3,5% aux Etats Unis et dans la zone euro, respectivement. L'activité économique s'accélérait cependant en Chine de 2,2 points de pourcentage pour atteindre 5,2% en 2023 tandis qu'elle reculerait en Inde de 0,9 point de pourcentage à 5,9%. En Afrique Sub-saharienne, la croissance économique décèlerait à 3,6% contre 3,9% en 2022. Le taux de croissance se situerait à 3,2% et 0,1% au Nigeria et en Afrique du Sud, respectivement, contre 3,3% et 2,0% en 2022.

Une amélioration des perspectives économiques globales est prévue en 2024 avec une croissance réelle globale de 3,0%.

Tableau 22 : Perspectives économiques mondiales – taux de croissance

	2022	2023	2024
Monde	3,4	2,8	3,0
Économies avancées	2,7	1,3	1,4
États Unis d'Amérique	2,1	1,6	1,1
Zone euro	3,5	0,8	1,4
Japon	5,5	1,5	2,0
Économies Émergentes et en Développement d'Asie	4,4	5,3	5,1
Chine	3,0	5,2	4,5
Inde	6,8	5,9	6,3
Économies Émergentes et en Développement d'Europe	0,8	1,2	2,5
Russie	-2,1	0,7	1,3
Amérique Latine et Caraïbes	4,0	1,6	2,2
Afrique Sub-saharienne	3,9	3,6	4,2
Afrique du Sud	2,0	0,1	1,8
Nigeria	3,3	3,2	3,0

Source : Perspectives Économiques Mondiales - FMI

L'inflation globale, quant à elle, devrait poursuivre sa tendance baissière significative entamée depuis le deuxième trimestre 2022, en lien avec la baisse des prix du pétrole et d'énergie ainsi que le probable maintien des politiques monétaires restrictives des Banques Centrales entamées en 2021. Ainsi, le taux d'inflation global baisserait de 1,7 pourcentage de point à 7,0%. Cette baisse devrait davantage être marquée dans les Économies Avancées (4,7%, contre 7,3% en 2022) que dans les Marchés Émergents et Économies en Développement (8,6%, contre 9,8% en 2022). L'inflation devrait poursuivre une nette baisse en 2024 pour atteindre 2,6% dans les Économies Avancées et les Marchés Émergents et 6,5% dans les Économies en Développement.

Tableau 23 : Perspectives économiques mondiales – taux d'inflation

	2022	2023	2024
Économies avancées	7,3	4,7	2,6
États Unis d'Amérique	8,0	4,5	2,3
Zone euro	8,4	5,3	2,9
Japon	2,5	2,7	2,2
Économies Émergentes et en Développement d'Asie	3,8	3,4	3,0
Économies Émergentes et en Développement d'Europe	27,9	19,7	13,2
Amérique Latine et Caraïbes	14,0	13,3	9,0
Asie Centrale et Moyen Orient	14,3	15,9	12,0
Afrique Sub-saharienne	14,5	14,0	10,5

Source : Perspectives Économiques Mondiales - FMI

Au niveau du secteur des finances publiques, la plupart des régions du monde devraient maintenir des déficits publics et de dettes publiques élevés en raison des effets persistants de la COVID-19 et de l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne. Ainsi, le déficit public dans les Économies Avancées se situerait à 4,4% du PIB et 4,2% du PIB en 2023 et 2024, respectivement, contre 4,3% du PIB en 2022. Le déficit public dans les Économies Émergentes et en Développement s'aggraverait à 5,8% du PIB et 5,3% du PIB en 2023 et 2024, respectivement, contre 5,2% du PIB en 2022. En conséquence, la dette publique resterait également à des niveaux élevés, à plus de 100% du PIB dans les Économies Avancées et plus de 70% du PIB dans les Économies Émergentes et Économies en Développement à moyen et long terme.

De son côté, le commerce global devrait connaître un net recul en 2023 avec une croissance de 2,4%, contre une croissance de 5,1% l'année précédente, en lien avec la chute de la demande globale causée par la multiplication des barrières tarifaires et l'appréciation du dollar US.

6.2. Perspectives économiques nationales

6.2.1. Secteur réel

Malgré les perspectives économiques mondiales défavorables, les autorités guinéennes prévoient une amélioration de l'activité économique nationale à moyen terme qui

s'explique par la poursuite de la mise en œuvre des différents programmes de développement notamment le Programme de Référence Intermédiaire (PRI) 2022-2025, le Plan de Relance Économique (PRE) 2022-2025 ainsi que les réformes en cours dans le secteur minier. Ainsi, le taux de croissance économique atteindrait 6,1% et 5,8% en 2023 et 2024 respectivement, contre une croissance de 5,5% en 2022.

Tableau 24 : Perspectives économiques nationales – taux de croissance (%)

	2022	2023	2024
Taux de croissance	5,5	6,1	5,8
Secteur primaire	4,8	6,1	6,5
Secteur secondaire	6,6	7,5	8,1
Secteur tertiaire	5,1	5,0	4,2

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

Ce raffermissement concernerait davantage les secteurs primaire et secondaire dont les taux de croissance augmenteraient de 1,3 point de pourcentage et 0,9 point de pourcentage à 6,1% et 7,5%, respectivement, en 2023. Tous les sous-secteurs primaires devraient s'améliorer grâce au maintien des programmes d'interventions publiques en cours, notamment dans l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche. De même, le secteur secondaire devrait continuer de bénéficier de la bonne dynamique du secteur minier, de l'accélération des activités de construction et de l'amélioration de la fourniture de l'énergie. Cependant, le secteur tertiaire devrait légèrement décélérer de 0,1 point de pourcentage à 5,0% en 2023 et davantage en 2024 (4,2%) en raison du ralentissement attendu du sous-secteur du commerce.

Du côté de la demande, la croissance serait tirée par la consommation finale et les exportations, tandis que l'investissement devrait enregistrer une contraction en 2023 et une légère croissance l'année suivante. Ainsi, la consommation finale devrait progresser de 3,5% et 17,1% en 2023 et 2024, respectivement, contre une contraction de 2,6% en 2022. La consommation finale devrait être soutenue par la consommation privée tandis que la consommation publique devrait nettement reculer durant les périodes de 2023 et 2024. Quant aux exportations, celles-ci devraient s'accélérer à moyen terme avec une croissance prévue de 5,5% et 5,8% en 2023 et 2024, respectivement, contre 2,1% en 2022. Enfin, les perspectives économiques nationales indiquent une importante chute des investissements à la fois publics et privés, passant d'une croissance de 15,9% en 2022 à une contraction de 11,9% en 2023 suivie d'une légère croissance à 0,5% en 2024.

Au niveau des prix, les perspectives indiquent une nette amélioration du taux d'inflation qui tomberait à un chiffre à moyen terme, en lien avec les prévisions favorables liées à la stabilité du franc guinéen et la poursuite de l'amélioration des infrastructures routières en cours dans le pays. Ainsi, le taux d'inflation en glissement s'établirait à 8,4% en 2023, puis

à 7,7% en 2024, contre 8,6% en 2022. De même, le taux d'inflation en moyenne devrait passer de 10,5% en 2022 à 9,2% et 5,9% en 2023 et 2024, respectivement.

Tableau 25 : Perspectives économiques nationales – taux d'inflation

	2022	2023	2024
Taux d'inflation – glissement annuel	8,6	8,4	7,7
Taux d'inflation – moyenne annuelle	10,5	9,2	5,9

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

6.2.2. Secteur des finances publiques

Les projections à moyen terme sur les opérations financières de l'Etat indiquent un déficit budgétaire, dons compris à hauteur de GNF 7 711 milliards (3,6% du PIB) en 2023 et GNF 7 263 milliards (3,0% du PIB) en 2024, contre un surplus de GNF 304 milliards (0,2% du PIB) en 2022. Hors-dons, le déficit budgétaire atteindrait GNF 10 282 milliards (4,8% du PIB) et GNF 8 549 milliards (3,6% du PIB) en 2023 et 2024 respectivement, contre un déficit de GNF 528 milliards (0,3% du PIB) en 2022. Les recettes et les dons devraient progresser de 15,0% et 54,6% pour atteindre respectivement GNF 27 382 milliards et GNF 1 286 milliards en 2023. Les recettes non-minières qui représentent plus de 80% des recettes totales atteindraient GNF 23 377 milliards en 2023 tandis que les recettes minières devraient stagner à GNF 4 000 milliards à la même période.

Les dons reçus par l'Etat devraient fortement augmenter pour se fixer à GNF 1 286 milliards en 2023, contre GNF 831 milliards de dons reçus en 2022.

Quant aux dépenses totales, elles devraient doubler pour atteindre GNF 37 665 milliards en 2023. Les dépenses courantes augmenteraient à GNF 20 827 milliards en 2023, puis à GNF 22 453 milliards l'année suivante, contre GNF 17 815 milliards en 2022. Les dépenses en capital devraient presque tripler en 2023 atteignant GNF 16 837 milliards, contre GNF 6 522 milliards en 2022. Les dépenses d'investissement devraient sensiblement être en hausse pour atteindre plus de 45% des dépenses publiques totales à moyen terme.

Enfin, la dette publique devrait connaître une augmentation importante à moyen terme pour se fixer à USD 9 413,8 millions (40,2% du PIB) en 2023, puis à USD 12 216,3 millions (47,9% du PIB) en 2024, contre USD 6 713,7 millions (31,6% du PIB) en 2022. Ainsi, le pays disposerait toujours assez d'espace budgétaire par rapport aux 70,0 % du PIB de norme communautaire.

	2022	2023	2024
Recettes (milliards GNF)	23 809	27 382	31 175
Dons (milliards GNF)	831	1286	-
Dépenses totales (milliards GNF)	24 337	37 665	39 724
Solde budgétaire – dons compris (% PIB)	0,2	-3,6	-3,0
Solde budgétaire – hors dons (% PIB)	-0,3	-4,8	-3,6
Dettes publiques (% PIB)	31,6	40,2	47,9

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

6.2.3. Secteur extérieur

Les échanges extérieurs de la Guinée devraient connaître une nette amélioration du solde global qui atteindrait un surplus de USD 2708,8 millions (11,6% du PIB) en 2023 puis USD 1497,1 millions (5,9% du PIB) en 2024, contre un surplus de USD 517,7 millions (2,4% du PIB) en 2022. Le compte courant resterait en surplus de USD 4866,5 millions en 2023 contre un surplus de USD 3332,6 millions, soit une croissance de 46,0% grâce à une hausse importante des exportations des biens qui s'établirait à USD 9884,9 millions, soit 13,2%, combinée à une baisse des importations qui s'établirait à USD 4351,2 millions, soit 10,1%. Par ailleurs, le solde du commerce des services continuerait à se détériorer, passant d'un déficit de USD 760,5 millions en 2022 à USD 878,0 millions en 2023.

Tableau 27 : Perspectives économiques nationales – secteur extérieur

	2022	2023	2024
Compte des transactions courantes (millions USD)	3332,6	4866,5	3778,4
Solde global (millions USD)	517,7	2708,8	1497,1
Taux de change /USD	8680	9098	9375
Taux de change / Euro	9043	9223	9408
Réserves extérieures brutes (millions USD)	2238	2267	3176

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

II- MISSIONS ET GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE

CHAPITRE 7 : POLITIQUE MONETAIRE, CONDITIONS MONETAIRES ET FINANCIERES

En 2022, la conduite de la politique monétaire est réalisée dans un contexte de modification partielle des conditions monétaires. Cette modification portant sur la baisse du coefficient des réserves obligatoires est intervenue en avril 2022, dans le but de soutenir les efforts de relance économique engagés par les nouvelles autorités de la transition. Cette décision a impacté les conditions monétaires et financières de l'économie guinéenne. Ainsi, les réserves excédentaires et la liquidité globale se sont améliorées. Les différents compartiments du marché monétaire sont restés dynamiques, se traduisant ainsi par une facilité de financement de l'activité économique. Le financement a été possible grâce à la collecte des dépôts bancaires. Dans la même tendance, la masse monétaire a enregistré une hausse.

7.1. Politique monétaire

A l'instar des autres Banques Centrales, la BCRG continue d'utiliser ses principaux instruments de politique monétaire en vue de défendre la valeur interne et externe de la monnaie nationale. C'est dans cette logique que le taux directeur, les opérations *d'open market* et les coefficients des réserves obligatoires sont actionnés pour assurer la stabilité des prix et accompagner la relance économique du pays.

7.1.1. Taux directeur et taux d'intérêt du marché monétaire

Au cours de l'année 2022, les autorités monétaires ont mené une politique monétaire prudente, suivant l'évolution de l'inflation et des conditions macroéconomiques générales. Ainsi, le Comité de Politique Monétaire, pendant ses quatre réunions ordinaires, a laissé inchangé le taux directeur à son niveau de 11,5 %. Cette décision s'est reflétée sur le taux de pension livrée de la BCRG, qui joue le rôle de plafond et qui est resté inchangé à 15,5 % tout au long de l'année. Ce maintien du taux directeur et du taux de pension livrée a permis aux banques de consolider et d'accroître leurs financements en faveur des entreprises et des particuliers.

Sur les guichets de refinancement, le taux moyen pondéré des opérations d'injection de liquidités est passé de 11,85 % à fin décembre 2021 à 11,82 % à fin décembre 2022, soit une baisse de 0,03 %. De même, le taux moyen pondéré des opérations interbancaires a baissé de 0,12 % par rapport à fin décembre 2021 pour se situer à 9,71% à fin décembre 2022.

En revanche, les taux des Bons du Trésor, toutes maturités confondues, ont tous augmenté en 2022, en raison de la hausse des besoins de trésorerie de l'Etat. Le taux moyen pondéré

des BdT à 364 jours est passé de 13,71 % à fin décembre 2021 à 14,48 % à fin décembre 2022. Le taux moyen pondéré des BdT à 182 jours s'est établi à 13,46 % à fin décembre 2022, contre 13,20% à fin décembre 2021. Pour les BdT à 91 jours, le taux moyen pondéré s'est fixé à 13,26% à fin décembre 2022, contre 13,25% un an auparavant.

Tableau 28 : structure des taux d'intérêts (en %)

	2019	2020	2021	2022
A la BCRG				
Taux Directeur	12,5	11,5	11,5	11,5
Coefficient RO	16	15	16	15
Sur le marché monétaire				
Taux moyen des opérations de ponction	0	0	0	0
Taux moyen des opérations d'injection	16,5	11,52	11,85	11,82
Taux moyen pondéré interbancaire	9,09	11,5	9,83	9,71
Taux des BDT				
91 jours	6,66	11,5	13,25	13,26
182 jours	8,47	12	13,2	13,46
364 jours	11,83	15	13,71	14,48
Dans les banques				
Taux moyen des comptes sur livret	2,6	2,76	2,85	2,86
Taux moyen des DAT	5,84	5,89	5,69	5,87
Taux débiteur moyen	15,96	15,54	15,33	14,46

Source : Banque centrale de la République de Guinée

Concernant le système bancaire, les taux d'intérêts pratiqués sur les opérations de dépôts et de prêts se sont inscrits à la hausse. Le taux d'intérêt moyen sur les comptes sur livret a atteint 2,86 % à fin décembre 2022, contre 2,85 % à fin décembre 2021. S'agissant des Dépôts à terme (DAT), le taux pratiqué est à 5,87 % à fin décembre 2022, contre 5,69 % à la même période de l'année précédente. Cependant, une tendance de baisse est observée sur les prêts bancaires, dont le taux moyen est ressorti à 14,46 % à fin décembre 2022, contre 15,33% à fin décembre 2021.

7.1.2. Opérations d'open market

Les opérations d'open market étant un des instruments de la politique monétaire, elles ont surtout porté sur les émissions des Bons du Trésor (BdT). La BCRG a également utilisé son guichet de pension livrée pour combler le déficit de trésorerie de certaines banques.

Ainsi, le volume total des opérations de prises en pensions en 2022 a presque triplé pour s'établir à GNF 24 322,5 milliards en 2022, contre GNF 7 857 milliards un an plus tôt, correspondant à un refinancement mensuel du système bancaire de GNF 2 026,9 milliards, contre GNF 654,8 milliards en 2021. L'importance des montants des opérations de pension livrée résulte de l'anticipation des banques à éviter les manquements liés à la constitution des réserves obligatoires et à la position débitrice pendant les séances de compensation.

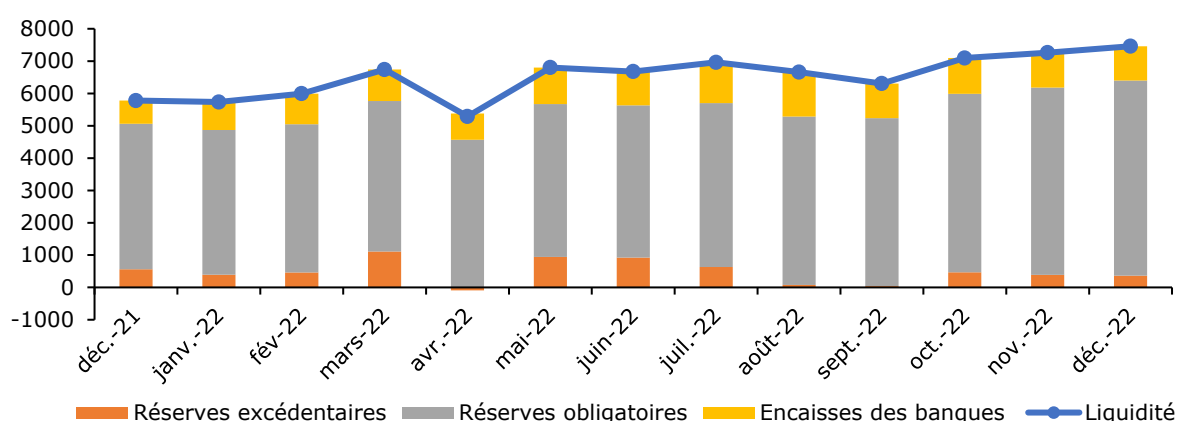
7.1.3. Réserves obligatoires et excédentaires

En 2022, sur recommandation du Comité de Politique Monétaire lors de sa réunion extraordinaire du 10 mars 2022, la Banque Centrale a réduit son coefficient des réserves obligatoires de 1 point de pourcentage pour le fixer à 15 %. Cette décision visait à améliorer la liquidité du système bancaire, afin d'augmenter l'offre de financement du système.

Ainsi, la baisse des réserves obligatoires est marquée par une évolution à deux tendances de l'évolution de la liquidité brute du secteur, qui est constituée des réserves excédentaires, des réserves obligatoires et des encaisses des banques. Cette évolution de la liquidité bancaire est caractérisée par deux principales phases. La première phase qui couvre la période de décembre 2021 à fin avril 2022 est traduite par une baisse de 8,48 % de la liquidité, en passant de GNF 5 779,2 milliards à GNF 5 289,2 milliards. Cette baisse est imputable à la forte souscription des banques aux Obligations du Trésor.

En revanche, la deuxième phase, allant de mai 2022 à décembre 2022, est marquée par une amélioration de la liquidité bancaire, en se situant à GNF 7 459,7 milliards, soit une hausse de 9,7 %. Cette amélioration est expliquée, entre autres, par le remboursement de la deuxième et de la dernière tranche des emprunts obligataires de 2020 et de 2019 pour un montant total de GNF 997,2 milliards, et la baisse du coefficient des réserves obligatoires de 16% à 15% décidée au cours de la réunion extraordinaire du Comité de Politique Monétaire du 10 mars 2022. Cette augmentation a été atténuée par la souscription des banques aux Obligations du Trésor des mois d'août et de novembre 2022 pour un montant global de GNF 1 328 milliards.

Graphique 33 : Evolution de la liquidité bancaire (en milliards de GNF)



Source : Banque centrale de la République de Guinée

De même, les réserves obligatoires se sont établies à GNF 6 035,9 milliards à fin décembre 2022, contre GNF 4 496,8 milliards à fin décembre 2021 milliards, soit une augmentation

de 34 %. Cette hausse est liée à l'amélioration des réserves tant en GNF et qu'en devises. Les réserves en GNF sont passées de GNF 3 138,9 milliards à fin décembre 2021 à GNF 3 944,4 milliards à fin décembre 2022, soit une hausse de 25,6 %, résultant de l'accroissement des dépôts en GNF dans les livrets des banques. De même, les réserves en devises sont en augmentation de 54 % par rapport à fin décembre 2021, pour atteindre GNF 2 091,5 milliards à fin 2022.

Par ailleurs, les réserves excédentaires nettes ont également bénéficié des effets de la baisse du coefficient des réserves obligatoires, en s'établissant à GNF 362 milliards à fin décembre 2022, contre GNF 546,1 milliards un an plus tôt. L'amélioration de ces réserves est portée par l'accroissement de 315,5 % des réserves excédentaires en GNF et de 56,3 % des réserves excédentaires en devises.

7.2. Marché monétaire

En 2022, les activités sur le marché monétaire sont caractérisées par le dynamisme constaté dans tous les compartiments, notamment sur le marché interbancaire, le marché des Bons du Trésor et le marché des emprunts obligataires.

7.2.1. Marché interbancaire

Au cours de l'année 2022, le marché interbancaire a été particulièrement dynamique, avec un accroissement des transactions de 82 %. Le volume global des opérations interbancaires en GNF garanties par les titres est ainsi passé de GNF 2 232 milliards en 2021 à GNF 4 055 milliards à fin 2022.

Cette dynamique est soutenue grâce à l'introduction d'un système de paiements automatisé de type « Real-Time Gross-Settlement » (RTGS) et d'un dépositaire central (CSD). Ce système a permis aux banques d'utiliser leurs Bons du Trésor et autres titres publics comme collatéral pour des emprunts interbancaires ou auprès de la Banque Centrale.

7.2.2. Marché des Bons du Trésor

Comme par le passé, les besoins croissants de trésorerie de l'Etat se sont traduits par le dynamisme du marché des Bons du Trésor à travers les opérations d'émission de ces titres. Ainsi, le volume global des émissions au compte du Ministère de l'Économie et des Finances s'est chiffré à GNF 22 523 milliards en 2022, contre GNF 16 260,5 milliards en 2021, soit une hausse de 39 %.

Le volume souscrit par les Banques, les Compagnies d'Assurances et les Mutuelles s'est élevé à GNF 16 180,5 milliards en 2022, contre GNF 13 370,5 milliards en 2021, soit une augmentation de GNF 2 810 milliards. Dans ces conditions, le volume global des offres

adjudgées était de GNF 12 729,2 milliards contre GNF 11 003,5 milliards en 2021, soit une progression 15,7 %. Le taux d'absorption s'est situé à 78,6% en 2022, contre 82,3 % en 2021 et 86 % en 2020.

L'encours total des Bons de Trésor est passé de GNF 8682 milliards à fin décembre 2021 à GNF 8225,8 milliards à fin décembre 2022, correspondant à un désendettement du Trésor auprès des banques commerciales de GNF 456,25 milliards.

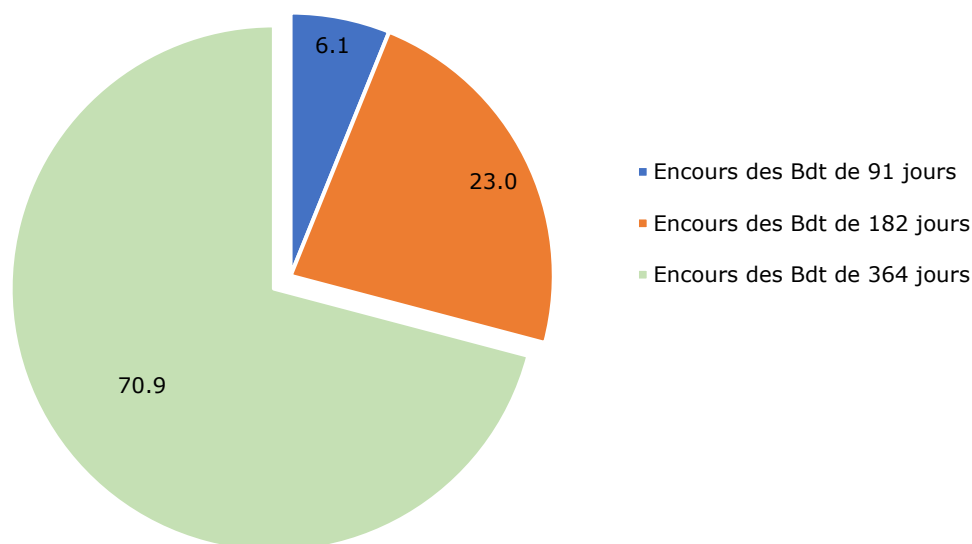
Tableau 29 : Evolution du volume des émissions, souscriptions, adjudications et remboursement des BdT (en milliards de GNF)

	2018	2019	2020	2021	2022
Volume des émissions	7 115	7 231,3	12 712	16 260,5	22 523
Volume des souscriptions	10 096,5	9 839	12 092,3	13 370,5	16 180,5
Volume adjudgés	5 713	5 954,3	8 910,8	11 003,5	12 729,2
Volume des remboursements	4 503	5 702	6 858,8	10 067,8	9 633,8

Source : Banque centrale de la République de Guinée

S'agissant de la structure par maturité, l'encours des Bons de Trésor est dominé par la maturité de 364 jours (70,9 %), suivie de celle de 182 jours (23 %). A fin décembre 2022, l'encours des Bons du Trésor est constitué de GNF 5 832,8 milliards pour la maturité de 364 jours, de GNF 1 890 milliards pour celle de 182 jours et de GNF 503 milliards pour les Bons à 91 jours.

Graphique 34 : Structure des encours de BDT par maturité en 2022 (en %)



Source : Banque centrale de la République de Guinée

7.2.3. Marchés des Emprunts obligataires

Les autorités de la transition guinéenne, dans le cadre de la refondation de l'Etat, ont engagé d'énormes chantiers portant notamment sur la réalisation des infrastructures

routières dans la capitale et dans les régions administratives. La réalisation de ces infrastructures nécessite pour l'Etat d'énormes besoins de financement. Pour faire face à ces besoins, le Gouvernement a fait recours aux obligations du trésor.

En 2022, l'Etat a émis pour la première fois les obligations du Trésor par adjudication. Ces adjudications ont permis à l'Etat de mobiliser en GNF 2 058,3 milliards au titre du financement intérieur.

A fin décembre 2022, l'encours total des titres publics s'élève à GNF 14 987,4 milliards dont GNF 8 225,75 milliards pour les Bons du Trésor, GNF 2 058,3 milliards pour les Obligations du Trésor, GNF 461,1 milliards en Emprunt Obligataire et GNF 4 242,2 milliards pour les autres titres d'Etat. Par ailleurs, en 2020 et 2019, l'Etat avait mobilisé des emprunts obligataires syndiqués de maturité 3 ans de valeurs respectives de GNF 1 302 milliards et de GNF 1 235 milliards souscrits essentiellement par les banques. La dernière et la deuxième tranche de ces emprunts obligataires ont été remboursées sans incidence et sans retard. L'encours des emprunts obligataires syndiqués se chiffre à GNF 461,12 milliards à fin décembre 2022.

7.3. Evolution des agrégats monétaires

L'évolution de la situation monétaire en 2022 est caractérisée par une augmentation de la masse monétaire. Cette augmentation est constatée aussi bien du côté des contreparties que des composantes.

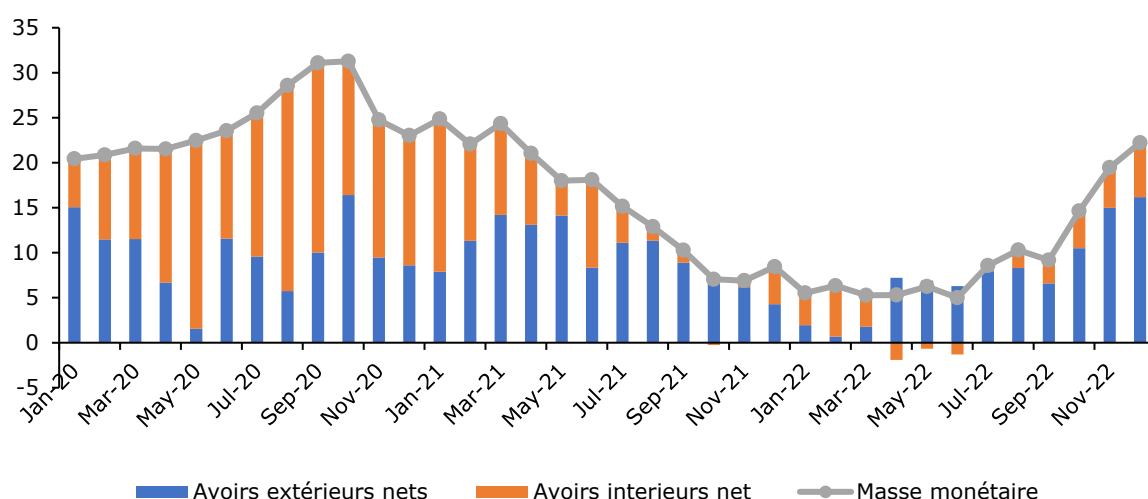
7.3.1. Masse monétaire

Au 31 décembre 2022, la masse monétaire s'est accrue de 22,2% par rapport à 2021, pour s'établir à GNF 49 598,5 milliards. Du côté des contreparties, cet accroissement de la masse monétaire est porté par une hausse des avoirs extérieurs nets. Selon ses composantes, cet accroissement de la masse monétaire est tiré par l'amélioration des dépôts en francs guinéen.

7.3.1.1. Contreparties de la masse monétaire

L'augmentation de la masse monétaire est due principalement à la hausse des avoirs extérieurs nets de 47,6 % et dans une moindre mesure à celle des avoirs intérieurs nets de 9,1 %.

Graphique 35 : contribution des contreparties de la masse monétaire (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

7.3.1.1.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à GNF 20 351,9 milliards à fin décembre 2022, contre GNF 13 785,7 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 47,6 %. Cette progression est portée par l'accroissement simultané des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et ceux des banques commerciales.

En effet, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 40,8 % par rapport à fin décembre 2021, pour se situer à GNF 12 192,9 milliards à fin décembre 2022. Cette hausse est expliquée par :

- l'encaissement des recettes minières par l'Etat de USD 459,1 millions ;
- le rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs à la BCRG, pour un montant de USD 299,6 millions ;
- les décaissements effectués par le Ministère de l'Économie et des Finances auprès des partenaires au profit des projets sectoriels de l'Etat de USD 201,3 millions ; et
- les achats de devises sur le marché des enchères basées sur les règles pour une valeur de USD 154,24 millions.

De même, les avoirs extérieurs nets des banques sont en hausse de 59,1 %, par rapport à fin décembre 2021, en s'établissant à GNF 8 159 milliards à fin décembre 2022. Cet accroissement est imputable, entre autres, à l'approvisionnement des comptes de correspondants étrangers pour le règlement des fournisseurs étrangers, au rapatriement des recettes d'exportation des sociétés minières, des orpailleurs artisanaux et des sociétés évoluant dans l'agro-industrie.

Tableau 30 : Croissance des Avoirs intérieurs nets et de ses composantes (en %)

	2019	2020	2021	2022
Avoirs extérieurs nets	37,3	27,3	20,0	47,6
Avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	51,4	12,4	8,5	40,8
Position extérieure nette des banques de dépôts	-2,3	92,5	49,4	59,1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

7.3.1.1.2. Avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets sont passés de GNF 26 795,9 milliards à fin décembre 2021 à GNF 29 246,6 milliards à fin décembre 2022, soit une hausse de 9,1%. Cette progression est expliquée, principalement, par l'augmentation des crédits au secteur privé. Elle est contenue par l'amélioration de la Position Nette du Trésor dans les livres de la Banque Centrale.

La Position Nette du Trésor dans les livres de la BCRG s'est chiffrée à GNF 9 575,5 milliards à fin décembre 2022, contre GNF 11 619,3 milliards à fin décembre 2021, soit une amélioration de 17,6 %. Cette performance est imputable à la mise à disposition des allocations de DTS et à la mobilisation des ressources internes par l'Etat. Par contre, la Position Nette du Trésor dans les banques commerciales s'est détériorée de 10,4%, résultant principalement des souscriptions nettes aux Bons du Trésor (GNF 3 095,5 milliards) et aux Obligations du Trésor (GNF 2 045,9 milliards).

Les crédits au secteur privé ont progressé de 24,2 % par rapport à fin décembre 2021, pour se situer à GNF 17 249,2 milliards au 31 décembre 2022. Cette tendance d'évolution est le reflet de la mise en place de nouveaux crédits en faveur des clients évoluant dans les secteurs des mines, des télécommunications, des BTP, de l'énergie, du commerce, de l'agro-industrie et de distribution des hydrocarbures.

Tableau 31 : Avoirs intérieurs nets et ses composantes (en milliards de GNF)

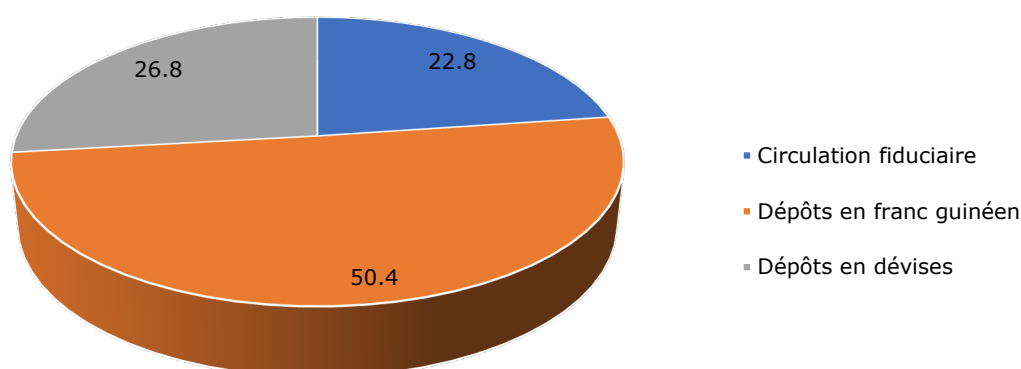
	2019	2020	2021	2022
Avoirs intérieurs nets	20 845,7	25 234	26 795,9	29 246,6
Créances sur le secteur public	14 889,3	20 478	20 546,0	20 003,9
Créances sur le secteur privé	12 044	13 008,8	13 886,4	17 249,2
Autres postes nets	-6 087,6	-8 252,8	-7 636,5	-8 006,5

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

7.3.1.2. Composantes de la masse monétaire

En fonction de ses composantes, la progression de la masse monétaire à fin décembre 2022 est tirée aussi bien par les dépôts en francs guinéen que par les dépôts en devises. La circulation fiduciaire, bien qu'elle occupe la troisième place dans la masse monétaire, contribue modérément à sa progression en 2022.

Graphique 36: Structure de la masse monétaire selon les composantes en 2022(en %)



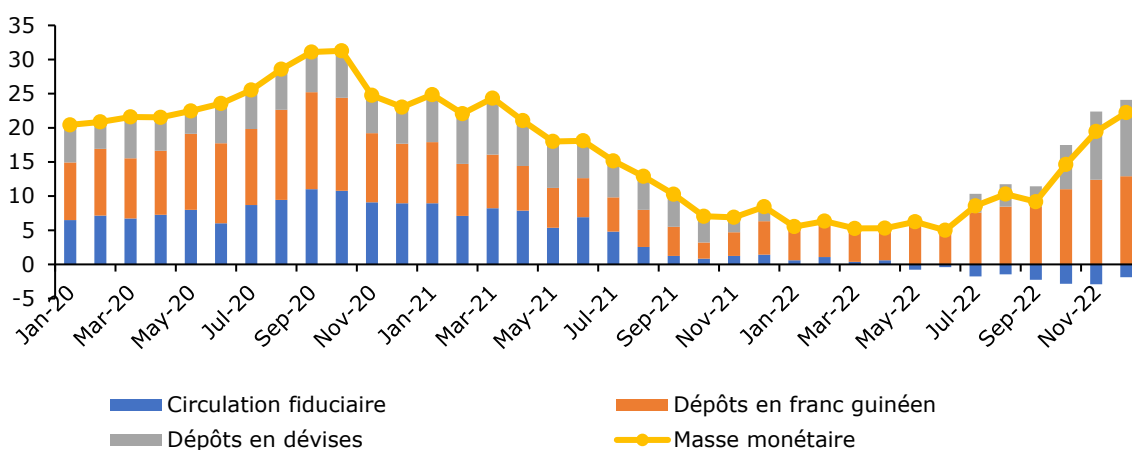
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La circulation fiduciaire s'est établie à GNF 11 306,8 milliards à fin décembre 2022, en baisse de 6,3% par rapport à fin décembre 2021. Cette baisse est liée à l'amélioration de la PNT dans les livres de la BCRG.

Les dépôts en franc guinéen ont augmenté, de 26,6 % par rapport à fin décembre 2021, pour atteindre GNF 24 985,9 milliards à fin décembre 2022. Cette évolution s'explique par l'accroissement des crédits accordés au secteur privé, ainsi que les effets des actions commerciales menées par les banques, notamment la campagne de collecte et le lancement des produits digitaux.

Aussi, les dépôts en devises ont également augmenté de 51,7 % par rapport à fin décembre 2021 pour se situer à GNF 13 305,74 milliards à fin décembre 2022. Cette amélioration est liée à l'augmentation des dépôts des clients évoluant dans les secteurs des mines, des hydrocarbures, des télécommunications et de l'agro-industrie.

Graphique 37 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (en %) re voir le graphique



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

8.1. Gestion des comptes courants, virements et compensations

8.1.1. Opérations en GNF

En 2022, le volume et la valeur des montants des chèques tirés sur les caisses de la Banque Centrale et présentés aux guichets des banques commerciales ont progressé pour atteindre respectivement

13 950 milliards et GNF 1 977,0 milliards, contre 8 725 milliards et GNF 1 338,9 milliards l'année précédente. Cependant, le volume et les montants des chèques et effets tirés sur les banques commerciales et présentés aux guichets de la Banque Centrale ont reculé, passant de 2 252 et GNF 143,8 milliards en 2021 à 3 044 et GNF 233,1 milliards, respectivement.

Concernant les virements, la Banque Centrale a émis 31 842 virements pour une valeur de GNF 554,0 milliards, contre 40 604 pour une valeur de GNF 534,6 milliards en 2021. Les principaux bénéficiaires de ces virements sont, entre autres, le receveur spécial des douanes et celui des impôts, l'Agence des dépôts du Trésor et le receveur central du Trésor. Aussi, la Banque Centrale a effectué 30 522 virements pour un montant total de GNF 472,5 milliards contre 27 475 virements d'un montant de GNF 376,2 milliards en 2021. Ces virements ont été ordonnés par la Direction Nationale du Trésor et autres entités au bénéfice des banques primaires.

8.1.2. Opérations en devises

Les opérations en devises ont porté sur les transactions financières pour le compte de l'Etat, de la Banque centrale et des banques primaires. Ces transactions ont concerné les cessions, les virements et les opérations de change scripturales. L'essentiel des transactions en devises est effectué en USD et en Euro. Le montant total des versements en US dollar a reculé de près de la moitié en 2022, passant de USD 516,6 millions en 2021 à USD 270,9 millions en 2022. Les dépôts en euro ont été, cependant, nettement en hausse, atteignant Euro 66,0 millions, contre Euro 6,9 millions en 2021. En ce qui concerne les paiements en devises, ceux-ci ont fortement augmenté en 2022. Ainsi, les paiements en dollar US et en euro ont atteint respectivement USD 18,8 millions et euro 47,1 millions contre USD 112,3 millions et Euro 8,8 millions en 2021.

8.2. Gestion fiduciaire

En 2022, la crise énergétique due à la guerre en Ukraine a fortement fragilisé l'industrie fiduciaire et les canaux traditionnels d'acheminement des billets de banque des imprimeries aux banques centrales. La stratégie d'anticipation des commandes de billets de banque

initée en 2020 par la Banque Centrale s'est poursuivie en 2022. Cette stratégie a permis la poursuite des efforts d'assainissement de la circulation fiduciaire, notamment par le lancement, le 2 mai 2022, de la démonétisation de la série 2012 des billets de GNF 10 000.

Par ailleurs, pour lui permettre de lutter efficacement contre la circulation des faux billets en Guinée, la Banque Centrale a mis en place un nouveau dispositif de reporting et de centralisation des statistiques sur la contrefaçon.

8.2.1. Assainissement de la circulation fiduciaire

Malgré les difficultés d'approvisionnement en matières premières et la crise énergétique qui est consécutive à la guerre en Ukraine, en 2022, la Banque Centrale a poursuivi ses efforts d'assainissement de la circulation fiduciaire.

Dans ce cadre, elle a lancé, en mai 2022, l'opération de la démonétisation des billets de GNF 10 000 de la série 2012 qui porte sur un volume total de 325 900 000 billets pour une valeur GNF 3 259,00 milliards. A fin décembre 2022, il restait 42 711 111 billets hors du circuit de la Banque Centrale, soit 13,11 % du volume initial, 119 100 066 des billets, soit 36,54 % du volume initial, ont été détruits et 164 088 825 billets, soit 50,35 % du volume initial, sont dans l'encaisse de la Banque Centrale.

En outre, en 2022, la BCRG a retiré de la circulation 196 109 531 billets pour une valeur de GNF 1 141,45 milliards et en a détruit 187 789 531 billets pour un équivalent de GNF 642,4 milliards. Le volume de billets détruits représente près de 96 % du volume de billets retirés tandis que le montant total détruit représente environ 60 % du montant total retiré. Cette destruction a porté essentiellement sur les coupures de GNF 10 000 pour 18,97 %, les GNF 5 000 pour 19,40 %, les GNF 500 pour 27,20 % et GNF 100 pour 21,61 % du volume total des billets détruits.

Tableau 32: Situation des billets retirés (BRC) et détruits de la circulation en 2022

Valeur faciale	Nombre de billets		Montant (en milliards de GNF)	
	Retirés	dont détruits	Retirés	dont détruits
GNF 20 000	6 263 863	2 563 863	125,3	51,3
GNF 10 000	77 662 668	35 622 668	776,6	356,2
GNF 5 000	42 380 000	36 440 000	211,9	182,2
GNF 2 000	900 000	1 620 000	1,8	3,2
GNF 1 000	12 407 000	19 875 000	12,4	19,9
GNF 500	19 465 000	51 079 000	9,7	25,5
GNF 100	37 031 000	40 589 000	3,7	4,1
Total	196 109 531	187 789 531	1 141,4	642,4

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Par ailleurs, l'année 2022 a été marquée par une recrudescence de la contrefaçon contre les coupures de GNF 20 000 et de GNF 10 000, en dépit des actions entreprises ces dernières années pour renforcer les éléments de sécurité intégrés à ces billets. En effet, la BCRG a reçu 4 274 billets contrefaits pour une valeur GNF 63,8 millions. Ces contrefaçons ont porté sur les billets de GNF 20 000 (2 125 billets), de GNF 10 000 (2 119 billets) et de GNF 5 000 (30 billets). Toutefois, par rapport à 2021, le montant total des billets contrefaits est en baisse de 22,7 %.

8.2.2. Émission et monnaie en circulation

En 2022, la Banque Centrale a émis 180,15 millions de billets neufs pour un montant total de GNF 1 863,80 milliards. En 2021, ces émissions se situaient à GNF 2 060 milliards, soit une baisse de 9,52 %. De même, en termes de volume, ces émissions ont chuté de 25,30 % par rapport à 2021.

Tableau 33: Structure des émissions de billets

Valeur faciale	2021		2022		Variation par rapport à 2021 (%)	
	Nombre	Montant (en milliards de GNF)	Nombre	Montant (en milliards de GNF)	Nombre	Montant (en milliards de GNF)
GNF 20 000	49 000 000	980	58 050 000	1161	18.5	18.5
GNF 10 000	83 050 000	830.5	46 200 000	462	-44.4	-44.4
GNF 5 000	31 100 000	155.5	38 850 000	194.25	24.9	24.9
GNF 2 000	28 500 000	57	14 800 000	29.6	-48.1	-48.1
GNF 1 000	24 500 000	24.5	11 650 000	11.65	-52.4	-52.4
GNF 500	25 000 000	12.5	10 600 000	5.3	-57.6	-57.6
Total	241 150 000	2 060.0	180 150 000	1 863.8	-25.3	-9.5

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

S'agissant de la circulation fiduciaire, à fin décembre 2022, elle s'est située en valeur à GNF 16 036,77 milliards, contre GNF 16 033,65 milliards en 2021, soit un léger accroissement de 0,02 %. En termes de volume, la circulation fiduciaire s'est chiffrée à 1 999 703 001 billets, soit une baisse de 10,91 %, en lien avec l'opération de démonétisation de GNF 10 000 de la série 2012 et la part grandissante des coupures de GNF 20 000 dans la circulation fiduciaire.

Près de 71 % de la monnaie en circulation sont détenues par le public, traduisant ainsi une préférence pour la monnaie fiduciaire. Environ deux tiers de la monnaie détenue par ce public sont les billets de GNF 20 000 et environ un quart sont les billets de GNF 10 000. Cette détention des grandes dénominations de billets par le public dénote de leur utilisation dans les transactions en espèces compte tenu de la facilité à les manipuler et à les conserver. De même, ces grandes dénominations sont utilisées pour des fins de thésaurisation.

8.2.3. Approvisionnement des agences et représentations

En 2022, dans le cadre de l'approvisionnement de ses agences et représentations à l'intérieur du pays, la BCRG a procédé à des envois de fonds vers ces agences et représentations et en a reçu des rapatriements de fonds.

Ainsi, la BCRG a procédé à des envois de fonds dans ses agences et représentations de l'intérieur pour GNF 23,12 milliards, contre GNF 513 milliards en 2021, soit une baisse des sorties de près de GNF 490 milliards. En revanche, en termes de réception de fonds, les Agences et la représentation BCRG de l'intérieur ont également procédé au rapatriement de fonds vers le siège pour un montant total de GNF 572,7 millions, soit une hausse de 47,10 %. Ces rapatriements de fonds proviennent entièrement de trois des sept agences de la BCRG.

8.3. Systèmes et moyens de paiements

La réforme des systèmes de paiements de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a conduit à la mise en production de trois infrastructures qui sont le Système de Télécompensation nationale (ACP/ACH) en 2014, le Système de Règlement Brut en Temps Réel (RTGS) en 2016 et le Système de Gestion Électronique des Titres également en 2016. Ces systèmes ont été obtenus grâce à l'assistance technique et financière de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO).

Compte tenu de l'obsolescence des infrastructures, la BCRG, de concert avec les banques et partenaires financiers, a lancé le projet d'amélioration du système de paiements par la migration de ces systèmes conformément aux normes et standards internationaux. Par ailleurs, au cours de l'année 2022, la BCRG a participé à la mise en œuvre du Système de Paiement et de Règlement (PAPSS) et à la définition et à la validation de l'architecture du Système de Paiement et de Règlement de la CEDEAO (EPSS).

8.3.1. Système de compensation automatisé et traitement automatisé des chèques (ACP/ACH)

- Participation et fonctionnement du système ACP/ACH

Le système ACP/ACH concerne tout le système financier guinéen et connaît, à fin 2022, la participation de 19 banques sur les 22 et la BCRG. Deux banques d'investissements, une banque de leasing et les institutions de microfinances ne participent pas au système ACP/ACH.

La BCRG a procédé à la migration du système de télé-compensation en 2022, qui a abouti à la mise à niveau de l'architecture physique et du progiciel du système de compensation automatique. Contrairement à l'ancienne solution qui était basée sur une installation client, la nouvelle version du système de compensation est une interface web. En plus, les

modules qui étaient au nombre de 12 au niveau des banques ont été remplacés par un système unique centralisé. Ainsi, la nouvelle solution est centralisée, plus sécurisée et accessible via le browser/ URL par les agences. Elle permet le suivi de toutes les étapes d'une opération par un seul écran paramétrable. En outre, elle autorise le décodage en plusieurs formats : fichiers plats, XML, SWIFT etc.) et la conversion au message correspondant, tandis que l'ancienne solution utilisait les fichiers plats. Les interfaces du ACP/ACH sont les Systèmes d'information (SI) des banques, le système RTGS (consommation des soldes multilatéraux des banques), le Système d'Information et de Crédit (SIC) pour les incidents de paiement (rejet pour insuffisance de provision).

- Evolution des opérations des banques via le ACP/ACH

Les valeurs traitées dans le système sont les montants inférieurs ou égaux à GNF 1 milliard, les chèques et les effets de commerce.

Tableau 34: Opérations des banques en 2021 et 2022 (valeurs en millions de GNF)

	Opérations 2022		Opérations 2021		Variation (%)	
	Volume	Valeur (millions de GNF)	Volume	Valeur (millions de GNF)	Volume	Valeur
Chèques	259 679	29 263 882	280 011	29 504 489	-7,3	-0,8
Virements	292 064	7 399 223	352 701	7 739 380	-17,2	-4,4
Effets de commerce	671	190 234	882	202 349	-23,9	-6,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En volume et en valeur, les opérations bancaires traitées via le système ont connu une baisse au cours de l'année 2022. En effet, le nombre et la valeur des chèques ont été respectivement de 259 679 et de GNF 29 263,9 milliards en 2022, contre 280 011 et GNF 29 504,5 milliards en 2021, soit des baisses de 7,3% et 0,8%, respectivement. De même, le volume et la valeur des virements bancaires ont respectivement reculé de 23,9% et 6,0% pour se fixer à 292 064 et GNF 7 399,2 milliards en 2022. Quant aux opérations sur effets de commerce, en volume et en valeur, elles ont reculé en 2022 pour atteindre 671 et GNF 190,2 milliards respectivement, soit une baisse par rapport à 2021 de 23,9% et 6,0%, respectivement. Cette baisse générale au niveau de tous les types d'opérations du système ACP/ACH s'explique par l'existence d'un certain nombre de défis tels que le déficit de communication sur le système, la préférence du public pour la monnaie fiduciaire en raison du temps d'attente des clients dans les guichets des banques, jugé long, la non-utilisation du système par les régies financières de l'État et le risque des cyberattaques.

8.3.2. Le Système de Règlement Brut en Temps Réel et le Système de Gestion des Titres (RTGS/SSS)

- Participation et fonctionnement du système RTGS

Le système RTGS est l'infrastructure financière à travers laquelle les opérations de virement interbancaire d'importance systémique (au-dessus de 1 milliard) et en devises étrangères (euro et dollar US) sont effectuées. A cet effet, toutes les 22 banques sont participantes au système avec la BCRG qui exerce le rôle de l'autorité de surveillance et de supervision du système.

Par ailleurs, le système est utilisé comme canal principal des paiements en faveur des régies financières de l'État, telle que la gestion des titres d'État (Bons de Trésor et Obligations de Trésor) ou encore celle des titres de régulation monétaire de la BCRG. Le système RTGS a permis aux autorités publiques de dématérialiser tout le processus de recouvrement des recettes fiscales et non-fiscales (déclaration, suivi, paiement, liquidation et délivrance automatique des justificatifs) grâce à la mise en place des interfaces entre le système d'information des banques, les applications gouvernementales et le RTGS. Ce système a ainsi permis la gestion électronique des opérations financières de l'État, tout en assurant la sécurité et la fluidité au cours des cinq dernières années.

– Évolutions des opérations financières dans le système RTGS

Les transactions interbancaires en monnaie locale dans le système RTGS ont progressé de 26,0% en volume pour atteindre 176 758 en 2022. En valeur, elles se sont fixées à GNF 100 113,0 milliards en 2022. Quant aux transactions interbancaires en USD et en euro, leurs volumes ont reculé de 5,6% et 0,1% pour se situer à 1 744 et 2 182 respectivement. En valeur, les transactions en USD et en euro ont été de USD 3,5 milliards et Euro 0,3 milliard en 2022.

Les opérations sur titres de l'État qui concernent les Bons du Trésor, les Obligations du Trésor, ainsi que les titres de régulation monétaire de la BCRG sont traitées via le Dépositaire Central des Titres (DCT). La BCRG, en tant qu'intermédiaire financier de l'Etat et gestionnaire de la plateforme centrale, assure le règlement-livraison des titres qui sont ouverts aux établissements financiers nationaux (banques primaires, compagnies d'assurances et institutions de microfinance).

Au cours de l'année 2022, quatre (4) émissions d'obligations du Trésor d'un montant total de GNF 2 058,3 milliards ont été organisées. De même, la BCRG a organisé des émissions de Bons du Trésor durant toute l'année 2022 d'un montant total de GNF 22 523 milliards contre GNF 16 180,5 milliards en 2021, soit une progression de 39,0%. Enfin, la BCRG a émis un total de GNF 24 322,5 milliards contre GNF 7 857 milliards en 2021 de titres de régulation monétaire.

8.3.3. Incidents et risques des systèmes ACP/ACH et RTGS

Au cours de l'année 2022, aucun incident majeur de paiement n'a été enregistré sur le système ACP/ACH. Cependant, le système RTGS a enregistré quatre (4) incidents de paiements des soldes de compensations, dont trois (3) provenant d'une même banque en raison d'insuffisances de provision. D'autres incidents opérationnels et techniques ont été observés au cours de l'année. En effet, certaines banques manquent de ressources humaines requises pour le traitement des transactions. Une seule personne étant chargée de la saisie, du contrôle et de la validation des opérations. De même, des incidents techniques sont observés en lien avec la vétusté de l'infrastructure qui nécessite une mise à jour approfondie.

Pour faire face à ces incidents et risques, la BCRG a accentué son système de surveillance des systèmes de paiement. Elle a également engagé le processus de migration et de certification du système RTGS.

CHAPITRE 9 : POLITIQUE DES CHANGES ET GESTION DES RESERVES DE CHANGE

Au cours de l'année 2022, la BCRG a poursuivi les réformes de sa politique de change, axée sur le renforcement des réserves de change, le suivi du nivèlement systématique des positions de change brutes hebdomadaires des banques et du suivi du rapatriement des recettes issues de l'exportation et de la vente de l'or, via la BCRG.

Ces réformes ont permis au franc guinéen de continuer de s'apprécier et de soutenir la stabilité du niveau général des prix. En effet, en 2022, la monnaie nationale guinéenne a enregistré une bonne performance dans un contexte de dépréciation de la plupart des monnaies africaines face au dollar US.

L'année 2022 a été également marquée par une hausse du volume des transactions en devises, tant des achats que des ventes, en raison de l'augmentation de la liquidité du marché des changes aussi bien en dollar US qu'en euro. Au cours de la même année, le budget en devises a dégagé un excédent de USD 310,6 millions, toutefois en baisse de 38,6 % par rapport à 2021, en lien avec la baisse des appuis budgétaires extérieurs et l'augmentation de certaines postes de dépenses de l'État.

Quant aux réserves brutes de change, elles se sont accrues de 17,2 % en glissement annuel, pour atteindre USD 2 238 millions. Ce niveau de réserves est suffisant pour couvrir 4,7 mois d'importations de biens et services.

9.1. Structure du marché des changes

En 2022, le franc guinéen a poursuivi sa tendance d'appréciation amorcée depuis le premier trimestre de 2021 par rapport aux principales devises (USD et EUR), tant sur le marché officiel que sur le marché des bureaux de changes agréés.

A fin décembre 2022, le cours de change du dollar US sur le marché officiel s'est établi à GNF 8 553,28 pour un dollar US, contre GNF 9 114,13, soit une appréciation de 6,2 %. De même, le cours de change de l'euro sur le même marché s'est apprécié de 11,9 %, passant de GNF 10 308,09 pour un euro à fin décembre 2021 à GNF 9 085,29 à fin décembre 2022.

En moyenne, le taux de change du franc guinéen, par rapport au dollar, s'est situé à GNF 8 693,18, contre GNF 9 721,28 l'année dernière, soit une appréciation de 10,6 %. Il en est de même pour le taux de change moyen de l'euro, qui s'est apprécié de 20,2 % pour atteindre GNF 9 168,54.

Sur le marché des bureaux de change agréés, le cours du dollar US s'est situé à GNF 8 691,67 pour un USD à fin décembre 2022, contre GNF 9 000,00 un an plus tôt, soit une appréciation de 3,4 % du franc guinéen. Sur la même période, le cours de l'euro est passé de GNF 10 000,00 pour un euro à GNF 8 858,3, ce qui représente une appréciation

de 11,4 % de la monnaie guinéenne. Les taux de change moyens annuels du dollar et de l'euro étaient de GNF 8 755,6078 et de GNF 9 224,45 respectivement, soit des appréciations de 10,6 % et de 20,3 % par rapport à leurs niveaux respectifs de 2021.

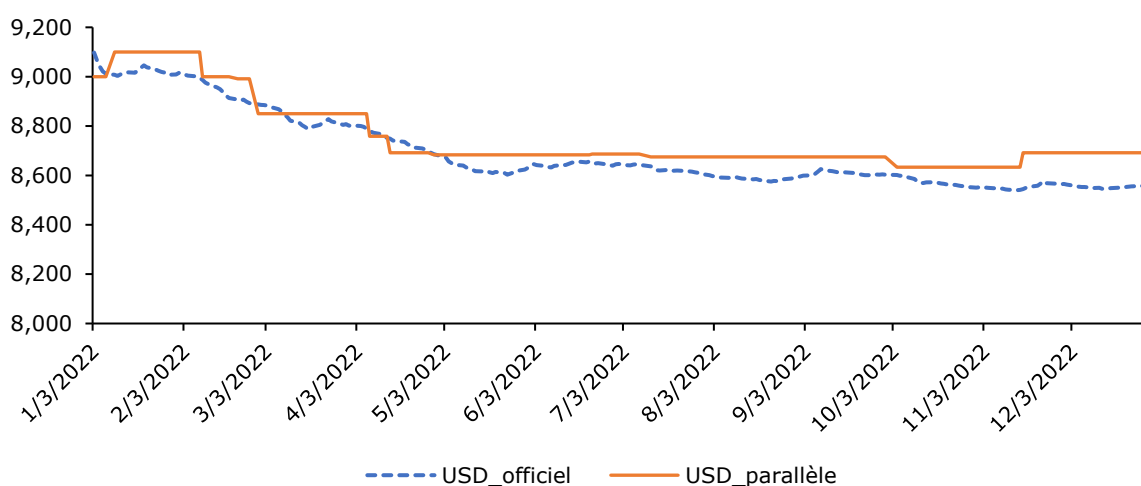
S'agissant de la prime des changes sur le dollar US, elle s'est réduite en valeur absolue en s'établissant à 1,6 % à fin décembre 2022 contre -1,3 % à fin 2021. De même, sur la même période, celle sur l'Euro s'est contractée en valeur absolue, passant de -3,1 % à - 2,6 %. Cette contraction de la prime en 2022 est le reflet de l'appréciation du franc guinéen face au dollar US et à l'euro.

Plusieurs réformes entreprises par la Banque Centrale et le gouvernement ont conduit à une appréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises. Du côté de la Banque Centrale, il s'agit, entre autres, de l'accroissement de la liquidité en devises sur le marché des changes grâce à la mise en place de la salle des marchés financiers, du suivi du nivellement systématique des positions de change brutes hebdomadaires des banques et du suivi du rapatriement des recettes issues de l'exportation et de la vente de l'or, via la BCRG.

En effet, la mise en place de la salle des marchés a permis de suivre en temps réel la position de change des banques primaires pour contrecarrer toute spéculation. Quant aux mesures Gouvernementales, les efforts de digitalisation de la fiscalité et des droits de douane, de même que la rationalisation des dépenses publiques, ont appuyé les efforts de la Banque Centrale dans sa politique de change d'une monnaie nationale forte.

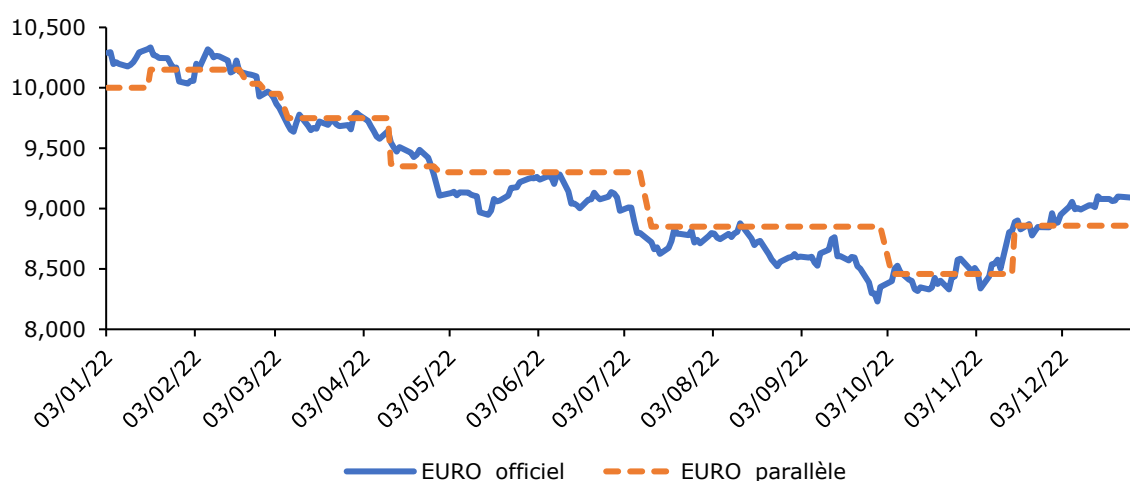
Cependant, il faut noter qu'entre fin septembre 2022 et fin décembre 2022, le franc guinéen s'est déprécié de 8,8 % par rapport à l'euro.

Graphique 38 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport dollars US



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 39 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

9.1.1. Transactions en devises

L'année 2022 a été marquée par une hausse de 82 % des achats du dollar US par le système bancaire. En effet, le système bancaire a acheté le dollar US pour un volume global annuel de USD 2 597,9 millions en 2022, contre USD 1 427,3 millions en 2021. Similairement, sur la même période, les ventes du dollar US se sont accrues de 77,6 % pour atteindre un volume global de USD 2 654,5 millions en 2022. Ainsi, à fin 2022, la position de change brute annuelle en dollar US a dégagé un déficit de USD 56,6 millions, soit une réduction de USD 11,1 millions par rapport au déficit dégagé en 2021. Cela traduit une dynamique de vente des dollars plus modérée en 2022 par rapport à l'année précédente.

S'agissant du volume annuel des achats en euro, il s'est établi à EUR 460,7 millions en 2022 contre EUR 254,9 millions en 2021, soit un accroissement de 80,7 %. De même, les ventes annuelles en euro ont enregistré une hausse de 138 %, pour s'établir à EUR 675,1 millions en 2022. Ainsi, la position de change brute annuelle en Euro a enregistré un déficit de EUR 214,4 millions, soit une détérioration du déficit de EUR 186 millions par rapport à 2021. Cette position de change traduit une forte dynamique de vente des euros en 2022 par rapport à l'année précédente.

Tableau 35: Transaction en devises

Transaction	Dollar US (en millions)			Euro (en millions)		
	2021	2022	Variation	2021	2022	Variation
Achat	1 427,3	2 597,9	82,0 %	254,9	460,7	80,7 %
Vente	1 494,9	2 654,5	77,6 %	283,3	675,1	138,3 %
Position de change	-67,6	-56,6	11	-28,4	-214,4	-186

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La dynamique des ventes enregistrées en 2022 résulte de la cession de devises par les agents économiques, en raison de l'appréciation de la monnaie nationale par rapport aux principales devises, de la position de change brute des banques et du suivi du rapatriement des recettes d'exportation et de la vente de l'or. Cette dynamique a engendré l'augmentation de la liquidité du marché des changes aussi bien en dollar US qu'en euro.

9.1.2. Marché aux enchères basées sur les règles

En 2022, sur le marché aux enchères basées sur les règles, la BCRG a organisé 5 séances d'enchères de vente de devises aux banques, le même nombre de séances qu'en 2021. Au cours de ces 5 séances, elle a cédé un volume cumulé de USD 32,6 millions, contre un volume de USD 22 millions, soit une augmentation de 48,3 %.

Au cours de la même année, la BCRG a acheté un volume de USD 55,4 millions sur le marché aux enchères basées sur les règles, contre USD 37,3 millions l'année précédente, soit une hausse de 48,5 %, en lien avec la préférence pour les opérations des entités autorisées à effectuer des transactions avec la BCRG.

La hausse des transactions sur le marché aux enchères basées sur les règles en 2022 se justifie par l'accroissement de la liquidité en devises sur le marché des changes. Elle s'explique également par l'accroissement des réserves de change de la Banque Centrale suite aux achats de devises effectués. En conséquence, la préférence pour les transactions en devises entre la BCRG et les entités autorisées se fait au détriment des transactions en devises avec le système bancaire.

9.1.3. Placements de devises

L'année 2022 a été marquée par la normalisation des politiques monétaires avec le relèvement des taux d'intérêt sur les marchés à travers le monde. Ainsi, en 2022, la BCRG a procédé à un placement de USD 600 millions pour une maturité de 6 mois, au taux de 3,4 %. Les placements pour les maturités de 7 jours à 90 jours au plus ont généré des gains importants à hauteur de USD 10,3 millions en 2022, contre USD 107,9 millions en 2021.

Tableau 36 : placement de devises (Millions USD)

	déc.-20	déc.-21	déc.-22
Montant placé	535,0	535,0	600,0
Intérêts sur placements	3,2	107,9	10,3

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

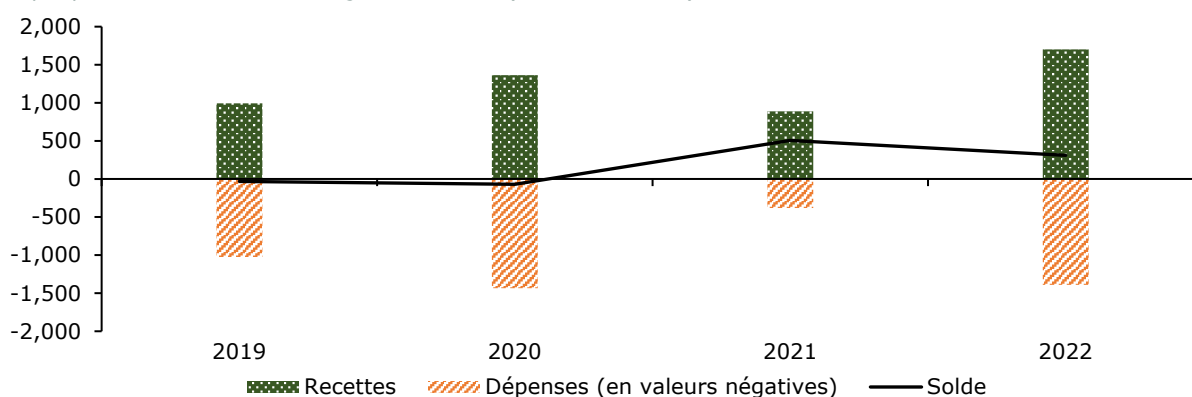
9.2. Budget en devises

En 2022, le budget en devises a enregistré un excédent de USD 310,6 millions, contre un excédent de USD 505,8 en 2021, soit une baisse de 38,6 %, en lien avec la baisse des appuis budgétaires extérieurs et l'augmentation de certains postes de dépenses de l'Etat.

Les recettes se sont établies à USD 1 701,3, contre USD 887,5 une année auparavant, soit une hausse de 91,7 %. Cette croissance des recettes est imputable à l'augmentation des recettes minières, aux dépôts des banques et à la dynamique de rapatriements des devises issues des recettes d'exportation.

Quant aux dépenses, celles-ci se sont établies à USD 1 390,8 en 2022, contre USD 381,7, soit une augmentation de 264,4 %, en lien avec la hausse des dépenses courantes de l'Etat et des frais d'impression des billets.

Graphique 40 : Evolution du budget en devises (En millions USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

9.2.1. Analyse des principaux soldes

• Opérations pour le compte de l'Etat

L'exécution des opérations pour le compte de l'Etat a enregistré un excédent de USD 369,4 millions en 2022, contre un excédent de USD 196,7 millions l'année précédente, soit une hausse de 87,8 %. Cette hausse est expliquée par une hausse plus importante des recettes en devises de l'Etat que celle des dépenses en devises.

En effet, les recettes en devises de l'Etat se sont chiffrées à USD 660,4 millions à fin décembre 2022, contre USD 199,3 millions un an auparavant, soit un accroissement de USD 461,1 millions, en lien avec l'accroissement des recettes minières et les autres recettes en devises. Les recettes minières se sont accrues de USD 400,8 millions entre fin 2021 et fin 2022, pour se situer à USD 459,1 millions. De même, sur la même période, les autres recettes en devises ont plus que doublé pour atteindre USD 201 millions à fin 2022.

S'agissant des dépenses en devises de l'Etat, elles sont passées de USD 2,6 millions à fin 2021 à USD 291 millions à fin 2022, en raison, entre autres, du règlement de la dette extérieure en devises, qui a augmenté de USD 110,4 millions.

Les autres dépenses courantes, composées des dépenses de fonctionnement des Ambassades, des Subventions et transferts (dont pèlerinages), des bourses des étudiants à l'étranger, des contributions de la Guinée aux Organisations Internationales et les Acquisitions de l'Etat à l'étranger, ont enregistré une hausse de près USD 150 millions sur la même période pour se situer à USD 171,7 millions.

- Opérations pour le compte de la BCRG

L'exécution des opérations pour le compte de la BCRG a dégagé un excédent de USD 775,5 millions en 2022, contre USD 596,7 millions en 2021, soit une hausse d'environ 30 %. Cette amélioration est attribuable à la hausse plus importante des recettes en devises de la BCRG que celles de ses dépenses en devises.

En 2022, la BCRG a mobilisé des recettes en devises à hauteur de USD 961,9 millions, en hausse de 41,7 % par rapport aux recettes mobilisées en 2021. Cette forte mobilisation est expliquée par les hausses cumulées des dépôts en devises des banques et des rapatriements de devises. En effet, les dépôts des banques se sont accrus de 318,3 % entre 2021 et 2022, pour se hisser approximativement à USD 500 millions. Sur la même période, les recettes issues du rapatriement des devises via la BCRG ont atteint USD 300 millions, soit une augmentation de 56,4 % par rapport à 2021.

L'augmentation de 127,3 % des dépenses en devises de la BCRG pour atteindre USD 186,3 millions en 2022, s'explique essentiellement par la hausse de près de USD 100,2 millions des autres charges en devises, dont la mise à disposition de devises aux orpailleurs.

- Opérations pour le compte des banques

Comme en 2021, l'exécution des opérations pour le compte des banques continue de dégager des déficits. En effet, le déficit dégagé en 2022 s'est chiffré à USD 51,8 millions, contre USD 137,6 millions en 2021, soit une réduction de USD 85,8 millions. La baisse du déficit des opérations pour le compte des banques est due essentiellement à la hausse plus importante des dépôts en devises du système bancaire (318,3 %), que celle des transferts pour le compte des banques (114,5 %).

- Opérations pour le compte des entreprises publiques

Dans l'exécution de leurs opérations en devises, les entreprises publiques ont enregistré un creusement de leur solde déficitaire, qui est passé de USD 93,6 millions en 2021 à USD

250,8 millions en 2022. Cette détérioration du déficit des entreprises publiques est en lien avec l'augmentation de USD 226,7 millions des dépenses entre 2021 et 2022, pendant que les recettes en devises ne croissaient que de USD 69,5 millions.

Tableau 37 : Budget en devises à fin décembre (en millions USD)

Principaux soldes du budget en devises	2020	2021	2022	Variation 22/21 (en %)
Synthèse :				
1- Opérations pour le compte de l'Etat	367.6	196.7	369.4	87.8
entrées	579.5	199.3	660.4	231.3
dont appuis budgétaires	271.0	62.6	0.0	-100.0
sorties	211.9	2.6	291.0	11006.1
2-Opérations pour le compte de la BCRG	431.3	596.7	775.6	30.0
entrées	723.9	678.6	961.9	41.7
dont Opérations pour le compte des orpailleurs	329.5	191.6	299.6	56.4
sorties	292.7	81.9	186.3	127.3
dont Opérations pour le compte des orpailleurs	273.9	79.6	179.8	125.9
3-Opérations pour le compte des banques	-668.3	-194.0	-583.7	200.9
entrées	0.0	0.0	0.0	
sorties	668.3	194.0	583.7	200.9
dont EBR	174.7	-63.0	32.6	-151.8
4- Opérations pour le compte des Entreprises publiques	-200.7	-93.6	-250.8	168.0
entrées	60.2	9.5	79.1	729.5
sorties	260.9	103.1	329.8	219.9
dont EDG	214.6	98.4	266.4	170.9
5-Opérations du secteur privé non Bancaire	0.0	0.0	0.0	
entrées	0.0	0.0	0.0	0.0
sorties	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global	-70.1	505.8	310.6	-38.6

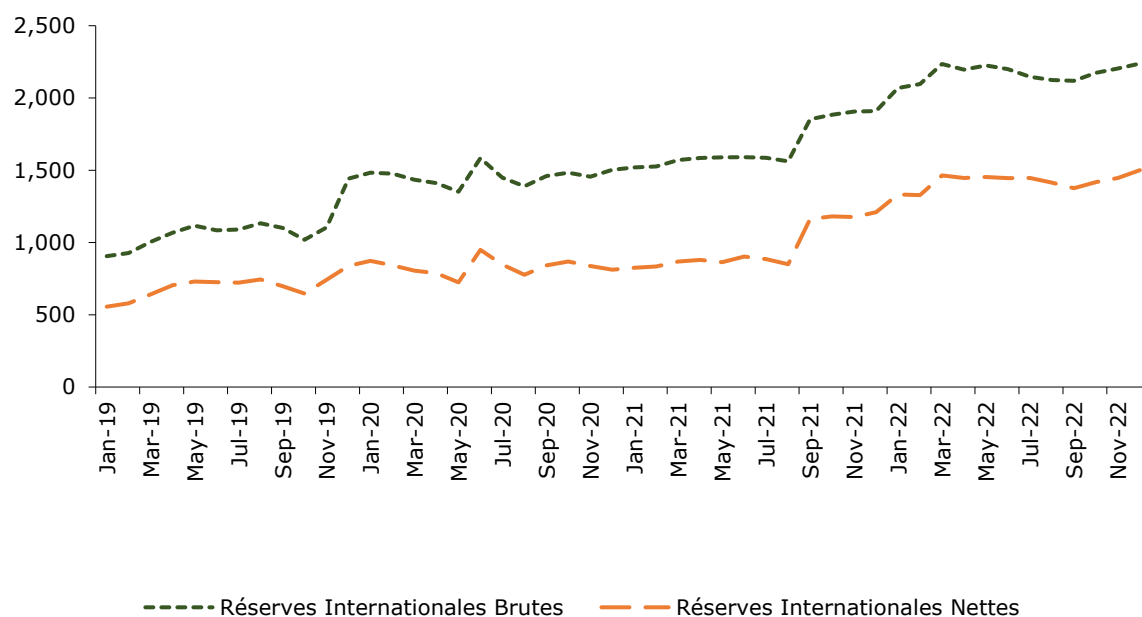
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

9.3. Réserves de change

A fin décembre 2022, les réserves brutes de change se sont accrues de 17,2 % en glissement annuel, pour atteindre USD 2 238 millions. Ce niveau de réserves est suffisant pour couvrir plus de 4 mois d'importations de biens et services.

S'agissant des réserves internationales nettes, elles ont augmenté de 24,1 % en glissement annuel pour se situer à USD 1 500,3 millions, en raison essentiellement des réformes entreprises par la Banque Centrale, en particulier l'application renforcée des mesures de rapatriement des recettes d'exportation.

Graphique 41 : Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

9.4. Activités du contrôle et du suivi de la réglementation des changes

En 2022, la Banque Centrale a poursuivi ses efforts dans le cadre du contrôle et du suivi de la réglementation des changes.

Elle a œuvré dans le cadre de la refonte du cadre légal et réglementaire régissant les relations financières entre la République de Guinée et l'étranger. A cet effet, un projet d'instruction fixant les sanctions aux infractions à la réglementation des changes a été élaboré et transmis aux partenaires techniques et financiers pour recueillir leurs avis et suggestions avant de le soumettre au Gouvernement et à l'organe législatif pour adoption.

En outre, la BCRG a procédé à la supervision des bureaux de changes manuels. Afin de mieux réguler Elle a délivré des agréments à sept (7) nouveaux bureaux, et retiré les agréments à trois (3) qui ne respectent pas la réglementation. Ainsi, le nombre de bureaux de change manuels en activité, à fin 2022 est de 56, dont 41 transmettent régulièrement les justificatifs hebdomadaires des opérations à la Banque Centrale.

S'agissant de la centralisation et de la vérification des déclarations d'opérations d'achats et de ventes de devises des bureaux de changes agréés, 41 sur 56 bureaux ont régulièrement fourni leurs données statistiques à la BCRG en 2022. Ainsi, sur la base de ces statistiques fournies, il est ressorti que les 41 bureaux déclarants ont réalisé des opérations d'achats du dollar US et de l'euro à hauteur de USD 138,6 millions et de

EUR 18,7 millions, respectivement. Ils ont vendu le dollar US et l'euro pour des montants respectifs de USD 207,9 millions et EUR 23 millions.

Enfin, la BCRG a élaboré un projet de nouvelle réglementation de l'activité de change manuels visant, au-delà des bureaux de changes, l'ensemble des intervenants du secteur des changes manuels, y compris les services postaux.

CHAPITRE 10 : SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIERES ET STABILITE FINANCIERE

En 2022, la Banque Centrale a continué à exercer ses missions de surveillance des établissements évoluant dans le secteur financier. Ces missions ont concerné les Banques, les Compagnies d'Assurances et les Institutions Financières Inclusives. Elles ont porté sur des contrôles sur pièces et des contrôles sur place.

10.1. Supervision bancaire

10.1.1. Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièce consiste en l'examen et la vérification par la Banque Centrale des documents (comptables, rapports d'activités etc.) transmis par les banques primaires, conformément à la réglementation en la matière.

La surveillance permanente des banques a permis de relever des manquements au respect de la réglementation prudentielle.

Toutes les institutions bancaires ont respecté les normes de ratio de solvabilité, de concentration des risques, de coefficient minimal de transformation de plus de cinq ans et celle de limitation des risques de change. Toutefois, les infractions relevées à fin 2022 portent sur six ratios prudentiels que sont : le capital minimum, les fonds propres nets, la liquidité en GNF, la liquidité en devises, la liquidité globale et la division des risques. Ces infractions ont concerné douze établissements, dont une seule est en infraction par rapport aux cinq ratios.

Tableau 38 : Nombre d'infractions relevées sur les banques

N°	Ratios prudentiels	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1	Capital social	2	0	0	0	0	1
2	Représentation du capital minimum	4	3	2	2	1	1
3	Solvabilité	0	1	1	3	0	0
4	Division des risques	11	9	13	13	9	12
5	Concentration des risques	0	0	0	0	0	0
6	Concours aux apparentés	-	-	-	-	-	-
7	Liquidité globale	3	4	2	2	4	2
8	Liquidité en GNF	2	2	3	2	4	3
9	Liquidité en devises	8	9	8	6	5	2
10	Coefficient de transformation	0	2	4	0	0	0
11	Position de change globale	3	6	5	1	0	0
12	Position de change en dollar	3	6	4	3	2	0
13	Position de change en euro	3	5	3	3	3	0
	TOTAL	39	47	45	35	28	21

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

10.1.2. Contrôle sur place

Le contrôle sur place consiste à l'organisation de l'exécution des missions d'investigation par la Banque Centrale auprès des banques.

La Banque Centrale a effectué plusieurs missions d'inspections générales ou thématiques en 2022. Ces missions ont porté sur le contrôle du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Elles ont relevé des infractions à la réglementation prudentielle et en matière de LBC/FT. Elles ont formulé des recommandations pour corriger ces anomalies.

10.2. Supervision des Assurances

10.2.1. Réformes

En 2022, la Banque Centrale a réalisé plusieurs réformes dans le cadre du renforcement de la supervision du secteur des assurances et de la redynamisation du marché guinéen des assurances.

Sur le plan institutionnel, la Banque Centrale a révisé, en 2022, les statuts et règlement intérieur des associations professionnelles du secteur des assurances (APAG¹ et APCAR²) et relancé le processus de règlement des recours prévu par la Convention IRA (Indemnisation Rapide de l'Assuré). Elle a également révisé la gestion des attestations brunes et jaunes durant l'année. Elle a ensuite organisé deux assemblées générales et un congrès pour le renouvellement du Bureau Exécutif de l'APCAR.

Par ailleurs, la BCRG a procédé à l'archivage électronique et physique des rapports et notes de synthèse des missions d'inspection effectuées depuis juillet 2022. Elle a aussi nommé un surveillant permanent pour le suivi des compagnies en difficulté. Elle a ensuite procédé à la recomposition des organes de gouvernance des organismes particuliers d'assurances.

Sur le plan réglementaire, la Banque Centrale a élaboré plusieurs instructions portant notamment sur :

- l'application de la nouvelle loi relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme dans le secteur des assurances ;
- l'organisation et le fonctionnement du Bureau National Guinéen de la Carte Brune CEDEAO.

¹ APAG : Association Professionnelle des Assureurs de Guinée

² APCAR : Association Professionnelle des Courtiers d'Assurances et de Réassurance

Elle a également élaboré plusieurs textes d'application du Code des assurances, notamment le projet d'instruction sur le contrôle de la réassurance et le projet d'instruction sur la bancassurance et la micro assurance. Par ailleurs, elle a procédé à la révocation du mandat de deux dirigeants d'organismes particuliers d'assurances.

Le Comité des Agréments a pris plusieurs décisions, notamment :

- La Décision N°D/2022/001/DSA/CAM du 29 juin 2022 portant retrait d'agrément de la Société Mutuelle Intercontinentale d'Assurance et de Réassurance MICARE.
- La Décision N°D/2022/002/DSA/CAM du 29 juin 2022 portant agrément du Directeur Général Adjoint de la Société NSIA VIE Assurances.
- La Décision N°D/2022/003/DSA/CAM du 02 septembre 2022 portant retrait d'agrément de la Société Premium Assurances.
- La Décision N°D/2022/006/DSA/CAM du 14 décembre 2022 portant agrément du Directeur Général Adjoint de la Société VISTA Assurances.
- La Décision N°D/2022/007/DSA/CAM du 14 décembre 2022 portant autorisation de transfert du portefeuille de la Société SANLAM Assurances au profit de la Société NSIA Assurances.

10.2.2. Contrôle des compagnies d'assurance

La BCRG a effectué plusieurs missions d'inspection générale, dans le cadre du contrôle sur place, qui ont permis de relever des manquements à la réglementation des assurances. Il s'agit notamment :

- une mission de prédémarrage en juillet 2022 dans une Société ayant obtenu l'agrément depuis deux ans, sans démarrage effectif des activités ;
- deux missions d'inspection générale dans deux organismes particuliers d'assurance ;
- trois missions d'inspection générale dans des sociétés d'assurances en difficulté ;
- une mission mixte avec le Ministère des Mines afin de vérifier les contrats d'assurances des sociétés minières implantées en Guinée.

A la suite de ces missions, des recommandations ont été formulées pour corriger les anomalies constatées. C'est dans ce cadre qu'il a été procédé à la révocation de certains dirigeants et à la mise sous surveillance permanente de trois compagnies en difficulté avec des mesures de sauvegarde.

Par ailleurs, la méthodologie de contrôle sur place a été révisée à travers l'élaboration d'un canevas de conduite d'une mission générale d'inspection dans une Compagnie d'assurance, en tenant compte des aspects de gouvernance et de contrôle interne.

La Banque Centrale a également procédé au suivi du processus de relèvement du capital social minimum. Elle a aussi continué le suivi et le recouvrement exhaustif des contributions des compagnies d'assurance aux frais de contrôle.

10.3. Supervision des institutions financières inclusives

10.3.1. Contrôle sur pièces

Les activités de contrôle sur pièces ont principalement porté sur l'examen des situations périodiques, le suivi du respect des normes prudentielles et la surveillance rapprochée des institutions en difficulté.

Les normes prudentielles concernées par ces missions sont, entre autres :

- montant minimum du capital social respectivement fixé à cinq (5) milliards et un (1) milliard pour la catégorie avec épargne et sans épargne ;
- montant des fonds propres nets ne doit pas être inférieur au montant minimum du capital social ;
- ratio de solvabilité $\geq 15\%$;
- ratio de liquidité $\geq 20\%$;
- ratio de division des risques $\leq 10\%$ des fonds propres.

10.3.2. Contrôle sur place

Les activités de contrôle sur place ont porté sur plusieurs missions afin de s'assurer du respect de la réglementation et d'identifier les risques par rapport aux normes prudentielles. Ainsi, une mission de la Banque Centrale s'est rendue à une banque afin de vérifier la nature des relations financières entre cette dernière et les MUFA/MC2.

Plusieurs autres missions de contrôle ont eu lieu au Crédit Rural de Guinée et dans ses caisses et délégations régionales, à la Maison Guinéenne de l'Entrepreneur, au siège de AKIBA Finance, et à l'Agence Autonome d'Assistance aux Entreprises. Par ailleurs, la BCRG a organisé une mission sur place dans le but d'examiner le fonctionnement de la GECAFI. Elle a également réalisé la troisième phase de sa mission de détection des structures illégales à l'intérieur du pays et la sensibilisation des acteurs du secteur de la Microfinance. En 2022, cette phase a concerné les régions de Faranah, Kissidougou et N'Zérékoré.

10.4. Stabilité Financière

La stabilité financière est analysée en utilisant les indicateurs de solidité financière (ISF) produits par la Banque Centrale. Il s'agit d'indicateurs agrégés de l'état de santé du secteur financier du pays. Ils concernent :

- les institutions collectrices de dépôts et autres sociétés financières ; et
- la clientèle de ces institutions que sont les sociétés non financières, les ménages et les marchés immobiliers.

Compte tenu de la disponibilité des données, les ISF qui sont produits ne couvrent que les institutions collectrices de dépôts (les banques).

Les ISF calculés sont les indicateurs d'adéquation des fonds propres, les indicateurs de la qualité des actifs, les indicateurs de rentabilité et de résultat, ainsi que les indicateurs de liquidité.

De l'analyse des ISF, le secteur bancaire guinéen est resté suffisamment capitalisé, liquide et rentable en 2022. Toutefois, les prêts improductifs sont relativement élevés à cause, notamment, du reclassement de certaines créances du secteur immobilier.

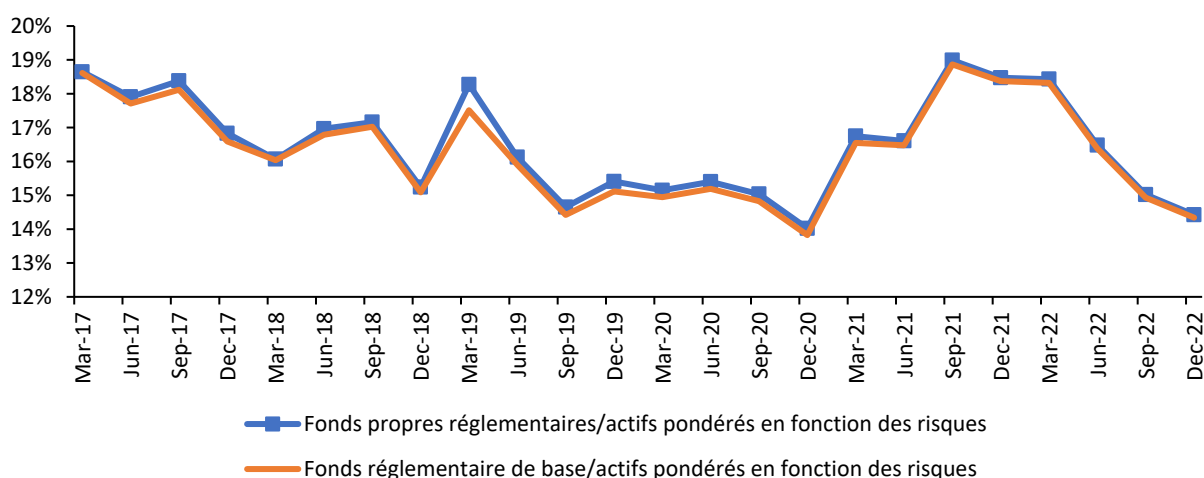
Par ailleurs, des indicateurs produits par la Direction de Supervision des Assurances et celle de Supervision des Institutions Financières Inclusives ont permis d'analyser la stabilité financière au niveau du secteur des assurances et des institutions financières inclusives.

10.4.1. Stabilité financière dans le secteur bancaire

- Indicateurs d'adéquation des fonds propres

En raison du niveau élevé des risques de crédits, les actifs pondérés en fonction des risques ont fortement augmenté en 2022, entraînant une baisse des ratios de fonds propres réglementaires et de fonds propres de base. En effet, en glissement annuel, le ratio de fonds propres réglementaires rapporté aux actifs pondérés en fonction des risques a baissé de 4,1 points de pourcentage pour se situer à 14,4 % à fin décembre 2022. De même, le ratio de fonds propres de base rapporté aux actifs pondérés en fonction des risques s'est établi à 14,3 % en décembre 2022, en baisse de 4 points de pourcentage en glissement annuel.

Graphique 42 : Evolution des ratios de fonds propres réglementaires rapportés actifs pondérés (en %)



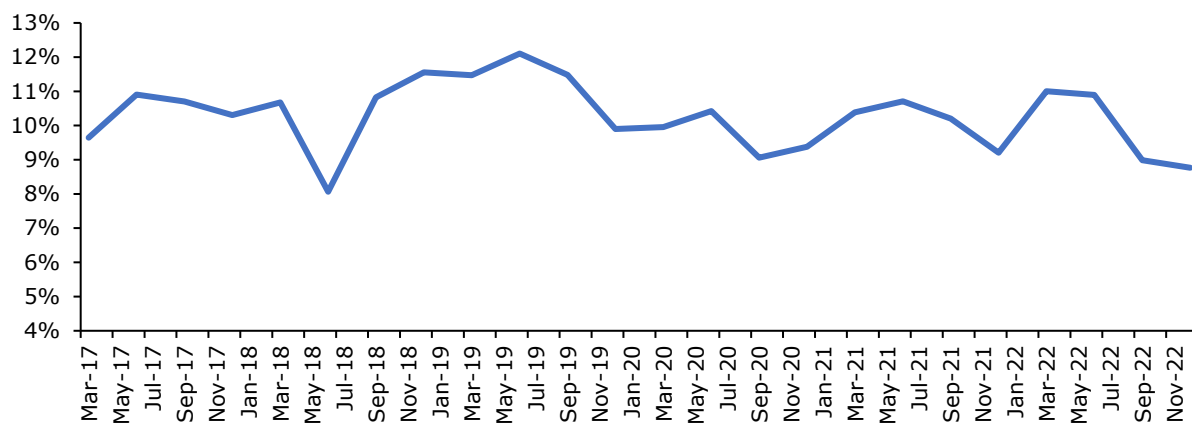
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Quant au ratio des « prêts improductifs moins les provisions » rapporté aux fonds propres, il a augmenté de 5,5 % par rapport à décembre 2021, pour s'établir à 17,65 % en fin décembre 2022. Cette hausse a été le résultat du déclassement de certaines créances des clients évoluant essentiellement dans les secteurs de l'industrie et de l'immobilier.

- Indicateurs de qualité des actifs

Le ratio des prêts improductifs sur le total des prêts bruts s'est situé à 8,8 % en 2022, contre 9,2 % en 2021, en lien avec une augmentation plus marquée des prêts bruts par rapport aux prêts improductifs.

Graphique 43 : Evolution des prêts improductifs rapportés aux prêts bruts (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- Indicateurs de rentabilité et de résultat

La rentabilité des actifs a baissé de 0,3 points de pourcentage, à la suite de la hausse plus prononcée du total des actifs par rapport au produit net bancaire. La rentabilité des fonds propres a augmenté de 3,2 points de pourcentage entre 2021 et 2022, du fait de la progression du produit net bancaire par rapport aux fonds propres. Concernant le ratio de marge d'intérêt rapporté au produit brut, il s'est accru de 2,4 points de pourcentage, conséquence de l'augmentation plus rapide de la marge d'intérêt par rapport au produit brut. Le ratio de charges hors intérêts a baissé de 2,9 points de pourcentage, suite à la progression plus prononcée du produit brut par rapport aux charges hors intérêts.

- Indicateurs de liquidité

En 2022, le ratio des actifs liquides rapporté au total des actifs s'est établi à 23,8 %, contre 22,95 % en 2021. Cette hausse résulte d'un accroissement plus rapide des actifs liquides par rapport au total des actifs.

De même, le ratio des actifs liquides rapporté aux passifs à court terme s'est amélioré pour s'établir à 41,1 %, contre 37,1 % en 2021, suite à une hausse plus marquée des actifs liquides par rapport aux passifs à court terme.

10.4.2. Stabilité financière dans les assurances

- Les Sinistres réglés et Charges de Sinistres

Les sinistres réglés se chiffrent à GNF 211,87 milliards en 2022 contre GNF 164,55 milliards en 2021, en augmentation de 28,76%. Les quatre compagnies leaders du marché en termes de chiffre d'affaires totalisent 77,71% des prestations et frais payés, avec des parts respectives de 22,73% ; 5,83% ; 28,28% et 20,86%.

Les charges de sinistres s'établissent à GNF 144,45 milliards en assurances dommage contre GNF 116,69 milliards en 2021, soit un accroissement de 23,79%. Les charges de prestations en assurance vie et capitalisation s'élèvent à GNF 351,23 milliards contre GNF 101,26 milliards en 2021, soit une augmentation de 246,86% en 2022. Les charges de sinistres totales de l'exercice 2022 ont connu une forte évolution de 127,47 %, se chiffrant à GNF 495,67 milliards contre GNF 217,9 milliards en 2021.

Le taux de sinistralité, c'est-à-dire le ratio Charges de Sinistres/Primes acquises du marché, s'est situé à 62% en 2022, contre 31,6% l'année précédente pour une norme réglementaire de 65%. Deux sociétés vie et capitalisation avec respectivement 89,2% et 446,5% de taux de sinistralité sont au-dessus de la norme réglementaire des 65%.

Le ratio de frais de gestion, autrement dit Frais de gestion/Primes acquises, est à 33,32 %, en dessous de la norme réglementaire de 35 %. En assurance dommage, ce taux se situe à 34,8 %, alors qu'en assurance vie et capitalisation, il est de 28,9%.

- Le Ratio combiné

Le ratio combiné, c'est-à-dire « (Charges de Sinistres + Frais de Gestion) /Primes acquises », est une mesure de rentabilité technique qui exprime le rapport entre les décaissements (frais de gestion, commissions versées, provisions pour sinistres et remboursement des sinistres), et les encaissements (primes et cotisations encaissées). Un ratio supérieur à 100 % signifie que les dépenses de l'assureur sont supérieures à ses recettes, et que sa marge éventuelle provient de ses bénéfices financiers (placement des capitaux disponibles). Ainsi, en 2022, le ratio combiné du marché des assurances s'est établi de 95,3 % en dessous de la norme de 100 %. Trois sociétés ont leurs ratios combinés supérieurs à 100 %.

- La Couverture des Engagements Réglementés

Les engagements règlementés des compagnies d'assurances, en progression de 51,18 % par rapport à l'exercice 2021, s'élèvent à GNF 891,3 milliards contre GNF 589,54 milliards en 2021. Les placements admis en couverture des engagements règlementés pour les sociétés d'assurances s'élèvent à GNF 663,57 milliards contre GNF 617,34 milliards l'année précédente, soit une progression de 7,49 %. Il se dégage des placements rapportés aux engagements règlementés, une insuffisance de couverture des engagements règlementés de GNF -227,70 milliards en 2022 contre un surplus de couverture des engagements règlementés de GNF 27,80 milliards en 2021. Ainsi, le taux de couverture des engagements règlementés, en baisse de 30 points par rapport à celui de 2021, s'élève à 74 % contre 104 % l'année précédente.

- La couverture de la marge de solvabilité

Les entreprises d'assurances du marché dégagent une marge disponible de GNF 322,10 milliards, en hausse de 142,16% par rapport à celle de 2021 qui affichait GNF 133,01 milliards. La marge minimale réglementaire est de GNF 613,66 milliards, en progression de 81,77% par rapport à celle de 2021 (GNF 337,60 milliards). Il en résulte au titre de l'exercice 2022, une insuffisance de marge de solvabilité de l'ordre de GNF -291,56 milliards, soit une hausse de l'insuffisance de marge de solvabilité de 42,51% par rapport à 2021 (GNF -204,59 milliards). Ainsi, il en résulte un taux de sous couverture de la marge de solvabilité de 52% contre 356% en 2021.

10.4.3. Stabilité financière des institutions financières inclusives

En Guinée, les Institutions Financières Inclusives comprennent, en 2022, 20 Institutions de Microfinances (IMF), une société de crédit-bail, et 5 établissements de monnaie électronique dont 4 en activité. Les IMF sont réparties en deux catégories :

- 16 IMF qui collectent des dépôts et accordent des prêts ;
- 4 IMF qui accordent des prêts sans collecter de dépôts.

Le total des actifs du secteur des IMF a augmenté de 13,2 % pour atteindre USD 178,7 millions en 2022, en lien avec l'augmentation des « liquidités et des fonds à court terme », des actifs fixes et des autres actifs.

Les indicateurs de stabilités du secteur concernent la qualité de l'actif, la rentabilité, l'adéquation des fonds propres, la liquidité et le portefeuille de crédit.

- Qualité de l'actif

Le secteur a connu une amélioration de la qualité des actifs. Le ratio des créances compromises rapport aux prêts bruts se situe à 10 % en 2022, contre 11 % l'année précédente, en raison de la croissance de l'activité.

- Rentabilité

Le rendement des actifs (ROA) et le rendement des fonds propres (ROE) se sont légèrement améliorés pour atteindre respectivement 12,6 % et 2,9 %, respectivement, contre 12,5 % et 2,5 % une année auparavant.

- Adéquation des fonds propres

Le ratio moyen d'adéquation des fonds propres du secteur, mesuré par le ratio actifs liquides/total des actifs, se situe à 15,6 % en 2022, contre 27 % en 2021.

- Liquidité

La liquidité, mesurée par le ratio actifs liquides/total des actifs, a diminué de 2 points de pourcentage pour se situer 17 %, en 2022.

- Portefeuille de crédit

Le crédit total a augmenté de 23,1 % pour atteindre USD 110,7 millions, en raison d'une augmentation des crédits aux entreprises et aux ménages qui se sont établis respectivement à USD 28,8 millions et USD 81,9 millions.

En termes d'affectation sectorielle des crédits, les IMF ont accordé 52,8 % des prêts au secteur du commerce, 10,7 % au secteur de « l'agriculture, la sylviculture et la pêche », 10,6 % au secteur de la construction, et 20,7 % aux autres secteurs.

CHAPITRE 11 : INTEGRATION ET RELATIONS EXTERIEURES

En 2022, la Banque Centrale de la République de Guinée a poursuivi sa participation au programme d'intégration économique et monétaire régionale et sous-régionale. Elle a activement participé aux activités des institutions régionales telles que l'Association des Banques Centrales de l'Afrique de l'Ouest (ABCA), la Commission de la CEDEAO, l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO). Le programme d'intégration de la CEDEAO s'effectue à travers la nouvelle feuille de route établie en 2021 dans laquelle un pacte de convergence et de stabilité a été adopté par les Etats membres.

Au cours de l'année 2022, la Guinée a pu maintenir sa performance vis-à-vis du respect des critères de convergence communautaire nécessaires à l'adoption de la monnaie unique et de la Banque centrale commune de la CEDEAO. De même, le pays a rempli la majorité des critères de convergence au titre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA).

Par ailleurs, la BCRG a maintenu ses relations avec les autres institutions internationales telles que le FMI. En effet, les discussions avec ce dernier, au titre de l'Article IV, ont été organisées en juin 2022, en attendant la mise en place d'un nouveau Programme.

11.1. Programme de coopération monétaire de la CEDEAO (PCMC)

La CEDEAO a adopté un programme de coopération monétaire en 1987 dans le but de faciliter l'intégration économique sous-régionale devant aboutir à la création de la monnaie unique et d'une Banque Centrale commune de la CEDEAO. Pour ce faire, le programme s'appuie sur la convergence macroéconomique à travers le respect d'un certain nombre de critères de convergence par chaque Etat membre, préalables au lancement de la monnaie unique de la CEDEAO.

Encadré 3 : Les critères de convergence de premier et de second rang de la CEDEAO

1. Critères de convergence de premier rang

- Inflation $< 5 \%$;
- Déficit budgétaire/PIB (dons compris) $\leq 3 \%$;
- Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale $\leq 10 \%$ des recettes fiscales de l'année antérieure ;
- Réserves brutes extérieures $\geq$ trois mois d'importations.

2. Critères de convergence de second rang

- Encours de la dette publique/PIB $\leq 70 \%$;
- Variation du taux de change nominal ($\pm 10 \%$).

Source : Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

11.1.1. Performance de la Guinée par rapport au respect des critères de convergence de la CEDEAO

En 2022, la Guinée a maintenu sa performance de l'année précédente en remplissant trois (3) des quatre (4) critères de convergence de premier rang et un (1) critère sur les deux (2) de second rang. Ainsi, elle a rempli les critères de premier rang relatifs au ratio du déficit budgétaire sur le PIB, le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale et les réserves brutes de change. Cependant, le pays a manqué le critère relatif au taux d'inflation (Cf. Tableau 42).

En effet, le déficit budgétaire (base engagements et dons compris) s'est situé à 0,7 % du PIB contre une norme sous-régionale de 3,0 %. Les efforts de rationalisation des dépenses publiques, dans un contexte de refondation nationale impulsée par les autorités de la transition, ont permis à la Guinée de respecter ce critère de convergence. En outre, le gouvernement a mis en place de réformes en vue de renforcer la collecte des recettes fiscales telles que la création du numéro d'identification fiscale (NIF) et la digitalisation de la collecte des impôts et taxes via le RTGS et la monnaie mobile, couplées à la rationalisation des dépenses publiques.

De même, le pays a réalisé un financement monétaire nul du déficit budgétaire par la Banque centrale, alors que la norme sous-régionale limite ce financement à 10 % des recettes fiscales de l'année antérieure. La BCRG continue ainsi de rester en conformité avec ses Statuts ainsi que les normes communautaires.

Quant au critère sur les réserves extérieures brutes, la Guinée a également poursuivi sa performance avec 4,7 mois d'importations, la norme de communautaire étant fixée à 3 mois d'importation grâce au renforcement des mesures de rapatriement des exportations minières, notamment l'or, imposées par les autorités.

Enfin, malgré une baisse de la pression inflationniste dans le pays, le taux d'inflation est resté au-dessus des 5,0% de normes communautaires, à 10,5% à fin décembre 2022. Comme le reste de l'économie mondiale, la Guinée a subi l'inflation importée, en lien avec le contexte international marqué par de fortes pressions inflationnistes en raison de l'augmentation du cours des matières premières, particulièrement les produits énergétiques.

Tableau 39: Evolution des critères de convergence de la CEDEAO

Critères de premier rang	Seuils	2020	2021	2022
1. Taux d'Inflation (moyenne)	< 5%	10,6	12,6	10,5
2. Déficit budgétaire, dons inclus (% PIB)	≤ 3%	-3,0	-1,7	-0,7
3. Financement Banque Centrale du déficit budgétaire (% recettes fisc. N-1)	< 10%	10,5	2,6	-9,6
4. Réserves extérieures brutes (mois d'importations)	≥ 3	3,0	4,6	4,7
Nombre de critères de premier rang qui sont satisfaits	-	2	3	3
1. Dette publique (% PIB)	< 70%	38,9	42,2	35,2
2. Variation du taux de change vis à vis UCAO (%)	±10%	-9,5	10,4	13,8
Nombre de critères de second rang qui sont satisfaits	-	2	1	1
Nombre total de critères qui sont satisfaits	-	4	4	4

Sources : Ministère de l'Économie et des Finances et Banque Centrale de la République de Guinée

Au titre des critères de convergences de second rang, la Guinée a maintenu sa performance de 2021, en remplissant un critère sur deux, celui du ratio de la dette publique. En effet, le ratio de la dette publique sur le PIB s'est situé à 35,2 % contre le seuil communautaire de 70,0 %.

Le critère manqué par la Guinée est celui de la variation du taux de change nominal vis-à-vis de l'Unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest (UCAO) de 10 %. Le franc guinéen s'est apprécié de 13,8 %. L'appréciation importante du GNF vis-à-vis de l'UCAO et donc des principales devises, telles que le dollar US et l'euro, sont la conséquence du renforcement des réserves de change du pays à travers l'obligation de rapatriement des exportations imposées aux exportateurs d'or et l'opérationnalisation de la salle de marché de change de la BCRG qui, par le nivellement des positions de change, accroît l'offre en devises.

11.1.2. Harmonisation des statistiques et des protocoles de la CEDEAO

En 2022, la Guinée a poursuivi ses réformes pour l'harmonisation des statistiques et des politiques économiques sous-régionales, conformément aux manuels internationaux. La migration vers le SCN 2008 et le COICOP 2018 se poursuit. A cet effet, l'Institut National de la Statistique (INS) a élaboré un nouveau chronogramme allant d'avril 2022 à décembre 2023 pour la production des comptes nationaux trimestriels basés sur le SCN 2008.

De même, l'élargissement de la couverture de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a été réalisé en 2022 avec la couverture effective de l'ensemble des huit (8) régions administratives du pays. Par ailleurs, le pays élabore les statistiques monétaires et extérieures au moyen des derniers manuels du FMI à savoir respectivement le Manuel 6 de la Balance des paiements et le Manuel et Guide d'Établissement des Statistiques Monétaires et Financières du FMI 2016.

Au niveau des politiques commerciales, le pays continue de mettre en œuvre le Schéma de Libéralisation des Échanges de la CEDEAO (SLEC). En 2022, aucune entreprise et aucun produit n'ont été enregistrés dans le schéma, bien que l'approbation de 5 nouvelles entreprises et 10 nouveaux produits soit actuellement à l'étude. Au total, 31 entreprises et 116 produits ont été approuvés dans le cadre du SLEC en Guinée. Ce nombre reste relativement faible, en comparaison à d'autres pays de la ZMAO en tenant compte de la taille et du potentiel du pays. En effet, la Gambie (29 entreprises et 60 produits), le Ghana (721 entreprises et 1199 produits) ou encore le Nigeria qui compte plus de 1500 entreprises et produits sont relativement au-dessus de la Guinée.

L'application effective du système reste entravée par un certain nombre de défis tels l'insuffisance de la vulgarisation du schéma auprès du secteur privé ou encore la compétitivité des entreprises et des produits. En effet, la plupart des opérateurs commerciaux ne sont pas au courant de l'existence du SLEC et des avantages qu'ils peuvent en tirer.

Concernant le Tarif Extérieur Commun (TEC) qui a débuté en Guinée en 2017, un Comité national du TEC (CONATEC) a été créé. Toutefois, la mise en œuvre intégrale du TEC, qui devait entrer en vigueur à fin 2022, est reportée pour 5 ans afin de permettre au pays de tenir compte de la sensibilité et de la contribution significative de certains produits au budget de l'Etat. Aussi, les procédures de dédouanement de la Guinée ont été harmonisées avec celles des États membres de la CEDEAO et sont basées sur les normes de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). La dématérialisation du dédouanement est effective via le système douanier électronique SYDONIA World dans tous les bureaux de douane de Conakry et de plusieurs autres bureaux à l'intérieur du pays. Tous les paiements des droits de douane et taxes peuvent ainsi y être effectués en ligne, conformément aux procédures communautaires.

Par ailleurs, la Guinée a migré vers l'établissement de la carte d'identité biométrique de la CEDEAO. Elle continue la mise en œuvre du Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement. Ainsi, le droit d'entrée sans visa et de création d'entreprises est respecté pour les citoyens des États membres de la CEDEAO. Les formulaires de migration de la CEDEAO ont été harmonisés et il n'y a pas de zone d'activité exclusivement réservée aux nationaux, ni de traitement spécial accordé aux nationaux par rapport aux autres citoyens de la CEDEAO.

11.2. Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

Le Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) a été mis en place par l'Association des Banques Centrales de l'Afrique (ABCA) dans le but ultime de la création d'une monnaie unique et d'une banque centrale commune en Afrique. Pour y arriver,

L'Association a établi des critères de convergence macroéconomique au nombre de neuf (9) dont quatre (4) de premier rang et cinq (5) de second rang.

S'agissant des critères de convergence du PCMA, la Guinée a régressé en 2022 en respectant cinq (5) des neuf (9) critères de convergence contre six (6) l'année précédente. Plus spécifiquement, le pays a rempli trois (3) critères de premier rang et deux (2) de second rang.

S'agissant des quatre (4) critères de premier rang, le pays a respecté 3 critères comme en 2021. Il s'agit de ceux relatifs au solde budgétaire (hors dons), au financement du déficit budgétaire par la BCRG et aux réserves de change (en mois d'importations de biens et services). Plus précisément, le solde budgétaire (hors dons) s'est amélioré, passant d'un déficit de 2,3 % du PIB en 2021 à un déficit de 1,2 % du PIB en 2022. De même, le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale est resté inférieur au seuil maximum communautaire de 5,0 %, se fixant à -10,0% (c'est-à-dire un solde de l'Etat positif à la BCRG), contre un financement de 0,8% l'année précédente. Ensuite, comme en 2021, les réserves de change ont couvert cinq (5) mois d'importations en 2022. En revanche, le critère relatif au taux d'inflation continue d'être violé, se fixant à 10,5%, au-dessus du seuil communautaire minimum de 7,0 %.

Tableau 40: Evolution des critères de convergence du PCMA

	Norme	2020	2021	2022
1-Déficit budgétaire (hors dons) /PIB (%)	< 3	-3.1	-2.3	-1.2
2-Taux d'inflation (%)	< 7	10.6	12.6	10.5
3-Crédit de la Banque Centrale à l'Etat (%)	< 5	12.7	0.8	-10.0
4-Réserves extérieures en mois d'importations de biens et services (mois)	≥ 3	3.5	4.9	5.0
Nombre de Critères de premier rang respecté		2	3	3
1-Dette publique/PIB (%)	< 65	43.6	42.5	35.8
2-Recettes fiscales/ PIB (%)	≥ 20	11.6	11.4	10.4
3-Masse salariale/Recettes fiscales (%)	≤35	37.8	34.5	32.8
4-Variabilité du taux de change nominal (%)	± 10	4.2	2.0	-10.9
5-Investissement du Gouvernement/ recettes fiscales (%)	≥ 20	8.7	7.5	16.1
Nombre de critères de second rang respectés		2	3	2
Nombre total de critères respectés		4	6	5

Sources : Ministère de l'Économie et des Finances et Banque Centrale de la République de Guinée

Concernant les critères de second rang, le pays a respecté deux (2) critères contre trois (3) en 2021. Ainsi, les critères relatifs au ratio masse salariale sur recettes fiscales (32,8 %) et au ratio de la dette publique sur le PIB (35,8%) ont été respectés. Cependant, le critère du ratio des recettes fiscales sur PIB s'est détérioré, se fixant à 10,4% contre 11,4% en 2021. De même, avec une appréciation du GNF de 10,9%, le critère relatif à la variation du taux de change n'a pas été respecté. Enfin, malgré une amélioration du ratio des investissements publics sur recettes fiscales (16,1 % en 2022 contre 7,5 % en 2021), son niveau reste en dessous du seuil communautaire minimum de 20 %.

Par ailleurs, conformément aux Statuts de l'ABCA, la BCRG qui présidait l'Association en 2022, avait organisé à Conakry un Séminaire Continental sur le thème « Tirer parti de la technologie pour la promotion de l'investissement dans le secteur bancaire panafricain pour faire progresser la zone de libre-échange continentale africaine » en mai 2022. Le séminaire avait connu la participation de plusieurs hauts cadres d'institutions monétaires et financières.

11.3. Coopération avec le Fonds Monétaire International (FMI)

La Guinée et le FMI ont tenu des discussions en juin et en décembre 2022, conformément aux dispositions de l'Article IV des Statuts du Fonds. Les discussions se sont soldées par l'approbation par le Conseil d'Administration du FMI du décaissement de USD 71 millions dans le cadre du guichet choc alimentaire de la Facilité de Crédit Rapide (FCR).

En outre, la BCRG a continué de bénéficier d'un certain nombre d'appui technique du FMI en 2022. Il s'agit, notamment du renforcement des capacités dans les domaines de la politique monétaire, de la supervision des institutions financières et de l'amélioration de la production des statistiques monétaires et extérieures.

CHAPITRE 12 : ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE

Ce chapitre traite de toutes les activités opérationnelles de la BCRG réalisées en 2022. Il porte sur la gestion des ressources humaines, les actions de formation, les études et recherches réalisées, les projets liés à l'informatique et télécommunications, les différents investissements et patrimoines immobiliers, les affaires juridiques et réglementation, les actions entreprises pour la gestion des risques et la conformité et déontologie.

12.1. Gestion des ressources humaines

En 2022, la BCRG a réalisé d'importantes actions pour une meilleure gestion du personnel, l'amélioration des conditions de vie et de travail des employés et la promotion et la mobilité du personnel. Ces actions ont été réalisées dans un contexte marqué par la rationalisation des dépenses qui sont liées à la gestion des ressources humaines.

12.1.1. Gestion du personnel

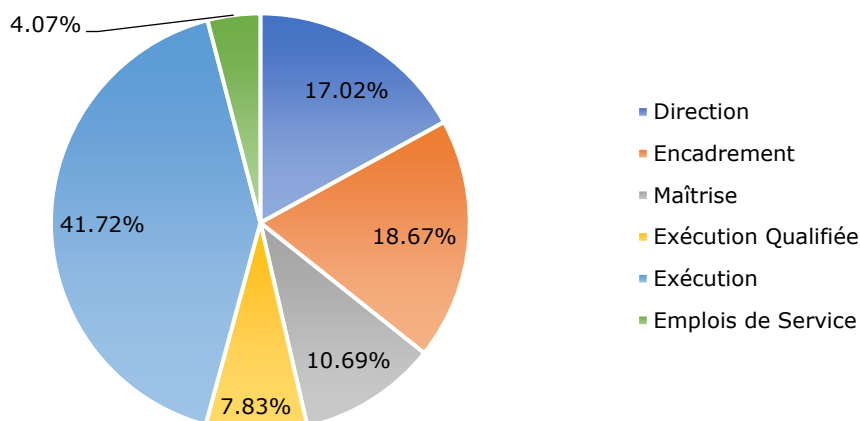
En 2022, la Gestion Administrative du Personnel a porté sur un effectif de 751 agents, contre 786 agents à fin 2021, soit une baisse de 4,5 %. Cette diminution de l'effectif s'explique par le nombre de départs, notamment les retraites au nombre de dix-neuf (19).

Ainsi, à fin 2022, le personnel de la BCRG est constitué de 664 agents en activité, soit 88,4 % de l'effectif total, et de 87 agents détachés, en disponibilité, en formation ou sous suspension, soit 11,6 % de l'effectif total. Parmi le personnel en activité, 57 % de l'effectif sont des hommes, tandis que 43 % sont des femmes. Ce personnel en activité est composé en majorité d'agents de la catégorie Exécution, suivis des agents des catégories Encadrement et Direction.

En effet, à fin 2022, la BCRG compte 277 agents de la catégorie Exécution, soit 41,7 % de l'effectif en activité. Cette catégorie est constituée essentiellement d'agents de comptage.

Les agents de la catégorie Encadrement sont au nombre de 124, soit 18,7 % de l'effectif total en activité. Ils sont essentiellement composés de Chargés d'Etudes, de Fondés de Pouvoir et d'agents d'Encadrement. Quant à la catégorie Direction, l'effectif est de 113 cadres, composé de Sous-Directeurs, Directeurs et Directeurs Généraux. Cette catégorie représente 17,0 % de l'effectif total en activité.

Graphique 44: Structure du personnel par catégorie



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les rémunérations du personnel au titre de l'année 2022, toutes catégories et positions confondues, se sont chiffrées à GNF 65,3 milliards, contre GNF 65,8 milliards en 2021, soit une contraction de 0,8 %. Ces rémunérations incluent les cotisations salariales à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour GNF 1 milliard et les cotisations salariales à la Caisse de retraite BCRG pour GNF 6,3 milliards.

12.1.2. Amélioration des conditions de vie du personnel

En 2022, la BCRG a poursuivi son objectif d'amélioration des conditions de vie et de travail de son personnel, dans un contexte marqué par la rationalisation de la gestion des frais médicaux et pharmaceutiques.

Avec le contrôle et la rigueur dans la gestion des frais médicaux et pharmaceutiques, les dépenses d'assistance médicale et paramédicale se sont situées à GNF 10,8 milliards, contre GNF 23,6 milliards en 2021, soit une importante baisse de 54,1 %. Cette baisse est en lien avec celle de toutes les rubriques de dépenses d'assistance médicale et paramédicale. Spécifiquement, les frais d'évacuation sanitaire et de contrôle médical à l'étranger ont baissé de 72,3 %.

Tableau 41: Dépenses d'assistance médicale et paramédicale (en millions GNF)

Rubrique	2020	2021	2022	Variation (%)
Frais médicaux	4 417.7	5 692.1	4 449.5	-21.8
Frais d'hospitalisation sur place	2 008.2	1 724.5	1 112.5	-35.5
Visite médicale systématique	477.2	501.6	0.0	-100.0
Frais d'évacuation sanitaire et de contrôle médical à l'étranger	1 309.2	8 236.5	2 284.1	-72.3
Frais pharmaceutiques	6 430.9	5 589.7	2 425.2	-56.6
Frais de transport pour évacuation sanitaire à l'étranger	330.0	1 129.7	407.1	-64.0
Allocations pour évacuation sanitaire à l'étranger	97.8	371.7	140.3	-62.2
Produits pharmaceutiques	566.3	317.0	0.0	-100.0
Total	15 637.2	23 562.8	10 818.7	-54.1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

12.1.3. Promotion et mobilité du personnel

L'année 2022 a été marquée par la restructuration et une mobilité importante du personnel, la féminisation de certains postes de responsabilité ainsi que le rajeunissement de l'effectif de l'équipe dirigeante. En outre, la BCRG a procédé au redéploiement ou à la conversion de quelques agents afin de combler le manque de personnel dans certains Départements. Par ailleurs, des agents, notamment les femmes, ont bénéficié de gratifications en échelons, en reconnaissance de leur exemplarité sur le plan disciplinaire et de l'efficienne dans l'exécution de leur travail.

12.2. Actions de formation

En 2022, les actions de formation et de renforcement des capacités du personnel de la BCRG ont porté sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan de formation (PDF), ainsi que sur l'organisation de stages des jeunes étudiants au sein des différentes Directions de l'Institution.

Les actions de formation ont été réalisées en Guinée et à l'étranger sous forme de conférences, ateliers, cours, séminaires, stages pratiques et formations diplômantes. Elles ont concerné 800 participations (dont 452 participants de la BCRG), contre 586 participants en 2021. La hausse des participants entre 2021 et 2022 s'explique par l'accroissement du nombre d'ateliers organisés sur place en faveur d'un plus grand nombre de participants venant du système bancaire et financier guinéen. Au total, 66 thèmes de formation ont été réalisés en Guinée et à l'Étranger, contre 86 thèmes en 2021.

Tableau 42 : Evolution des actions de formation réalisées

	2020	2021	2022
Nombre de thèmes réalisés	29	86	66
Nombre de participations	108	586	800

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En 2022, la BCRG a organisé plusieurs séminaires et formations diplômantes sur place, dont 28 thèmes de formation dispensés en Guinée. Ces actions ont été réalisées sous forme de formations diplômantes et/ou certifiantes (7), de séminaires (7), d'ateliers et conférences (14). Elles ont profité à 739 participants, contre 487 participants en 2021.

Parmi ces 28 thèmes, le personnel de la BCRG a bénéficié de 14 thèmes auxquels ont participé 462 agents et cadres. Les 14 autres thèmes étaient destinés aux 277 participants des institutions partenaires, dont les banques commerciales, les compagnies d'assurance et les institutions financières inclusives. Il y a eu également 3 formations organisées par l'ONFPP, portant notamment sur la Cybersécurité.

Afin de promouvoir la formation interne, 11 formateurs internes de la BCRG ont animé des séminaires et ateliers sur des thèmes inscrits au Programme de Formation. Ces thèmes portaient, entre autres, sur : le règlement de caisse, la lutte contre le Blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBS/FT), les Progiciels BCRG (T24/SYSCO/Inventory, nouvelle version T24), la technique de maîtrise des risques, le contrôle interne et le management des risques.

S'agissant des séminaires et formations diplômantes à l'étranger, 38 thèmes de formation ont été réalisés en 2022 (61 bénéficiaires), contre 69 thèmes en 2021 (99 bénéficiaires).

Tableau 43 : Séminaires et Formations diplômantes à l'étranger

	2020	2021	2022
Thèmes séminaires et formations à l'étranger	23	69	38
Participations séminaires et formations à l'étranger	37	99	61

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

12.3. Études et recherches

Au cours de l'année 2022, la BCRG a poursuivi ses travaux d'études et de recherche portant sur les questions d'ordre économique et monétaire. Ainsi, les travaux d'études et de recherches, ci-après, ont été réalisés par la Direction Générale des Études et des Statistiques :

- l'estimation de la Règle de Taylor pour la BCRG ;
- l'impact de la crise ukrainienne sur l'économie guinéenne
- l'enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID) ;

Outre ces travaux d'études, la BCRG a poursuivi :

- la réalisation du rapport sur la Politique Monétaire ;
- le diagnostic conjoncturel à travers la réalisation des notes trimestrielles de conjoncture ;
- le calcul trimestriel de l'indice du chiffre d'affaires trimestriel dans les secteurs de commerce, de construction, d'industrie et de service, ainsi que dans le secteur financier ;
- l'élaboration et l'analyse de la situation monétaire intégrée mensuelle ;
- la réalisation des rapports trimestriels sur la Balance des Paiements ;
- la Production des indicateurs de solidité financière (ISF) ;
- la production des indicateurs sur l'Accès aux services financiers (ASF).

Par ailleurs, la BCRG a conduit l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID) initiée par le Fonds Monétaire International. Cette enquête permet d'améliorer la qualité des statistiques des investissements directs dans la Position Extérieure Globale

(PEG) de la Guinée et d'assurer la disponibilité de ces données pour les économies des contreparties immédiates.

12.4. Informatique et télécommunications

En 2022, la BCRG a réalisé plusieurs activités dans le cadre de l'amélioration de son système d'informations et de télécommunications.

Une vingtaine de projets informatiques a été menée, en plus de l'acquisition de matériels informatiques nécessaires pour le fonctionnement régulier des services. Ces projets portent, notamment, sur la fourniture, l'installation et la mise en service de solutions de sécurité (licences) dans le cadre de CSP SWIFT et les travaux de migration du système de Télécompensation.

En outre, dans le but d'améliorer ses services de télécommunications, la BCRG a initié en 2022, le processus de mise en place d'une solution de gestion des bandes passantes et de son trafic internet et de la fourniture de connexion internet et WIFI dans ses agences. Elle a également modernisé sa messagerie professionnelle dans le but de faciliter la communication entre les cadres et les principaux partenaires.

Par ailleurs, afin d'accroître la performance de ses différents corps de métiers, la BCRG a lancé le développement de la digitalisation des processus auprès de certaines Directions. Elle a relancé les projets de mise en place du Système Intégré des Ressources Humaines (SIRH), du Système Intégré de Gestion des Institutions de la Finance Inclusive (pour un meilleur suivi des activités liées à la Finance inclusive)..

12.5. Investissement et patrimoine

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'implantation dans les 8 régions administratives du pays et d'amélioration de ses locaux professionnels et d'habitation, la BCRG a poursuivi et entamé, en 2022, plusieurs chantiers de construction d'immeubles.

Ainsi, les immeubles d'habitation en faveur des cadres des agences de Boké et de Kankan ont été achevés et mis à disposition des cadres. Également, plusieurs chantiers en cours de construction ont été initiés ou relancés dont, entre autres :

- le bâtiment R+12+3SS destiné à la nouvelle agence principale et le siège de la BCRG ;
- la relance des travaux de finalisation de la cité BCRG de Kéitayah devant abriter les logements des employés de la BCRG ;
- la construction de trois immeubles d'habitation R+3 pour les agences BCRG de Kindia, Labé et Mamou ;
- la construction d'un Data Center à l'agence BCRG de Kindia.

12.6. Affaires juridiques et réglementation

Concernant les affaires juridiques et l'organisation, la BCRG a donné des avis juridiques et formalisé des actes (instruction, Décision, etc.) au cours de l'année 2022.

En termes de contentieux, elle a assuré le suivi des dossiers contentieux dans les juridictions par le biais des avocats chargés de la défense de ses intérêts. Elle a fourni un accompagnement aux Directions dans l'élaboration des dossiers d'appels d'offres (Cahier des charges et Termes de référence), dans la formalisation des contrats et le suivi juridique de leur exécution.

Au titre des contrats et autres accords passés par la BCRG avec les tiers en 2022, plusieurs cahiers de charges relatifs à l'acquisition des biens et services dans le cadre des activités de la BCRG ont été élaborés. A cet effet, 83 contrats relatifs aux travaux, aux fournitures et aux services ont été formalisés et signés.

12.7. Gestion des risques, Conformité, Contrôle Interne et Déontologie

En 2022, la BCRG a réalisé des actions relatives à la surveillance des risques encourus dans son fonctionnement. Ainsi, dans le cadre de la promotion de la culture du risque en son sein, la BCRG a élaboré le projet de dix (10) messages de sensibilisation devant apparaître dans les enseignes lumineuses. Les différents lieux d'affichage ont été également identifiés. Ce projet a été validé par le Comité de Pilotage du Risk Management (CPRM).

La Banque Centrale a, en outre, procédé à la mise à jour de la cartographie de ses risques en élaborant et soumettant au CPRM, 6 projets de référentiels de gestion des risques qui ont été validés. Il s'agit :

- des Macro-processus de la BCRG ;
- de la Politique de Gestion des Risques (PGR) actualisée de la BCRG ;
- de la Politique sectorielle de Sécurité des Dat Centers et Locaux Technique ;
- du référentiel d'évaluation actualisé de la gravité de risque ;
- du référentiel d'évaluation actualisé de la vraisemblance de risque ; et
- de la liste simple actualisée des risques de la BCRG.

En termes de renforcement des capacités en matière de gestion des risques, la BCRG a organisé des séances de formation en technique de maîtrise des risques à l'attention de certains de ses cadres et a accompagné des Directions dans la mise à jour de leurs cartographies des risques. S'agissant de la surveillance des risques liés à l'assainissement de la circulation fiduciaire, des séances de broyage des billets retirés de la circulation ont été réalisées et les statistiques y afférentes ont été tenues.

En 2022, la BCRG a poursuivi l'implémentation du dispositif interne de conformité de la BCRG à travers de nombreuses réalisations, tant dans le domaine de la sécurité financière que dans celui de la conformité juridique.

Ainsi, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT), la BCRG a organisé une série de formations à l'intention de son personnel et des acteurs des Comptoirs Agréés et des Bureaux de Change Manuel, cela en prélude à la prochaine évaluation mutuelle de la Guinée par le GIABA. En outre, la BCRG a réalisé des projets visant à implémenter le dispositif interne de conformité (LBC/FT et conformité juridique). D'autres projets ont été soumis à la validation du Comité de Pilotage du Risk Management et du CA. Il s'agit : du Règlement 098/2022/BCRG relatif au suivi des recettes d'exportation des matières précieuses dans le système financier guinéen et du Règlement 103/2022/LBC-FT/CC/BCRG portant mise à disposition des recettes d'exportation des matières précieuses en faveur des comptoirs agréés. Ces deux textes permettent à la BCRG de renforcer sa vigilance sur ses transactions et sur ses relations de correspondance bancaire. Ils permettent également de mieux contrôler le processus de suivi recettes d'exportation des matières précieuses dans le système financier guinéen.

La BCRG a par ailleurs œuvré dans le suivi des flux de devises et dans l'identification et traitement des incidents de non-conformité, notamment liés au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme.

En ce qui concerne le contrôle interne, l'année 2022 a été marquée par un renforcement du contrôle interne de la BCRG, ce qui a permis de

- réduire significativement les charges liées à la manutention, au carburant du parc automobile, aux produits pharmaceutiques, aux frais d'entretien des véhicules du parc automobile et à la sécurisation des sites et magasins.
- couvrir de manière raisonnable les risques juridiques et d'altération de l'image auxquels la BCRG est exposée dans les opérations de mise à disposition des recettes d'exportation et d'expédition de l'or et de diamant.

S'agissant de la Déontologie, la BCRG a mis en œuvre des actions visant à renforcer la confiance, sa réputation et son image. A cet effet, elle a mis à jour son Code d'Éthique et de Déontologie. Ce code a été soumis au Conseil d'Administration et sa validation est attendue en 2023. En outre, pour la réussite de la vulgarisation des dispositions de ce Code à l'intention des cadres et agents, des points focaux par Département ont été identifiés. Par ailleurs, la BCRG s'est assurée que les opérations de sondage et de broyage dans l'une de ses agences ont été réalisées dans le respect du Code d'Éthique et de Déontologie.

III- ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE

CHAPITRE 13 : BILAN DE LA BANQUE CENTRALE

Au 31 décembre 2022, le bilan de la BCRG est équilibré en actif et en passif de GNF 34 706,907 milliards, contre GNF 37 282,400 milliards à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 6,91 %.

13.1. Analyse des postes de l'actif

L'actif de la Banque est passé de GNF 37 282,400 milliards au 31 décembre 2021 à GNF 34 706,907 milliards au 31 décembre 2022, soit une baisse de 6,91%. Cette baisse est imputable à la contraction simultanée des comptes de régularisation actifs de GNF 2 636,477 milliards, des créances sur l'Étranger de GNF 407,559 milliards, des avoirs en or et argent monétaire de GNF 1,079 milliards et contenue par la hausse des valeurs immobilisées de GNF 108,772 milliards et des créances sur l'État de GNF 475,455 milliards.

Tableau 44 : Evolution des grands postes de l'actif (en milliards de GNF)

Libellé	2021	2022	Variation
Or	1 386,508	1 295,562	-90,946
Argent	4,993	4,861	-0,133
Créances sur l'étranger	16 600,614	16 193,054	-407,560
Créances sur l'état	14 824,413	15 299,868	475,456
Créances sur les agents économiques et financiers	117,519	0,000	-117,519
Comptes de régularisation et divers	3 393,322	849,759	-2 543,563
Immobilisations	955,032	1 063,803	108,772
TOTAL ACTIF	37 282,400	34 706,907	

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les Créances sur l'Étranger qui étaient de GNF 16 600,614 milliards, au 31 décembre 2021, se sont établies à GNF 16 193,054 milliards au 31 décembre 2022, soit une contraction de 2,5 %. Cette contraction est expliquée par la dégradation constatée au niveau des disponibilités en DTS (-GNF 2 333,894 milliards), de la souscription au FMI (- GNF 463,255 milliards), des caisses devises (- GNF 2,737 milliards) et des avances et acomptes aux fournisseurs étrangers (-GNF 37,110 milliards). Toutefois, la contraction est atténuée par une amélioration des comptes auprès des correspondants étrangers qui est de GNF 2 430,229 milliards au 31 décembre 2021 à GNF 12 257,258 milliards au 31 décembre 2022.

Tableau 45 : Evolution des créances sur l'étranger (en milliards de GNF)

Libellé	2021	2022	Variation
Disponibilités en DTS	3 378,295	1 044,401	-2 333,894
Correspondants étrangers	9 827,029	12 257,258	2 430,229
Valeurs à l'encaissement à l'étranger	13,561	12,957	-0,604
Caisses devises	350,668	347,931	-2,737
Chèques de voyage	0,000	0,000	0,000
Souscription au FMI	2 990,517	2 527,262	-463,255
Intérêts courus à R.	1,348	1,159	-0,189
Avances et acomptes aux fournisseurs étrangers	39,195	2,085	-37,110
Total	16 600,613	16 193,054	-407,559

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La situation des principales devises étrangères dans les comptes de la Banque Centrale est marquée par une baisse du montant global des encaisses au 31 décembre 2022. Cette baisse s'explique par la diminution des versements des banques primaires en dollars. Par contre, les versements en euro ont augmenté.

Tableau 46: Situation des principales devises

Libellé	2021	2022	Variation
Caisse devise Dollar			
En USD	35 305 529	24 095 877	-11 209 652
En GNF	321,779	206,099	-115,680
Caisse devise EURO			
En EURO	2 728 975	15 546 030	12 817 055
En GNF	28,131	141,240	113,109
Total	349,910	347,339	-2,571

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En glissement annuel, les comptes de régulation actifs ont chuté de 75,7 % pour atteindre GNF 849,759 milliards au 31 décembre 2022. Cette situation est portée essentiellement par l'effet conjugué de :

- la baisse des comptes chèques et virements à payer de GNF 1 075,518 milliards ;
- la baisse des comptes de suspens de GNF 1 651,393 milliards ;
- la diminution des comptes de débits à régulariser de GNF 56,806 milliards ;
- l'augmentation des provisions sur comptes de débiteurs divers GNF 40,932 milliards ;
- l'accroissement du stock de billets et jetons de GNF 25,035 milliards ;

- l'augmentation des comptes avances et acomptes aux fournisseurs de GNF 52,915 milliards ;
- l'accroissement des produits à recevoir de GNF 29,920 milliards ;
- la baisse des comptes dépenses à régulariser de GNF 24,644 milliards ;
- la baisse des stocks de consommables de GNF 8,527 milliards.

S'agissant, des Créances sur l'État, elles se sont établies à GNF 15 299,868 milliards au 31 décembre 2022, en augmentation de 3,2 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due à l'accroissement des comptes ordinaires à vue de l'Administration Centrale de GNF 127,786 milliards et des titres de l'État liés à la recapitalisation de GNF 347,670 milliards.

Au 31 décembre 2022, les immobilisations nettes se sont situées à GNF 1 063,804 milliards, contre GNF 955,032 milliards au 31 décembre 2021. Cette amélioration résulte notamment de l'immobilisation des différentes dépenses liées aux constructions réceptionnées qui augmentent les immobilisations corporelles de GNF 119,670 milliards. Toutefois, cette augmentation est atténuée par la baisse des immobilisations incorporelles de GNF 0,608 milliard, des valeurs des titres de participation libellés en USD de GNF 6,984 milliards et des provisions constituées sur les titres de participation libellés en GNF pour GNF 3,307 milliards.

Les avoirs en Or et argent se sont contractés de 6,5 %, par rapport au 31 décembre 2021, pour s'établir à GNF 1 300,422 milliards au 31 décembre 2022, en lien avec la diminution du cours de métaux précieux sur le marché international.

En 2022, les créances sur les agents économiques et financiers ont été complètement soldées pour un montant global de GNF 117,519 milliards. Ce dénouement s'explique essentiellement par les effets pris en pension et des reclassements des autres sous rubriques dans les comptes de régularisation actifs et dans les engagements des agents économiques et financiers, conformément aux recommandations du Cabinet d'Audit KPMG.

13.2. Analyse des postes du passif

La contraction du passif de la Banque Centrale de 6,91 %, en glissement annuel, provient des effets conjugués de la :

- baisse des engagements envers l'étranger, des comptes de régulation et divers, des billets et monnaies en circulation ;
- hausse des engagements envers les agents économiques et financiers, des engagements envers l'État, des capitaux propres (hors provisions pour risque et charge) et des fonds de contrepartie.

Tableau 47 : Evolution des grands postes du passif (en milliards de GNF)

Libellé	2021	2022	Variation
Billets et monnaies en circulation	12 790,338	12 619,883	-170,455
Engagements envers l'étranger	9 328,183	6 303,895	-3 024,287
Engagements envers l'état	3 197,149	4 580,450	1 383,302
Fonds de contrepartie	8,010	8,980	0,970
Engagements envers les agents économiques et financiers	4 677,607	6 217,277	1 539,671
Comptes de régularisation et divers	3 005,173	292,757	-2 712,416
Capitaux propres (hors provisions pour risque et charge)	4 353,138	4 081,961	-271,177
Résultat en instance d'affectation	0,000	0,000	0,000
Résultat	513,834	417,198	-96,636
TOTAL PASSIF	37 282,400	34 706,907	-2 575,493

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au 31 décembre 2022, les comptes de régulations passifs se sont situés GNF 292,757, en baisse de 90,3 % en glissement annuel. Cette baisse est expliquée par la diminution des chèques et virements à payer de GNF 305,390 milliards, des comptes de suspens de GNF 2 437,785 milliards, des Crédits à régulariser de GNF 29,134 milliards. La baisse est atténuée par l'augmentation des comptes fournisseurs et comptes rattachés de GNF 75,459 milliards.

De même, les engagements envers l'étranger sont marqués par une réduction de 32,4 % par rapport au 31 décembre 2021 pour se chiffrer à GNF 6 303,895 milliards au 31 décembre 2022. Cette réduction est imputable à la diminution des allocations en DTS de GNF 2 149,921 milliards, des comptes FASR de GNF 501,381 milliards, des Comptes N° 1 et 2 du FMI de GNF 463,256 milliards. Elles sont contenues par l'augmentation des avoirs des organismes bilatéraux de GNF 52,536 milliards.

Tableau 48 : Décomposition des engagements envers les organismes internationaux (en milliards de GNF)

Libellé	2021	2022	Variation
Organismes internationaux monétaires	9 186,984	6 072,426	-3 114,558
Comptes n° 1 et n° 2 du FMI	2 650,953	2 187,697	-463,256
Compte d'ajust. Structurel du FMI	0	0	0
Compte FMI-FRPC-FASR	2 610,479	2 109,097	-501,382
Compte FMI-Allocations DTS	3 925,552	1 775,631	-2 149,921
Organismes internat. Non monétaires	98,917	191,731	52,535
Organismes bilatéraux	90,956	143,491	52,535
Autres Organismes internationaux	7,961	48,240	40,279
TOTAL	9 285,901	6 264,157	-3 021,744

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au 31 décembre 2022, les engagements envers l'État se sont établis à GNF 4 580,450 milliards, en augmentation de 43,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette augmentation est tirée, essentiellement, par l'accroissement des comptes en devises à vue de l'Administration Centrale (GNF 1 159,397 milliards) et des comptes ordinaires à vue de l'Administration locale (GNF 210,130 milliards).

Par contre, les billets et monnaies en circulation se sont contractés de 13,3 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 12 619,883 milliards au 31 décembre 2022. Cette contraction s'explique par l'effet cumulé de la baisse des encaisses en monnaie locale de GNF 829,633 milliards et des destructions des Billets retirés de GNF 531,230 milliards, dans un contexte d'augmentation des émissions de billets de GNF 1 190,405 milliards.

Les capitaux propres (hors provisions pour risque et charge) se sont établis à 4 353,138 milliards au 31/12/2022, contre GNF 4 081,961 milliards par rapport à l'exercice précédent, en hausse de GNF 271,177 milliards (6,6 %). Cet accroissement est essentiellement dû à une amélioration du résultat de l'exercice qui est ressorti bénéficiaire de GNF 417,198 milliards en 2022, contre un déficit de GNF 513,834 milliards en 2021.

Les engagements envers les agents économiques et financiers sont en hausse de 32,9 %, en glissement annuel, pour se situer à GNF 6 217,277 milliards au 31 décembre 2022. Cette hausse est principalement due à l'effet conjugué de :

- ✓ l'augmentation des engagements envers la clientèle banques (GNF 1 339,680 milliards), des engagements envers des sociétés privées et particuliers (GNF 112,247 milliards), des engagements envers les entreprises publiques financières non bancaires (GNF 40,590 milliards), des autres comptes de dépôts (GNF 19,073 milliards), des engagements envers les entreprises publiques non financières (GNF 31,444 milliards) et des engagements envers les entreprises d'économie mixte (GNF 1,941 milliards) ;
- ✓ la diminution des Comptes des Projets et Programmes (GNF 0,545 milliard).

Les fonds de contrepartie se sont élevés à GNF 8,980 milliards au 31 décembre 2022, en augmentation de 12,1 % par rapport à l'année précédente, en lien avec les financements des projets de coopération entre la Guinée et le Japon.

CHAPITRE 14 : COMPTE DE RESULTAT DE LA BANQUE CENTRALE

Le résultat au 31 décembre 2022 de la Banque fait ressortir un bénéfice de GNF 417,198 milliards, contre une perte de GNF 513, 834 milliards l'année précédente. Ce bénéfice est porté principalement par le résultat positif généré par l'activité d'exploitation, et dans une moindre mesure par celui de l'activité exceptionnelle.

14.1. Produits

Le résultat d'exploitation au 31 décembre 2022 est bénéficiaire de GNF 415,640 milliards, contre une perte de GNF 930,136 milliards à la même période de l'année précédente. Ce résultat positif est expliqué par une amélioration des produits d'exploitation de 40,4 % dans un contexte de baisse des charges d'exploitation de 57,55 %.

14.1.1 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation se sont améliorés de 40,4 %, par rapport à l'année précédente, pour s'établir à GNF 1 161,713 milliards au 31 décembre 2022. Cette amélioration des recettes est le résultat de la bonne performance enregistrée au niveau de toutes les composantes, excepté la rubrique autres produits sur les services extérieurs.

Tableau 49 : Evolution des produits d'exploitation (en milliards de GNF)

Libellé	2021	2022	Variation
Intérêts créditeurs	698,069	760,973	62,904
Commissions	85,028	189,607	104,579
Ventes de publications	0	0	0
Autres Produits d'exploitation Résidents	3,811	9,685	5,874
Autres Produits d'exploitation Non-résidents	0	0	0
Autres produits sur services extérieurs	35,059	33,586	-1,473
Reprises d'amortissements et provisions	3,712	157,043	153,331
Pénalités	1,571	10,818	9,247
TOTAL	827,250	1 161,713	334,463

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les reprises d'amortissements et de provisions sont passées de GNF 3,712 milliards au 31 décembre 2021 à GNF 157,043 milliards au 31 décembre 2022, soit une hausse de GNF 153,331 milliards, imputable à la hausse des amortissements sur les avances au personnel, aux provisions constituées par rapport à l'affaire d'Affinor, et certains DAR du Trésor Public suite à la titrisation de juillet 2023.

Au 31 décembre 2022, en s'établissant à GNF 189,607 milliards, les commissions sur les services et les opérations de changes ont enregistré une augmentation de GNF 104,579

milliards par rapport au 31 décembre 2021. Cette évolution s'explique par la hausse des commissions sur les opérations de changes de GNF 98,623 milliards et les autres commissions sur les services de GNF 5,956 milliards.

En augmentation de GNF 62,904 milliards, en glissement annuel, les intérêts créditeurs sur les correspondants étrangers et le FMI se sont établis à GNF 760,973 milliards au 31 décembre 2022, résultant de la bonne performance enregistrée, notamment au niveau des postes suivants : intérêts sur les correspondants étrangers, intérêts sur les découverts exceptionnels, et intérêts sur titre de recapitalisation.

De même, les pénalités sur les réserves obligatoires et non prétraitement des VNR ont atteint GNF 10,818 milliards au 31 décembre 2022, soit une amélioration substantielle de GNF 9,287 milliards par rapport au 31 décembre 2021. Pareillement, les autres produits d'exploitation résidents se sont également améliorés de GNF 5,874 milliards en glissement annuel pour se situer à GNF 9,684 milliards au 31 décembre 2022, en raison de la hausse constatée au niveau des dividendes et produits assimilés sur titres de participation.

Par contre, les autres produits sur les services extérieurs se sont contractés de GNF 1,473 milliards en glissement annuel pour s'établir à GNF 33,586 milliards au 31 décembre 2022.

14.2. Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont passées de GNF 1 757,385 milliards au 31 décembre 2021 à GNF 746,072 milliards au 31 décembre 2022, soit une contraction de 57,5 %, en raison de la maîtrise de certaines charges telles que : dotations aux amortissements et provisions, services extérieurs et charges diverses, charges financières, charges de personnel, achats de fournitures stockées et divers.

Tableau 50 : Evolution des dépenses de fonctionnement (en milliards de GNF)

Libellé	2021	2022	Variation
Charges de personnel	198,798	166,936	-31,862
Service extérieurs et charges diverses	172,841	118,849	-53,992
Achats et variation des Stocks	159,483	131,904	-27,579
Charges financières	89,840	47,515	-42,325
Dotation aux amortissements et provisions	1 129,241	272,670	-856,571
Impôts et taxes	7,183	8,198	1,015
TOTAL	1 757,386	746,072	-1 011,314

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au 31 décembre 2022, les dotations aux provisions se sont chiffrées à GNF 272,670 milliards, en baisse de GNF 856,570 par rapport au 31 décembre 2021, liée essentiellement à la contraction des dotations aux provisions sur les comptes d'opérations de trésorerie et d'opérations interbancaires, et les dotations aux provisions pour risques et charges.

Parallèlement, les services extérieurs et charges diverses ont baissé de GNF 53,992 milliards par rapport au 31 décembre 2021 en s'établissant à GNF 118,849 milliards au 31 décembre 2023. Cette tendance baissière est le résultat des efforts fournis dans le cadre de la maîtrise des charges liées à la rubrique entretiens et réparations.

Les charges financières ont atteint GNF 47,515 milliards à fin 2022, contre GNF 89,840 milliards à fin 2021, soit une baisse de GNF 42,325 milliards, en lien avec la baisse des charges sur les opérations avec le FMI de GNF 21,615 milliards, des charges sur autres comptes de correspondants étrangers de GNF 3,539 milliards, et des charges sur opérations de change de 67,479 milliards.

De même, les charges de personnel ont enregistré une baisse de GNF 31,861 milliards en glissement annuel pour s'établir à GNF 166,936 milliards au 31 décembre 2022. Cette baisse est le résultat des réformes engagées par les autorités de la Banque dans le cadre de la maîtrise des charges, telles que : la baisse des indemnités d'heures supplémentaires et des primes de sujétion, la réduction des évacuations sanitaires.

Les achats de fournitures stockées et divers ont également enregistré une contraction de GNF 27,580 milliards par rapport à fin 2021 pour se chiffrer à GNF 131,904 milliards à fin 2022, expliquée principalement par la diminution des frais de fabrication des signes monétaires.

Contrairement aux autres charges, les impôts et taxes ont augmenté de GNF 1,014 milliards en glissement annuel en s'établissant à GNF 8,198 milliards au 31 décembre 2022. Cette hausse est essentiellement liée aux versements forfaitaires et à la contribution à l'ONFPP.

14.3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel a été bénéficiaire de GNF 1,558 milliards en lien avec des produits exceptionnels plus importants que les charges exceptionnelles.

Tableau 51 : Evolution du résultat exceptionnel (En milliards de GNF)

Libellé	2021	2022	Variation
Produits exceptionnels	417,351	2,271	-415,081
Charges exceptionnelles	1,049	0,713	-0,336
Résultat exceptionnel	-416,302	1,588	417,890

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les produits exceptionnels se chiffrent à GNF 2,271 milliards au 31 décembre 2022, résultant des remboursements des banques primaires dans le cadre de la migration du système ACP/ACH et des remboursements des manquants de caisse. Les charges exceptionnelles sont passées de GNF 1,049 milliards au 31 décembre 2021 à GNF 0,713 milliard au 31 décembre 2022, soit une baisse de 32,05 %.

ANNEXES

A 1. Principaux indicateurs macro-économiques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de croissance du PIB (%)	10,3	6,4	5,6	7,0	4,9	5,5
Taux de croissance du PIB par tête (%)	8,1	3,8	3,3	4,7	2,6	3,2
Déflateur implicite du PIB (%)	10,4	7,1	10,8	6,7	0,2	10,7
Formation brute du capital fixe (FBCF) en % du PIB	25,8	19,5	17,6	14,3	16,1	15,3
FBCF publique en % du PIB	4,3	3,4	3,2	1,6	2,3	2,5
FBCF privée en % du PIB	21,4	16,0	14,4	12,7	13,8	12,8
Inflation en glissement annuel (%)	9,4	9,8	9,3	10,7	12,5	8,6
Croissance de la masse monétaire (%)	15,7	10,3	23,0	23,0	8,4	22,2
Recettes courantes en % du PIB	13,5	14,3	13,0	11,1	12,1	11,2
Dépenses courantes en % du PIB	12,1	11,3	11,5	11,6	13,6	8,6
Dépenses en capital en % du PIB	3,5	2,9	3,6	3,3	5,2	2,8
Solde primaire en % du PIB	-1,2	1,5	0,1	-1,2	-2,2	0,3
Solde global base engagements en % du PIB (dons exclus)	-3,7	-1,3	-1,4	-3,0	-3,3	-0,6
Taux de couverture export. FAB/import. CAF (%)	194,5	142,3	143,7	323,0	276,9	332,6
Compte courant en % du PIB	11,6	-2,3	-2,6	21,0	16,3	26,3
Solde global en % du PIB	9,3	1,7	5,3	5,8	0,5	2,6
Encours de la dette en % du PIB	31,0	32,6	31,3	33,1	45,3	42,4
Service de la dette en % des exports de biens et services	1,4	2,6	2,3	1,0	0,4	0,4

Source : Ministères du Plan et de la Coopération Internationale

A 2. Ventilation du PIB à prix constants par secteurs (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire						
Valeurs (en milliards GNF)	11,235	11,358	12,923	13,245	13,923	14,677
Croissance (en %)	18,5	1,1	13,8	2,5	5,1	5,4
Secteur secondaire						
Valeurs (en milliards GNF)	19,151	21,131	22,293	25,659	27,870	29,753
Croissance (en %)	20,5	10,3	5,5	15,1	8,6	6,8
Secteur tertiaire						
Valeurs (en milliards GNF)	26,429	28,008	29,141	28,776	29,672	30,985
Croissance (en %)	5,7	6,0	4,0	-1,3	3,1	4,4
PIB aux prix du marché						
Valeurs (en milliards GNF)	60,049	63,868	67,474	70,664	74,161	78,245
Croissance (en %)	10,3	6,4	5,6	4,7	4,9	5,5

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

A 3. Ventilation du PIB à prix courants par secteurs (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire						
Valeurs (en milliards GNF)	19,263	24,510	32,626	31,807	35,328	41,083
Croissance (en %)	42,1	27,2	33,1	-2,5	11,1	16,3
Secteur secondaire						
Valeurs (en milliards GNF)	29,702	35,623	36,285	51,240	46,731	59,243
Croissance (en %)	28,0	19,9	1,9	41,2	-8,8	26,8
Secteur tertiaire						
Valeurs (en milliards GNF)	35,602	37,475	43,461	48,007	56,388	61,131
Croissance (en %)	10,1	5,3	16,0	10,5	17,5	8,4
PIB aux prix courants	93,834	106,845	125,081	142,821	150,128	175,288
Croissance du PIB	21,7	13,9	17,1	14,2	5,1	16,8

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

A 4. Ventilation des ressources et emplois du PIB à prix courant

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PIB						
Valeurs (en milliards GNF)	93,834	106,845	125,081	142,821	150,128	175,288
Croissance (en %)	21,7	13,9	17,1	14,2	5,1	16,8
Importations						
Valeurs (en milliards GNF)	53,102	52,116	53,548	60,740	61,885	62,703
Croissance (en %)	-16,4	-1,9	2,7	13,4	1,9	1,3
Ressources						
Valeurs (en milliards GNF)	146,936	158,961	178,629	203,562	212,013	237,991
Croissance (en %)	4,5	8,2	12,4	14,0	4,2	12,3
Consommation finale						
Valeurs (en milliards GNF)	84,132	95,116	109,387	125,215	153,718	146,342
Croissance (en %)	7,7	13,1	15,0	14,5	22,8	-4,8
FBCF						
Valeurs (en milliards GNF)	24,177	20,800	21,975	20,429	24,178	26,868
Croissance (en %)	-40,2	-14,0	5,6	-7,0	18,4	11,1
Variation de stocks						
Valeurs (en milliards GNF)	-3,280	0,085	2,382	0,531	1,311	2,393
Croissance (en %)	229,5	-102,6	2689,9	-77,7	146,9	82,5
Exportations						
Valeurs (en milliards GNF)	41,906	42,959	43,262	57,386	32,806	62,388
Croissance (en %)	85,1	2,5	0,7	32,6	-42,8	90,2
Emplois						
Valeurs (en milliards GNF)	146,936	158,961	177,005	203,562	212,013	237,991
Croissance (en %)	4,8	8,2	11,4	15,0	4,2	12,3

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

A 5. Ventilation des ressources et emplois du PIB à prix constants (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PIB						
Valeurs (en milliards GNF)	60,049	63,868	67,474	70,664	74,161	78,245
Croissance (en %)	10,3	6,4	5,6	4,7	4,9	5,5
Importations						
Valeurs (en milliards GNF)	11,510	10,147	9,240	10,763	12,099	12,505
Croissance (en %)	-23,1	-11,8	-8,9	16,5	12,4	3,3
Ressources						
Valeurs (en milliards GNF)	71,559	74,015	76,715	81,427	86,260	90,749
Croissance (en %)	3,1	3,4	3,6	6,1	5,9	5,2
Consommation finale						
Valeurs (en milliards GNF)	41,243	43,395	45,538	52,029	56,045	57,103
Croissance (en %)	1,3	5,2	4,9	14,3	7,7	1,9
FBCF						
Valeurs (en milliards GNF)	10,015	9,737	10,307	8,931	9,930	8,608
Croissance (en %)	-54,2	-2,8	5,9	-13,3	11,2	-13,3
Variation de stocks						
Valeurs (en milliards GNF)	-1,326	0,017	6,892	3,122	11,094	9,988
Croissance (en %)	-2283,9	-101,3	39794,9	-54,7	255,4	-10,0
Exportations						
Valeurs (en milliards GNF)	14,340	14,290	13,978	17,346	9,192	15,051
Croissance (en %)	78,8	-0,3	-2,2	24,1	-47,0	63,7
Emplois						

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Valeurs (en milliards GNF)	64,272	67,439	76,715	81,427	86,260	90,749
Croissance (en %)	-9,0	4,9	13,8	6,1	5,9	5,2

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

A 6. Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (en %)

		Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2018	Variation mensuelle	0,6	0,9	1	1	0,7	0,8	1	0,7	1	0,5	0,6	0,6
	Glissement annuel	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,9	9,9	9,8	9,8	9,8
	Taux annuel moyen	9,0	9,1	9,2	9,4	9,4	9,5	9,6	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8
	Inflation structurelle	4,0	4,0	4,0	4,0	5,0	4,0	3,8	5,5	6,0	5,8	5,8	6,3
2019	Variation mensuelle	0,4	0,9	1,0	1,2	0,8	0,9	1,2	0,4	1,1	0,4	0,6	0,4
	Glissement annuel	9,7	9,7	9,7	9,8	9,6	9,6	9,5	9,4	9,4	9,3	9,3	9,1
	Taux annuel moyen	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,9	9,7	9,7	9,7	9,6	9,5	9,5
	Inflation structurelle	6,4	6,9	5,9	6,7	6,2	4,8	7,7	7	5,2	5,1	4,9	4,0
2020	Variation mensuelle	0,4	1,1	1,1	2	0,6	1,2	1,4	-0,1	1	1	0,7	0,5
	Glissement annuel	9,1	9,3	9,5	11,6	11,5	11,3	11,3	11	10,6	10,8	10,7	10,6
	Taux annuel moyen	9,5	9,4	9,4	9,6	9,7	9,9	10	10	10,2	10,4	10,5	10,6
	Inflation structurelle	3,8	4,4	6,1	8,9	10	9,4	9,5	10,1	9,2	9,9	9,9	10,1
2021	Variation mensuelle	2,2	1,2	0,8	2,9	0,7	0,4	1,2	1,2	0,2	0,2	0,5	0,1
	Glissement annuel	12,6	12,6	12,3	12,4	12,4	12,2	12,3	13,5	13,1	12,7	12,6	12,5
	Taux annuel moyen	10,9	11,2	11,4	11,5	11,5	11,6	11,7	11,9	12,1	12,3	12,4	12,6
	Inflation structurelle	11	11,2	10,8	8,2	8,7	8,7	9	9,5	10,4	9	9,9	10,3
2022	Variation mensuelle	1,5	1,6	1,5	1,6	0,8	0,6	1 ,1	0 ,1	0 ,3	0 ,4	0 ,4	0 ,3
	Glissement annuel	11,8	12,3	12,4	11	11,1	12,5	12 ,4	8 ,5	8 ,6	8 ,7	8 ,6	8 ,6
	Taux annuel moyen	12,5	12,5	12,5	12,4	12,3	12,3	12 ,3	12 ,3	11 ,9	11 ,5	11 ,2	10 ,9
	Inflation structurelle	10,2	11,5	10,2	9,4	8,4	10,8	10,7	6 ,9	7 ,2	8 ,0	7 ,5	6 ,7

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

A 7. Evolution des prix par fonction

	déc-21	jan-22	fév-22	mar-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22
Indice Global	129,12	131,03	133,13	134,45	136,62	137,75	140,11	141,64	138,40	138,80	139,30	139,80	140,20
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	135,85	138,02	139,74	141,93	145,01	146,58	147,53	149,77	153,50	153,00	155,00	155,50	157,20
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	122,57	123,12	125,53	124,33	125,38	124,57	124,86	123,61	129,90	136,10	134,80	136,60	132,10
Articles d'habillement et chaussures	105,89	106,52	111,42	111,42	111,42	111,42	111,42	111,42	130,80	131,10	131,70	131,50	131,30
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	110,85	112,65	114,22	115,00	114,51	116,57	116,64	116,94	150,30	152,80	148,20	151,90	150,50
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	142,36	146,09	151,37	148,60	152,56	151,96	154,05	155,17	144,00	149,10	147,90	149,50	147,30
Santé	113,64	115,79	118,50	118,83	119,25	119,62	120,06	120,34	144,80	144,00	146,40	145,40	145,50
Transports	110,78	111,20	106,17	106,17	106,17	106,17	133,36	133,36	127,30	127,60	127,70	127,70	127,80
Communication	388,14	388,14	325,55	325,55	325,55	325,55	325,55	325,55	104,40	104,40	103,90	104,50	104,50
Loisirs et culture	102,19	102,34	108,99	108,99	108,99	108,99	108,99	109,55	113,10	113,90	114,50	114,50	114,60
Enseignement	108,89	108,89	108,89	108,89	108,89	108,89	108,89	108,89	127,50	127,50	131,60	131,20	131,20
Restaurants et Hôtels	105,04	104,40	123,41	123,41	123,41	123,41	123,41	123,41	133,00	134,00	134,00	134,00	134,00
Biens et services divers	129,68	129,68	139,04	139,04	139,04	139,04	139,04	139,04	125,60	126,00	126,40	126,60	126,90

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

A 8. Evolution de prix de certains produits de première nécessité par région administrative en décembre 2022

Variété	Boké	Conakry	Faranah	Kankan	Kindia	Mamou	Labé	Nzérékoré
Riz local étuvé rouge, BARABARA	7 071	8 200	7 000	7 440	8 000	8 833	10 000	6 000
Riz importé de luxe, type Thaïlande	8 008	7 000	6 500	6 833	6 000	7 167	8 011	7 000
Farine de blé	8 000	9 200	6 500	8 833	11 000	9 000	10 040	9 000
Viande fraîche de bœuf local au kg	51 667	60 000	35 000	45 000	50 000	50 000	45 000	45 000
Poulet vivant	71 670	56 315	49 123	50 278	53 941	44 444	56 608	49 419
Daurade rouge (Sinapa) frais	42 500	67 993	27 105	22 667	40 405	47 333	40 094	11 574
Kouta frais (baracouda)	37 500	32 060	36 566	51 476	41 615	33 000	27 463	14 026
Bonga fumé	20 515	41 594	16 017	35 000	41 866	42 373	24 876	23 077
Konkoe fumé	115 798	54 042	76 928	79 365	80 353	98 333	47 402	75 000
Sardinelles fumées/séchées	44 521	23 549	17 777	17 870	25 844	27 693	38 000	29 171
Feuille de manioc	5 254	10 594	5 000	6 007	10 231	9 262	7 800	6 090
Feuilles de patate	5 254	7 655	3 627	6 051	16 761	8 987	5 017	5 941
Haricot blanc	36 881	20 641	7 685	12 660	22 132	23 013	28 579	20 000
Arachides décortiquées	14 926	13 370	8 377	14 286	15 025	19 408	14 152	11 437
Pomme de terre	12 667	11 800	15 000	12 333	9 616	8 575	12 500	16 000
Manioc frais	9 908	6 653	2 542	5 557	8 059	7 532	4 747	8 516
Igname	20 017	14 648	18 526	11 329	22 575	23 628	22 833	12 658
Noix de cola	20 000	53 000	15 000	35 000	40 000	50 000	60 000	15 000
Charbon de bois	2 469	4 028	3 199	1 560	1 931	2 215	3 549	2 500
Bois de cuisine, type kinsi	3 226	4 849	4 481	4 481	4 581	4 444	4 170	5 000
Essence à la pompe	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Gazoil à la pompe	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Essence en vrac	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000
Gazoil en vrac	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

A 9. Etat consolidé des flux budgétaires de l'administration centrale (en milliards de GNF)

	2020	2021	2022
Recettes et dons	18 817,50	21344,29	23207,76
Recettes	17 320,69	20373,63	22376,31
Secteur minier	2 294,10	3309,85	3967,44
Secteur non minier	15 026,59	17063,78	18408,87
Contributions directes	2 936,06	3050,90	4084,98
Biens et services	8 236,59	8784,10	8508,07
dont TSPP	1 633,11	794,95	641,51
Commerce international	3 120,53	3866,33	3296,35
Recettes non fiscales	733,41	1362,46	2519,48
Dons	1 496,81	970,66	
Dons affectés	505,25	930,17	831,44
Dons non affectés	991,55	40,49	0,00
Dépenses Totales	21 619,22	24055,38	24518,22
Dépenses courantes	18 086,53	20355,03	17996,55
Traitements & salaires	6 086,58	6314,98	6270,46
Autres biens & services	5 033,03	5460,31	3821,50
Subventions & transferts	5 953,26	7801,12	7123,82
dont EDG	2 921,00	2115,00	3471,57
Intérêts	1 013,67	778,62	780,77
Intérêts dette extérieure	225,83	291,80	339,77
Intérêts dette intérieure	787,83	486,82	441,00
Dépenses en capital	3 458,87	3593,62	5829,94
Financement externe FINEX	2 063,35	2227,97	2751,28
Fin. Interne Investissement hors BAS	1 395,52	1365,65	3078,66
Solde base prise en charge comptable (PEC)			
Dons et BAS compris	-2 801,72	-2711,09	-1310,47
Dons exclus	-4 298,52	-3681,75	-2141,91
Solde base caisse après ajustement	-5 373,67	145,83	-1261,68
Financements identifiés	5 373,67	-145,83	1261,68
Financement extérieur net	2 971,96	1497,68	3825,63
Tirages	3 388,96	1925,30	4369,24
Emprunts projets	1 558,09	1297,80	1919,84
Emprunts hors projet non affectés	1 830,86	627,50	2449,41
Amortissement dette extérieure	-770,85	-599,67	-547,96
Arriérés (réduction -)	-6,55	0,00	4,35
Financement intérieur net	2 401,71	-1643,52	-2563,94
Système bancaire	4 331,25	123,13	-1526,86
Banque centrale "PNT1"	1 699,08	270,80	-1154,01
Ajustement à PNT1			
Autres	1 699,08	270,80	-1154,01
Banques commerciales	2 632,17	-147,68	-372,85
financement non bancaire	-1 929,55	-1766,64	-1037,08

Source : Ministère du Budget

A 10. Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	déc-21	janv-22	fev-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22
AVOIRS EXTERIEURS NETS	13,785.68	13,837.23	14,307.94	15,418.55	17,542.41	17,180.21	17,407.53	18,189.31	17,543.53	17,244.06	19,037.23	20,093.19	20,351.88
Banque Centrale (1)	8,658.94	8,794.45	8,948.66	10,073.36	12,225.25	12,399.52	12,150.16	11,658.71	11,435.86	11,300.12	11,816.32	12,109.08	12,192.91
Or	961.57	976.62	993.74	1,118.64	1,357.61	1,376.96	1,349.27	1,294.69	1,269.95	1,254.87	1,312.20	1,344.71	1,354.02
FMI	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,386.51	1,410.29	1,264.40
Avoirs en DTS	-6,536.03	-6,426.30	-6,347.43	-6,236.19	-3,572.31	-3,573.63	-3,536.67	-3,478.70	-3,439.94	-3,357.61	-3,373.25	-3,440.37	-3,493.74
Avoirs en devises (net)	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56	339.56
Banque de Dépôts	3,378.30	774.78	766.11	752.69	719.57	718.08	710.65	699.00	685.82	675.30	672.53	675.23	682.78
AVOIRS INTERIEURS NETS	26,795.92	26,434.29	26,690.65	26,194.47	23,985.53	24,927.97	24,395.43	25,826.61	26,921.63	26,580.91	26,826.62	27,420.74	29,246.63
Crédit intérieur net	34,432.46	33,849.59	34,489.31	33,971.66	32,020.09	32,869.77	32,604.25	34,119.86	34,879.52	34,090.59	34,385.37	35,013.35	37,253.09
Créances sur le Secteur Public	20,546.05	19,870.67	19,974.05	19,264.21	17,460.89	18,136.40	17,710.82	18,872.14	18,934.04	17,739.85	18,034.11	18,421.65	20,003.93
Créances nettes sur l'Etat*	20,318.93	19,646.16	19,752.54	19,044.88	17,242.01	17,921.33	17,487.17	18,651.15	18,737.76	17,543.66	17,851.34	18,076.88	19,176.04
BCRG	11,619.25	11,136.86	11,183.62	10,736.30	7,337.42	8,337.36	8,280.64	9,807.56	9,209.86	8,853.72	9,063.46	8,819.44	9,575.49
Banques	8,699.67	8,509.30	8,568.92	8,308.57	9,904.59	9,583.96	9,206.53	8,843.60	9,527.90	8,689.94	8,787.87	9,257.44	9,600.55
Créances sur les Entreprises Publiques	227.12	224.51	221.51	219.33	218.88	215.07	223.66	220.98	196.28	196.19	182.77	344.77	827.89
Créances sur le Secteur Privé	13,886.41	13,978.93	14,515.26	14,707.45	14,559.20	14,733.37	14,893.42	15,247.73	15,945.48	16,350.73	16,351.27	16,591.70	17,249.16
Autres Postes nets	-7,636.54	-7,415.30	-7,798.66	-7,777.19	-8,034.56	-7,941.80	-8,208.82	-8,293.26	-7,957.89	-7,509.68	-7,558.75	-7,592.61	-8,006.46
MASSE MONETAIRE	40,581.60	40,271.53	40,998.59	41,613.02	41,527.94	42,108.18	41,802.96	44,015.92	44,465.16	43,824.97	45,863.86	47,513.93	49,598.51
Base Monétaire	17,461.92	17,245.40	17,541.38	18,456.43	17,467.40	18,559.41	18,249.15	18,476.36	17,782.40	16,893.27	17,651.17	17,754.13	18,534.70
Monnaie en circulation	12,072.10	11,869.07	11,897.67	12,070.55	12,522.08	12,015.92	11,869.96	11,739.75	11,217.68	10,790.99	10,685.67	10,714.69	11,306.82
Dépôts à vue gnf	15,986.12	16,045.25	16,266.57	16,339.05	15,947.01	16,832.63	16,681.87	17,545.74	18,273.23	18,164.33	18,876.15	19,370.27	19,921.67
Dépôts à terme gnf	3,755.11	3,639.31	3,671.49	3,867.57	3,754.01	4,052.02	4,047.10	4,499.95	4,684.42	4,738.89	4,786.89	5,001.47	5,064.27
Dépôts en devises	8,768.27	8,717.90	9,162.86	9,335.84	9,304.85	9,207.61	9,204.03	10,230.47	10,289.83	10,130.77	11,515.15	12,427.51	13,305.74

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 11. Situation monétaire de la Banque Centrale (en milliards GNF)

-	déc-21	janv-22	fev-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22
Avoirs Extérieurs Nets	8,658,939	8,794,449	8,948,657	10,073,356	12,225,251	12,399,515	12,150,164	11,658,713	11,435,865	11,300,123	11,816,320	12,109,079	12,192,912
Avoirs Intérieurs Nets	8,802,977	8,450,950	8,592,719	8,383,072	5,242,154	6,159,899	6,098,982	6,817,650	6,346,530	5,593,149	5,834,853	5,645,050	6,341,786
Secteur Etat net (avec stock dette titrisée)	11,619,254	11,136,860	11,183,622	10,736,305	7,337,416	8,337,363	8,280,639	9,807,555	9,209,861	8,853,723	9,063,464	8,819,435	9,575,488
Secteur Etat net (hors recapitalisation)	7,273,381	6,790,987	6,837,749	6,390,432	2,991,543	3,991,491	3,934,766	5,461,683	4,863,989	4,507,850	4,717,592	4,473,563	4,881,945
Secteur Etat net (hors stock dette titrisée et recapit.)	944,445	532,987	579,749	132,432	-3,266,457	-2,266,509	-2,323,234	-796,317	-1,394,011	-1,750,150	-1,540,408	-1,784,437	-1,376,055
Banques	25,000	175,000	290,000	540,000	1,030,000	715,000	769,000	160,000	130,000	130,000	20,000	0	0
Créances sur les entreprises publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits au secteur privé	91,483	91,537	91,733	92,367	92,316	92,471	92,477	92,460	92,455	92,459	92,436	92,442	92,437
Autres postes nets	-2,932,759	-2,952,447	-2,972,636	-2,985,600	-3,217,578	-2,984,935	-3,043,134	-3,242,366	-3,085,786	-3,483,033	-3,341,047	-3,266,828	-3,326,139
Base Monétaire	17,461,916	17,245,399	17,541,376	18,456,427	17,467,405	18,559,414	18,249,145	18,476,362	17,782,395	16,893,272	17,651,173	17,754,129	18,534,698
Circulation fiduciaire	12,072,104	11,869,067	11,897,671	12,070,554	12,522,075	12,015,916	11,869,961	11,739,750	11,217,684	10,790,988	10,685,666	10,714,685	11,306,824
Réserves des Banques	4,985,394	4,940,696	5,195,985	5,941,164	4,489,922	6,002,305	5,878,582	6,163,174	5,860,310	5,507,545	6,295,189	6,461,633	6,660,744
Encaisses	718,235	864,043	948,491	973,425	813,280	1,130,018	1,045,133	1,259,810	1,376,136	1,072,352	1,104,660	1,078,768	1,061,864
Dépôts	4,267,159	4,076,653	4,247,494	4,967,739	3,676,642	4,872,286	4,833,448	4,903,364	4,484,174	4,435,194	5,190,529	5,382,865	5,598,880
En GNF	2,557,827	2,432,311	2,339,642	3,111,288	1,951,240	2,953,854	3,124,768	3,636,915	3,149,791	2,903,089	3,497,045	3,642,901	4,049,005
EN devises	1,709,332	1,644,341	1,907,852	1,856,451	1,725,403	1,918,432	1,708,680	1,266,449	1,334,383	1,532,105	1,693,484	1,739,964	1,549,875
Dépôts du secteur privé	404,419	435,636	447,720	444,709	455,408	541,194	500,603	573,439	704,401	594,739	670,319	577,811	567,129
En GNF	122,946	150,668	148,113	137,666	157,287	267,961	253,285	302,579	263,729	284,580	413,679	328,039	333,526
En devises	281,473	284,968	299,607	307,043	298,121	273,233	247,318	270,860	440,673	310,159	256,639	249,772	233,604

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 12. Situation monétaire des banques commerciales (en milliards de GNF)

	déc-21	janv-22	fev-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22
Avoirs Extérieurs Nets	5,126,742	5,042,786	5,359,278	5,345,193	5,317,160	4,780,690	5,257,370	6,530,597	6,107,662	5,943,940	7,220,914	7,984,111	8,158,966
Avoirs	5,890,325	5,996,513	6,301,053	6,322,754	6,128,360	5,602,332	6,117,857	7,308,387	7,037,717	6,775,483	8,055,791	8,928,302	8,950,825
Engagements	763,583	953,727	941,775	977,561	811,200	821,641	860,486	777,790	930,055	831,543	834,876	944,191	791,859
Créances sur BCRG	4,960,394	4,765,696	4,905,985	5,401,164	3,459,922	5,287,305	5,109,582	6,003,174	5,730,310	5,377,545	6,275,189	6,461,633	6,660,744
Créances	-25,000	-175,000	-290,000	-540,000	-1,030,000	-715,000	-769,000	-160,000	-130,000	-130,000	-20,000	0	0
Fonds de régul monét	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	4,985,394	4,940,696	5,195,985	5,941,164	4,489,922	6,002,305	5,878,582	6,163,174	5,860,310	5,507,545	6,295,189	6,461,633	6,660,744
Dépôts	4,267,159	4,076,653	4,247,494	4,967,739	3,676,642	4,872,286	4,833,448	4,903,364	4,484,174	4,435,194	5,190,529	5,382,865	5,598,880
Encaisses	718,235	864,043	948,491	973,425	813,280	1,130,018	1,045,133	1,259,810	1,376,136	1,072,352	1,104,660	1,078,768	1,061,864
Crédit intérieur net	22,721,719	22,621,198	23,213,957	23,142,989	24,590,362	24,439,935	24,231,131	24,219,848	25,577,203	25,144,404	25,229,473	26,101,471	27,585,165
Créances secteur Public (nettes)	8,926,795	8,733,808	8,790,433	8,527,904	10,123,474	9,799,037	9,430,185	9,064,581	9,724,181	8,886,129	8,970,642	9,602,215	10,428,445
Etat net	8,699,673	8,509,299	8,568,918	8,308,572	9,904,594	9,583,965	9,206,529	8,843,597	9,527,901	8,689,940	8,787,873	9,257,441	9,600,552
Créances	8,820,665	8,635,644	8,720,581	8,470,971	10,356,416	9,786,400	9,545,286	9,104,504	9,796,679	9,188,702	9,328,694	9,723,671	10,061,414
Engagements	120,992	126,344	151,663	162,399	451,823	202,436	338,757	260,907	268,778	498,762	540,821	466,230	460,862
Entreprises publiques	227,122	224,509	221,515	219,332	218,880	215,072	223,656	220,983	196,280	196,188	182,768	344,773	827,893
Créances sect. Prive	13,794,924	13,887,390	14,423,524	14,615,086	14,466,888	14,640,898	14,800,945	15,155,268	15,853,022	16,258,275	16,258,831	16,499,256	17,156,719
Créances saines	12,695,873	12,807,422	13,333,691	13,272,887	13,188,638	13,267,783	13,472,987	13,843,544	14,552,321	15,123,230	15,207,857	15,429,235	16,039,266
Créances Compromises	1,099,051	1,079,967	1,089,833	1,342,199	1,278,250	1,373,116	1,327,959	1,311,723	1,300,701	1,135,045	1,050,975	1,070,021	1,117,453
Autres éléments nets	-4,703,779	-4,462,855	-4,826,022	-4,791,589	-4,816,985	-4,956,865	-5,165,682	-5,050,891	-4,872,101	-4,026,643	-4,217,702	-4,325,781	-4,680,319
Autres créances	2,944,090	3,428,843	3,414,829	3,375,932	3,330,883	3,293,631	3,385,789	3,225,941	3,443,766	3,950,889	4,032,573	4,050,334	3,900,936
Correspondants	78,477	313,650	136,398	86,239	74,381	160,340	322,868	194,562	246,962	278,670	405,987	342,106	508,754
Immobilisations	2,236,869	2,258,280	2,240,216	2,266,139	2,315,349	2,338,900	2,363,351	2,371,038	2,405,761	2,434,285	2,449,900	2,466,638	2,445,492
Divers	628,744	856,913	1,038,216	1,023,554	941,153	794,391	699,569	660,341	791,043	1,237,934	1,176,686	1,241,590	946,690
Autres Dettes	-7,647,869	-7,891,698	-8,240,851	-8,167,521	-8,147,868	-8,250,495	-8,551,471	-8,276,832	-8,315,867	-7,977,532	-8,250,275	-8,376,115	-8,581,255
Correspondants	-185,279	-241,057	-306,075	-207,464	-281,236	-320,550	-251,805	-272,745	-184,232	-157,898	-184,863	-181,257	-247,584
Fonds Propres	-5,134,826	-5,259,501	-5,277,856	-4,786,007	-4,788,137	-4,852,349	-4,964,695	-5,049,350	-5,154,920	-5,408,559	-5,566,333	-5,679,174	-5,822,066
Divers	-2,327,764	-2,391,140	-2,656,920	-3,174,051	-3,078,496	-3,077,597	-3,334,971	-2,954,737	-2,976,714	-2,411,075	-2,499,079	-2,515,684	-2,511,606

Dettes envers le secteur privé	28,105,076	27,966,825	28,653,198	29,097,757	28,550,460	29,551,066	29,432,401	31,702,729	32,543,074	32,439,246	34,507,874	36,221,434	37,724,556
Dépôts en GNF	19,618,280	19,533,892	19,789,941	20,068,957	19,543,734	20,616,687	20,475,689	21,743,115	22,693,921	22,618,635	23,249,363	24,043,699	24,652,416
Dépôts à vue	15,863,174	15,894,585	16,118,453	16,201,388	15,789,723	16,564,670	16,428,590	17,243,161	18,009,504	17,879,746	18,462,471	19,042,228	19,588,143
Dépôts à terme	3,755,106	3,639,307	3,671,488	3,867,569	3,754,011	4,052,017	4,047,099	4,499,954	4,684,417	4,738,888	4,786,892	5,001,471	5,064,273
Dépôts en devises	8,486,796	8,432,933	8,863,257	9,028,800	9,006,726	8,934,378	8,956,711	9,959,614	9,849,154	9,820,611	11,258,511	12,177,735	13,072,140

Source : Banque Centrale de la république de Guinée

A 13. Taux d'intérêt (en %)

Mois	déc-21	jan-22	fev-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	aoû-22	sep-22	oct-22	nov-22	déc-22
1-Taux directeur	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50
2- Taux créditeurs minimum	2,67	1,10	1,02	2,53	2,72	2,72	2,72	2,72	2,72	2,78	2,78	2,78	2,78
4- Taux des bons du trésor													
91 jours (1)	13,25	12,33	12,17	12,06	12,37		9,9	9,026	8,213	11,747	12,813	13,188	13,256
182 jours (1)	13,20	13,11	12,93	14,13	13,87		10,79	10	9,604	12,757	13,205	13,500	13,457
364 jours (1)	13,71	14,5	14,22	14,5	14,5		12,39	11,33	9,762	13,063	13,560	14,222	14,483

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 14. Situation du marché des BDT et encours par maturité (en milliards de GNF)

	2018	2019	2020	2021	2022
Volume des émissions	7 115	7 231,3	12 712	16 260,5	22 523
Volume des souscriptions	10 096,5	9 839	12 092,3	13 370,5	16 180,5
Volume adjugé	5 713	5 954,3	8 910,8	11 003,5	12 729,2
Volume des remboursement	4 503	5 702	6 858,8	10 067,8	9 633,8

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 15. Encours de BDT (en milliards de GNF)

Encours	déc-21	jan-22	fev-22	mar-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	aoû-22	sep-22	oct-22	nov-22	déc-22
91 jours	627.00	695.00	736.50	618.50	575.50	356.00	347.00	341.00	532.00	602.75	542.75	481.75	503.00
182 jours	2,074.75	1,660.75	1,578.75	1,427.25	1,319.75	1,079.00	944.00	1,198.00	1,248.00	1,390.00	1,490.50	1,656.50	1,890.00
364 jours	5,980.25	6,149.00	6,391.75	6,383.50	6,873.00	6,382.76	6,042.75	5,911.75	5,763.75	5,819.00	5,911.50	5,807.75	5,832.75

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 16. Budget en devises (en millions de dollars au taux courant)

	2018	2019	2020	2021	2022
A - Entrées	884,9	992,2	1 363,7	887,50	1701,33
Etat	423,2	504,8	579,5	199,33	660,42
Recettes minières	250,4	197,8	138,0	58,35	459,10
Autres recettes	77,0	140,4	100,4	78,40	201,32
Banque Centrale	439,2	368,0	723,93	678,64	961,86
Produits financiers BCRG	2,3	10,5	11,4	-6,90	8,72
Dépôts des Banques	383,2	205,0	343,77	119,37	499,35
Autres recettes	53,8	17,7	39,24	374,59	154,24
Entreprises publiques	22,4	119,4	60,19	9,53	79,05
B - Sorties	655,8	1 023,9	1 433,8	381,68	1390,78
Etat	326,2	313,9	211,9	2,62	290,98
Dettes extérieures en devises	103,2	62,1	59,6	-18,63	91,79
Principal	71,0	43,0	30,5	0,00	0,00
Intérêt	32,1	19,1	3,4	0,00	0,00
Autres dépenses courantes	190,8	128,0	152,3	21,25	171,68
Ambassades	25,5	17,8	29,2	34,61	40,68
Autres dépenses	165,3	0,0	123,1	0,00	27,51
Banque Centrale	14,6	39,8	292,7	81,94	186,29
Frais impression billets	3,7	13,8	18,8	2,34	6,46
Autres charges BCRG	10,9	26,0	273,9	79,60	179,83
Banques Privées	270,2	472,2	668,3	194,01	583,70
Entreprises publiques	23,7	188,7	260,9	103,11	329,81
C - Solde (Entrées - Sorties) = (A - B)	229,8	-52,2	-70,1	505,82	310,55

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 17. Evolution du taux de change (moyenne mensuelle)

			Jan	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sep	Oct.	Nov.	Déc.
2018	Marché Officiel	USD	9003,02	9001,57	8995	9001,46	9000,78	9003	9010	9004	9005	9031,56	9049	9084,86
		EURO	11182,65	11072,84	11082,74	10864,75	10469,72	10428,17	10527,29	10527,47	10542,15	10270,69	10304,1	10405,74
	Marché parallèle	USD	9 076,67	9 074,17	9 058,33	9 005,00	9 010,83	9 091,67	9 069,17	9 045,83	9 077,50	9 077,50	9 080,00	9 128,33
		EURO	11 231,67	11 266,67	11 116,67	11 075,00	10 490,00	10 630,00	10 583,33	10 508,33	10 625,00	10 441,67	10 426,67	10 364,33
2019	Marché Officiel	USD	9 096,57	9 099,92	9 106,02	9 119,58	9 128,57	9 150,50	9 169,83	9 167,35	9 201,34	9 253,58	9 332,34	9 380,91
		EURO	10 387,63	10 329,63	10 299,90	10 257,43	10 212,81	10 328,24	10 295,37	10 198,93	10 134,43	10 224,98	10 322,86	10 413,44
	Marché parallèle	USD	9 128,33	9 128,33	9 128,33	9 182,58	9 225,00	9 227,98	9 239,17	9 243,71	9 288,37	9 400,33	9 426,68	9 497,66
		EURO	10 364,61	10 365,33	10 365,90	10 393,38	10 408,33	10 419,04	10 459,17	10 400,71	10 301,02	10 399,32	10 469,84	10 545,63
2020	Marché Officiel	USD	9 368,34	9 354,38	9 378,55	9 398,41	9 422,22	9 523,52	9 580,61	9 603,70	9 694,60	9 745,65	9 774,69	9 936,32
		EURO	10 411,52	10 204,62	10 377,02	10 215,90	10 253,41	10 705,59	10 926,18	11 355,15	11 440,46	11 478,07	11 556,23	12 065,46
	Marché parallèle	USD	9 481,82	9 399,00	9 475,00	9 516,67	9 550,00	9 629,77	9 679,02	9 682,50	9 703,03	9 750,83	9 762,02	9 876,23
		EURO	10 533,33	10 339,75	10 475,28	10 366,83	10 400,00	10 738,64	10 910,30	10 986,67	11 037,23	11 366,18	11 464,88	11 984,60
2021	Marché Officiel	USD	10 037,42	10 085,53	10 025,97	9 913,32	9 798,30	9 761,48	9 746,79	9 732,82	9 721,19	9 645,10	9 433,54	9 254,72
		EURO	12 220,80	12 195,84	11 949,13	11 847,66	11 903,57	11 775,60	11 528,65	11 465,64	11 447,70	11 187,17	10 783,31	10 460,93
	Marché parallèle	USD	10 000,63	10 021,67	10 014,35	9 962,82	9 878,70	9 821,33	9 800,71	9 804,76	9 775,76	9 657,81	9 494,73	9 291,30
		EURO	12 194,25	12 100,00	12 052,97	11 859,17	11 892,96	11 847,27	11 646,90	11 550,00	11 545,45	11 073,90	10 813,64	10 408,70
2022	Marché Officiel	USD	9 009,10	8 887,92	8 801,30	8 686,27	8 630,19	8 645,14	8 606,52	8 593,54	8 603,18	8 550,15	8 565,44	8 553,28
		EURO	10 034,35	9 968,70	9 792,32	9 107,56	9 253,29	9 092,09	8 711,52	8 622,76	8 350,24	8 508,25	8 878,94	9 085,29
	Marché parallèle	USD	9 100,00	8 850,00	8 850,00	8 683,33	8 683,33	8 686,33	8 675,00	8 675,00	8675,0000	8 633,33	8 691,66	8 691,66
		EURO	10 150,00	9 950,00	9 749,17	9 300,00	9 300,00	9 300,00	8 850,00	8 850,00	8 850,00	8 458333	8 858,33	8 858,33

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 18. Balance des paiements (en millions d'USD)

	2019	2020	2021	2022
A. Compte des transactions courantes	-314,57	2 684,75	5 062,83	3350,24
Crédit	4 483,02	9 394,11	10753,37	9588,91
Débit	4 797,59	6 709,36	5690,54	6238,66
1. Balance commerciale	475,36	5 203,76	6 051,49	3,910,06
Crédit	3 945,36	8 931,20	10 238,88	8,752,57
Débit	3 470,00	3 727,44	4 187,39	4,842,51
2. Balance des services	-754,7	-2521,25	-714,62	-760,50
Crédit	95,4	64,82	27,04	145,71
Débit	850,1	2586,07	741,66	906,21
3. Revenus primaires	-114,09	-144,78	-663,71	-336,59
Crédit	88,13	32,53	10,27	33,52
Débit	202,22	177,31	673,99	370,11
4. Revenus secondaires	78,86	147,02	389,67	537,27
Crédit	354,13	365,56	477,18	657,11
Débit	275,27	218,54	87,48	119,84
B. Compte de capital	40,69	147,12	158,95	212,76
Crédit	41,32	150,38	162,25	222,86
Débit	0,63	3,25	3,38	10,10
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-273,88	2831,87	5221,78	3563,00
D. Compte financier	-997,56	2063,06	5167,50	3046,93
1. Investissement direct	-43,37	-173,99	-200,74	-650,10
2. Investissement de portefeuille	-5,54	12,03	19,62	72,19
3. Drivés financiers	0	0	0,00	0,00
4. Autres investissements	-948,65	2225,02	5348,61	3624,84
E. Erreurs et omissions nettes	1,26	-0,03	0,88	0,08
F. Solde global à financer	724,94	768,78	96,09	516,15
G. Financement du solde global	724,94	768,78	96,09	516,15
Avoirs de réserve	282,7	125,58	247,15	141,96
Crédits et prêts du FMI	31,72	63,36	-490,19	-52,05
Financement exceptionnel	410,52	579,85	339,13	426,25
Tirages sur nouveaux emprunts	410,52	579,85	298,21	426,25
Remises de dettes	0	0	0	0
Rééchelonnement de dettes existantes	0	37,16	40,92	0
Accumulation d'arriérés	0	0	0	0
Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0	0
Annulations d'arriérés	0	0	0	0
Dons reçus bonification du FMI	0	0	0	0
Remboursement d'arriérés	0	0	0	0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A 19. Etablissements de crédit agréés

Dénomination	Sigle
ACCESS Bank Guinée	
AFRICAN LEASE GUINEE.	
Afriland First Bank Guinée	
Banque de Développement de Guinée	BDG
Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée	BICIGUI
Banque Islamique de Guinée	BIG
Banque Nationale d'Investissement de Guinée	BNIG
Banque Nationale de Guinée	BNG
Banque Populaire Maroco-Guinéenne	BPMG
Banque pour le Commerce et l'Industrie de Guinée	BCI
Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée	BSIC
CORIS Bank Guinée	
DIAMA Bank Guinée SA (non ouvert au public)	
ECOBANK GUINEE,	
FBNBANK GUINEE	
GUINEA LEASING SERVICE	
La Société de Financement du Commerce et de l'Industrie (non ouvert au public)	SFCI-Bank SA
NSIA BANQUE GUINEE	
ORABANK GUINEE	
Skye Bank-Guinée,	
Société Générale Guinée	SGG
United Bank for Africa	UBA
VISTA BANK GUINEE	

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A.20 Bilans résumés comparés : ACTIF

ACTIF		
DESIGNATION	2021	2022
I. Or		
1. Or monétaire en dépôt	2 226 324 399 731	2 080 435 818 684
2. Or monétaire en placement	0	0
3. Or monétaire à recevoir	0	0
4. Provision dépréciation sur les avoirs en Or	-839 816 419 620	-784 874 073 923
Or	1 386 507 980 111	1 295 561 744 761
II. Argent		
1. Argent dépôt	4 993 201 621	4 860 507 106
2. Argent en placement	0	0
3. Provision dépréciation sur les avoirs en Argents	0	0
Argent	4 993 201 621	4 860 507 106
III. Créances sur l'étranger		
1. Disponibilités D.T.S.	3 378 295 130 497	1 044 401 208 961
2. Correspondants étrangers	9 827 029 191 219	12 257 258 459 623
3. Valeurs à l'encaissement à l'étranger	13 561 219 563	12 957 133 534
4. Caisses devises	350 667 610 478	347 931 025 983
5. Provision pour dépréciation des valeurs en caisse devise	0	0
6. Chèque de voyage	0	0
7. Souscriptions au F.M.I.	2 990 517 570 891	2 527 261 819 396
8. Autres Souscriptions	0	0
9. Intérêts courus à recevoir	1 348 151 891	1 159 412 330
10. Provision Pour dépréciation des autres avoirs	0	0
11. Avance et Acompte Fournisseurs Etranger	39 194 644 055	2 084 835 218
Créances sur l'étranger	16 600 613 518 593	16 193 053 895 045
IV. Créances sur l'état		
1. Comptes de l'Administration Centrale	4 220 539 876 581	4 348 325 872 510
2. Comptes de l'Administration Locale	0	0
3. Pertes nettes de change	0	0
4. Titre d'Etat recapitalisation	4 345 872 692 707	4 693 542 508 524
5. Titres d'Etat Convention et P.net.change/2007	0	0
6. Titres Prot.BCRG/Futur/Etat	0	0
7. Titre d'Etat GNF	6 258 000 000 000	6 258 000 000 000
8. Titre d'Etat USD	0	0
9. Titre d'Etat EUR	0	0
10. Nouveaux Bons du Trésor	0	0
11. Autres Titres d'Etat	0	0
12. Autres opérations d'open market	0	0
Créances sur l'état	14 824 412 569 288	15 299 868 381 034
V. Créances sur les agents économiques et financiers		
1. Prêts sur le marché monétaire	0	0
2. Portefeuille	0	0
3. Effets pris en pension	25 000 000 000	0
4. Escompte des Bons du Trésor	0	0
5. Escompte BDT/Formule	0	0
6. Provision des créances douteuses sur opérations du Marché monétaire	16	16
7. Compte des Banques	0	0
8. Comptes E/ses pub. n/Financières	-1 235 628 985	0
9. Comptes des Sociétés privées et Particuliers	-1 431 637 865	0
10. Comptes des Entreprises financières n/bancaires	0	0
11. Comptes des Entreprises d'Economie mixte	0	0
12. Intérêts courus à recevoir	0	0
13. Comptes d'avance du personnel	92 914 570 458	0
14. Titres de placement	0	0
15. Provision pour dépréciation sur les comptes de titres de placement	0	0

ACTIF		
DESIGNATION	2021	2022
16. Créances sur les opérations PAPSS	-763 100	0
17. Autres créances	2 272 219 682	0
Créances sur les agents économiques et financiers	117 518 760 206	0
VI. Comptes de régularisation et divers		
1. Fournisseurs Avances et Acomptes	218 823 951 404	271 738 692 459
2. Produits à recevoir	107 812 044 326	137 731 970 220
3. Charges payées d'avance	19 992 841 784	13 335 982 938
4. Autres comptes de régularisation Actif	0	0
5. Dépenses à régulariser	28 072 487 293	3 428 300 558
6. Débits à régulariser	365 177 415 880	421 983 963 153
7. Provision pour dépréciation sur les comptes des DAR	-45 668 449 243	-22 446 475 007
8. Débiteurs divers	8 478 592 507	17 222 007 924
9. Provision pour dépréciation sur les comptes de débiteur divers	-183 760 768 824	-224 696 081 524
10. Provision pour dépréciation sur les comptes de personnel et comptes rattaches et DAR Manquants	-71 187 334 370	-3 940 555 867
11. Stocks des consommables	15 641 682 370	7 115 120 085
12. Or non monétaire	1 377 728 399	1 377 728 399
13. Autres matières précieuses	226 354 211	226 354 211
14. Stock de billets et jetons	137 485 263 479	162 520 683 407
15. Stock pièces commémoratives et de collection	0	0
16. Provisions pour dépréciation sur les comptes des Stocks	0	0
17. Compte Fonds en Route	0	0
18. Comptes de liaison siège et agences	0	0
19. Chèques et Virements à payer	1 119 727 603 093	44 210 141 916
20. Différence de conversion Actif	0	0
21. Ecart de conversion des avoirs Actif	1	1
22. Instruments Optionnels achetés	0	0
23. Comptes de Passage entre entités	1 668 748 718 046	0
24. Reprise CDL	0	0
25. Comptes de contrevaieur en devise (EasyOpen)	0	0
26. Suspens de migration débiteurs	0	0
27. Comptes de Suspens	3 373 870 392	20 951 015 577
28. Comptes d'ajustement	0	0
29. Provision pour dépréciation sur autres comptes d'opérations diverses	-1 000 000 000	-1 000 000 000
Comptes de régularisation et divers	3 393 322 000 748	849 758 848 450
VII. Immobilisations		
1. Charges immobilisées	0	0
2. Immobilisations incorporelles	49 389 579 985	48 781 554 324
3. Immobilisations Corporelles	766 423 869 585	886 093 741 719
4. Immobilisations financières	139 218 511 557	128 928 173 742
5. Avance et Acomptes Versés sur Immobilisation	0	0
Immobilisations	955 031 961 126	1 063 803 469 785
TOTAL ACTIF	37 282 399 991 695	34 706 906 846 181

A.21 Bilans résumés comparés : PASSIF

PASSIF		
DESIGNATION	2021	2022
I. Billets et monnaies en circulation		
1. Emission	-15 688 671 637 376	-16 879 079 163 580
2. Billets en caisse BCRG	2 825 150 608 177	3 654 783 837 802
3. Billets à détruire	0	0
4. Destruction automatique des billets	73 182 758 500	604 412 539 000
Billets et monnaies en circulation	-12 790 338 270 699	-12 619 882 786 778
II. Engagements envers l'étranger		
1. Chambre de compensation de l'AO	-90 189 343	-69 391 337
2. Correspondants étrangers	-5 195	-40 442 688 277
3. Valeurs tirées sur l'étranger non disponibles	0	0
4. Devises espèces à transférer	-5 944 375 765	-6 009 328 428
5. Organismes internationaux et bilatéraux	-9 277 939 642 561	-6 215 916 964 756
6. Représentations diplomatiques	-141 421	-141 421
7. Autres engagements envers l'Etranger	-42 282 378 801	-39 738 367 283
8. Fournisseurs étrangers à payer	0	0
9. Intérêts courus à payer	-1 925 798 245	-1 718 515 119
Engagements envers l'étranger	-9 328 182 531 330	-6 303 895 396 621
III. Engagements envers l'état		
1. Comptes de l'Administration Centrale	-2 932 650 688 474	-4 105 818 475 958
2. Comptes de l'Administration locale	-264 298 519 260	-474 428 778 128
3. Autres engagements envers l'Etat	-199 743 179	-203 218 774
Engagements envers l'état	-3 197 148 950 912	-4 580 450 472 860
IV. Fonds de contrepartie		
1. Fonds de contrepartie Trésor	-8 009 930 946	-8 979 788 938
2. Fonds de contrepartie soviéto-guinéen	0	0
Fonds de contrepartie	-8 009 930 946	-8 979 788 938
V. Engagements envers les agents économiques et financiers		
1. Emprunts sur le Marché Monétaire	0	0
2. Opérations d'interface sur le marché monétaire	0	0
3. Mise en pension de Titres et Effets	0	0
4. Comptes de la clientèle Banques	-4 267 158 939 940	-5 606 839 285 883
5. Comptes des Entreprises Publiques non financières	-25 346 910 970	-56 791 094 336
6. Comptes des Sociétés Privées et des particuliers	-304 687 673 992	-416 935 133 652
7. Comptes des Entreprises publiques financières non bancaires	-15 260 159 326	-55 850 209 875
8. Comptes des Entreprises d'économie mixte	-53 878 868 201	-55 819 888 327
9. Comptes des Projets et Programmes	-4 009 739 362	-3 464 758 527
10. Autres comptes de Dépôts	-2 503 752 574	-21 576 807 158
11. Remunération à payer	-2 689 352 170	
12. Charges sociales à verser	-2 277 383 349	
13. Retenue et traitement sur salaire	206 196 162	
14. Versement Forfaitaire	0	0
15. Intérêt courus à payer	0	0
Engagements envers les agents économiques et financiers	-4 677 606 583 722	-6 217 277 177 758
VI. Comptes de régularisation et divers		
1. Fournisseurs et comptes rattachés	-25 985 406 072	-101 444 438 959
2. Retenues sur salaires du Personnel	-25 714 719 852	-29 185 292 205
4. Valeurs compensées	0	-259 904 120
5. Produits perçus d'avance	-205 690	-205 690
6. Charges à payer	49 850 417	100 521 223
7. Autres comptes de régularisation Passif	0	0
8. Recettes à régulariser	-5 428 184 655	-2 672 659 856
9. Crédits à régulariser	-127 036 007 103	-97 901 971 478
10. Valeurs à l'encaissement non disponibles en Guinée	-2 353 725 960	-2 125 955 265
11. Dépôts et cautions reçus à LMT	-14 624 286 223	-16 611 905 108

PASSIF		
DESIGNATION	2021	2022
12. Comptes de liaison agences	-366 294 117	-366 294 117
13. Compte Fonds en Route	-440 000	-440 000
14. Chèques et Virements à payer	-305 616 760 673	-227 047 594
15. Créiteurs Divers	0	0
16. Différence de conversion Passif	0	0
17. Ecart de conversion des Avoirs Passif	-1	-1
18. Instruments Optionnels Vendus	0	0
19. Comptes de passage entre entités	-2 475 746 435 972	-4 360 802 284
20. Reprise CDL	0	0
21. Comptes de contrevaletur en devise (EasyOpen)	3	2
22. Suspens de migration créiteur	0	0
23. Comptes de Suspens	-729 729 369	-18 647 291 794
24. Comptes d'ajustement	0	-1
25. Comptes Contrôle de réception	-21 620 868 541	-19 053 312 753
Comptes de regularisation et divers	-3 005 173 213 807	-292 757 000 000
VII. Capitaux propres		
1. Capital	-3 157 727 934 507	-3 157 727 934 507
2. Réserves et Fonds Social	-1 570 483 360 238	-1 570 483 360 238
3. Report à nouveau	0	513 834 060 143
4. Subventions d'investissement	0	0
5. Subventions d'investissement virées au compte de résultat	0	0
6. Ecart de Réévaluation	132 415 902 214	278 437 177 776
7. Fonds de Réévaluation des réserves de change	0	0
8. Provisions R&C	-193 979 177 880	-330 525 893 834
Capitaux propres	-4 789 774 570 411	-4 266 465 950 660
Résultat en instance d'affectation		
Résultat en instance d'affectation	1	0
Résultat	513 834 060 132	-417 198 272 566
TOTAL PASSIF	37 282 399 991 695	-34 706 906 846 181

A.22 Compte d'exploitation résumés comparés : PRODUITS

DESIGNATION	2021	2022
I. PRODUITS		
1. Intérêts créditeurs	-698 069 349 592	-760 973 276 031
Intérêts sur découverts exceptionnels	-16 727 990 978	-46 021 189 309
Intérêts sur concours à l'économie	-142 700 977 479	-20 499 400 976
Intérêts sur titre de Recapitalisation	-321 916 496 126	-347 669 815 817
Intérêts sur titres et opérations avec le Marché Monétaire	-15 994 675 388	-25 004 624 856
Intérêts sur correspondants Etrangers	-3 353 278 044	-120 782 322 290
Intérêts reçus sur Titrisation et Opérations OM	-196 115 920 000	-196 115 920 000
Intérêts sur opérations avec le FMI	-1 260 011 576	-4 880 002 783
2. Commissions	-85 027 723 839	-189 606 786 173
Commissions sur tenue de comptes	0	0
Commissions de change	-22 609 742 546	-121 232 608 004
Commissions sur crédit documentaire	0	0
Autres commissions, Services	-62 417 981 293	-68 374 178 169
Commissions sur achat de métaux précieux	0	0
Commissions sur opérations avec le FMI	0	0
3. Ventes de publications	0	-750 000
4. Autres Produits d'exploitation Résidents	-3 810 954 679	-9 684 826 607
5. Autres Produits d'exploitation Non résidents	0	0
6. Autres produits sur services extérieurs	-35 058 963 752	-33 585 933 881
7. Production immobilisée	0	0
8. Reprises d'amortissements et provisions	-3 712 195 247	-157 043 107 653
9. Pénalités	-1 570 808 599	-10 817 998 508
10. Transferts de Charges	0	0
11. Produits et profits exceptionnels	-417 351 135 796	-2 270 567 915
TOTAL PRODUITS	-1 244 601 131 503	-1 163 983 246 767

A.23 Comptes d'exploitations résumés comparés : CHARGES

DESIGNATION	2 021	2 022
II. CHARGES		
1. Charges du personnel	198 797 683 324	166 936 388 139
2. Services extérieurs et charges diverses	172 840 967 380	118 848 627 891
Locations, charges locatives et de copropriété	4 349 650 880	2 249 610 000
Entretien et réparations	42 693 495 669	19 326 618 127
Primes d'assurance	3 661 230 154	3 281 119 603
Etudes, recherches et documentation	16 472 824 865	3 310 166 488
Publicités, publications et relations publiques	1 483 090 362	999 910 489
Frais de poste et télécommunications	5 627 924 598	4 158 934 990
Transports	925 262 000	1 412 208 000
Charges du personnel extérieur	5 077 664 470	4 556 502 706
Rémunération d'intermédiaires et de conseils	22 294 574 867	19 936 693 557
Frais de formation	2 663 080 000	2 663 630 398
Redevances pour brevets, licences et logiciels	8 426 416 188	11 054 091 756
Louages de services, dépôts de signes monétaires	0	0
Services extérieurs divers	46 789 462 015	27 163 427 654
Jetons de présence et rémunérations des conseils et comités	2 076 000 000	2 000 000 000
Cotisations, subventions et dons à des tiers	9 578 397 190	16 346 650 799
Autres charges diverses	721 894 122	389 063 323
Charges sur gestion de métaux précieux	0	0
3. Achats et variation des stocks	159 483 648 577	131 903 637 731
Frais de Fabrication de signes monétaires	104 730 342 808	80 531 172 735
Achats de matières précieuses	0	0
Achats de fournitures stockés et divers	18 863 602 725	16 693 481 518
Achats de pièces commémoratives	0	0
Achats de pièces de collection	0	0
Eau, Electricité et gaz	6 229 831 040	4 737 401 772
Carburants et lubrifiants	25 954 822 900	28 348 022 000
Produits pharmaceutiques	316 977 055	0
Petits équipements et outillages	2 181 521 548	848 644 702
Diverses fournitures non stockées	1 206 550 500	744 915 004
4. Charges financières	89 840 266 190	47 515 440 013
Charges sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	3 750 467 188	28 904 324 471
Charges sur opérations avec le FMI	1 885 459 362	23 500 721 809
Charges sur autres comptes de correspondants	1 865 007 826	5 403 602 662
Charges sur opérations avec les Institutions Etrangères	0	0
Charges sur autres engagements	0	0
Autres charges sur trésorerie et opérations interbancaires	0	0
Charges sur opérations avec la clientèle	0	0
Charges sur comptes ordinaires	0	0
Charges sur comptes de dépôts des Banques et Institutions étrangères	0	0
Charges sur autres opérations de politique monétaire	0	0
Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	0	0
Charges sur comptes d'actif immobilisé	0	0
Charges sur opérations de changes	86 089 799 003	18 611 115 542
Charges sur opérations hors bilan	0	0
5. Dotations aux amortissements	63 903 923 600	77 424 328 690
6. Dotations aux provisions	1 065 336 613 909	195 246 143 268
DEP des comptes d'opération de trésorerie et d'opérations interbancaires	839 816 419 620	0
DEP des comptes de la clientèle	695 153 068	53 468 034 873

DESIGNATION	2 021	2 022
II. CHARGES		
DEP des comptes des opérations sur titres et d'opérations diverses	0	3 605 851 934
Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes d'actif immobilisé	2 289 524 395	0
Dotations aux provisions pour risques et charges	222 535 516 826	138 172 256 461
7. Impôts et taxes	7 183 242 517	8 197 703 407
Impôts et taxes directs (Sauf sur résultat)	6 951 087 769	8 191 703 407
Impôts et taxes indirects	8 000 000	2 000 000
Taxes diverses	224 154 748	4 000 000
8. Charges Exceptionnelles	1 048 850 048	712 708 171
TOTAL CHARGES	1 758 435 195 545	746 784 977 311
Résultat d'exploitation	930 136 345 890	-415 640 412 813
Résultat Exceptionnel	-416 302 285 748	-1 557 859 744
**** Résultat de l'exercice ****	513 834 060 142	-417 198 272 556